

## SOMMAIRE

### FRONTIERES

- Du national au particulier : le débat sur la décentralisation dans trois pays d'Amérique latine (Brésil, Mexique, Cuba)  
*par Hélène Rivière d'Arc* 7

### DOSSIER

- Amérique centrale et Caraïbes : illusions, désillusions et nouvelle donne  
*par Yvon Le Bot* 25
- L'Amérique centrale au XIXe siècle : l'union impossible  
*par Pierre Vaysière* 29
- Existe-t-il une nation hondurienne ?  
*par Roberto Santana* 45
- Guatemala: Violence, révolution et démocratie  
*par Yvon Le Bot* 55
- Figures de la théologie de la libération  
*par Philippe Burin des Rozières* 69
- Cuba : Population et développement (essai sur la fécondité)  
*par Maryse Roux* 83
- Autour de la Méditerranée américaine : des économies et des sociétés nationales pour quoi faire ?  
*par Claude Bataillon* 103

### INFORMATION SCIENTIFIQUE ET COOPERATION

#### LES INSTITUTIONS ET L'AMERIQUE LATINE

Le chercheur et son objet : implications, pratiques, rôle et représentations du chercheur latino-américaniste en sciences sociales

- par Valérie de Campos Mello, Valérie Philippe, Eric Calcagno, Pablo Martin* 109

# *Frontières*

**DU NATIONAL AU PARTICULIER : LE  
DEBAT SUR LA DECENTRALISATION DANS  
TROIS PAYS D'AMERIQUE LATINE  
(BRESIL, MEXIQUE, CUBA)**

*HELENE RIVIERE D'ARC*



## DU NATIONAL AU PARTICULIER : LE DEBAT SUR LA DECENTRALISATION DANS TROIS PAYS D'AMERIQUE LATINE (BRESIL, MEXIQUE, CUBA)

*Hélène Rivière d'Arc\**

Décentraliser les pouvoirs de l'Etat fait généralement figure d'outil indispensable de sortie de crise en Amérique latine : sortie de crise politique et de légitimité dès la fin des années soixante-dix; sortie d'une crise économique encore à l'ordre du jour et dont les années quatre-vingt représentent déjà pour certains le symbole puisqu'elles apparaissent de ce point de vue des *années perdues* (expression citée par German Rama, 1990).

Mais contrairement aux "thérapies de choc", que constituent les plans de redressement économique (politiques d'ajustement, projets de moratoire sur les dettes, plan cruzado, plan Collor, plan Menem, entrée du Mexique dans le Gatt, politique de libéralisation etc.), la décentralisation politique et administrative, différente de la décentralisation industrielle ou du rééquilibrage économique régional tentés jusqu'aux années quatre-vingt, est un processus lent dont les effets médiatiques et mobilisateurs sont en fait très faibles. Les formes de décentralisation administrative proposées et mises en avant par les discours gouvernementaux ne correspondent pas forcément aux revendications régionalistes, locales ou ethniques qui ne se reconnaissent pas clairement dans ce terme et ne lui attribuent pas la valeur symbolique dont peuvent se prévaloir par exemple ceux de démocratie ou d'égalité. Cela tient à ce que la décentralisation est en fait et avant tout un énoncé de normes administratives.

Même si la décentralisation est censée contribuer à libérer les acteurs économiques de la tutelle de l'Etat (pour les économistes dont la pensée est pourtant aussi différente que celle d'un Hernan de Soto ou d'un Gabriel Zaïd, etc.) et à permettre une relance de l'accumulation, c'est plutôt autour de la décentralisation, corollaire ou condition de la démocratie que le consensus autour de sa nécessaire imposition apparaît en Amérique latine ; la décentralisation n'est un thème ni de droite, ni de gauche à partir du moment où les acteurs politiques, notamment les partis, se disent démocratiques. Les divergences sur son contenu pratique apparaissent alors dans une autre étape. Rappelons aussi qu'il est des intellectuels qui ne la considèrent que comme un gadget ou un projet apparemment vertueux, ne faisant en réalité que masquer le désengagement de l'Etat par rapport aux inégalités sociales et aux déséquilibres régionaux.

\* Centre de recherche et documentation sur l'Amérique latine (CREDAL - CNRS)

Comme il n'est pas du propos de cet article d'analyser le débat philosophique sur la démocratie et sur les principes universels que l'expérience historique s'efforce de dégager, on s'en tiendra ici à une simple réflexion sur le discours décentralisateur et/ou régionalisateur qui a été à l'ordre du jour depuis la fin des années soixante-dix et pendant les années quatre-vingt dans trois pays, le Brésil, le Mexique et Cuba, dont les contextes sont extrêmement différents. D'ores et déjà, on voit apparaître des interprétations (à la fois chez les observateurs et chez les acteurs politiques ou sociaux) et des applications (exercice de nouvelles pratiques par exemple) qui permettent de valider ou non l'approche comparative entre quelques exemples latino-américains.

### UN CERTAIN MIMETISME

L'approfondissement de la démocratie faisant partie du discours des années quatre-vingt tant en Europe qu'en Amérique latine, on voit les détenteurs du savoir socio-politique (classe politique de niveau national et/ou régional, ainsi que les intellectuels) des deux côtés de l'Atlantique, s'intéresser à leurs expériences nationales réciproques. Cependant, l'Amérique du Sud que les années quatre-vingt ont vu sortir de la dictature est sûrement plus à la recherche de bilans d'expérience européenne que le Mexique. Le modèle espagnol de décentralisation après quarante ans de franquisme, intéresse particulièrement. Mais on voit aussi beaucoup de travaux évoquer les lois de décentralisation française de 1982. Quant à Cuba, quand le parti communiste, lors de son premier congrès en 1976 y a institutionnalisé la réforme administrative et politique, un des trois axes de réflexion préliminaire en la matière, avait été l'expérience des pays de l'Est européen. Ce n'est sûrement plus à l'ordre du jour des années quatre-vingt-dix pour les raisons que l'on sait.

Ce qui est plus surprenant, c'est que, semble-t-il, plus que la situation de l'Allemagne, pourtant plus proche puisque fédérale, du Brésil et du Mexique, c'est celle de l'Espagne ou de la France qui fait l'objet d'interrogations ou de références selon les écrits. Sans doute parce que ces deux pays ont connu une institutionnalisation récente du processus de décentralisation. Ce qui nous apparaît comme une sorte de mimétisme, la recherche en Amérique latine des mêmes instruments qu'en Europe, ne doit cependant pas cacher la diversité des contextes et des approches. Il serait très réducteur de prendre les modèles européens comme des références, mais il l'est moins de tenter de comprendre l'impact intellectuel ou stratégique sur l'Amérique latine d'expériences plus "formalisées" que celles qu'elle est en train de vivre.

En Amérique latine, la décentralisation est censée traduire une nouvelle relation entre la société et l'Etat à partir des régions et des municipes. Ce nouveau mode de fonctionnement devrait à terme infléchir l'idée de construction d'un *Estado de Bienestar* qui s'appuyait jusqu'à maintenant pour l'essentiel sur une base corporatiste. Le propos est abstrait mais rejoint les préoccupations européennes.

## DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE DANS TROIS PAYS

Il n'y a pas eu lieu de procéder à des lois proprement dites de décentralisation dans les trois pays que nous considérons ici. Le Mexique et le Brésil sont des fédérations avec des assemblées élues ; Cuba a institutionnalisé les assemblées populaires élues en 1976, alors que depuis la révolution et jusqu'à cette date, il n'y avait pas d'élections dans ce pays. Mais si toute une série de mesures sont censées aller dans le sens d'un transfert de pouvoirs aux instances représentatives, il n'y a eu en contrepartie que peu de suppressions des organismes fédéraux qui se substituaient en fait à ces dernières et qui se présentaient comme ayant une vocation "technique". On remarque qu'au Mexique, on a créé des instances tripartites comme les COPLADES où sont représentés les ministères fédéraux et les élus locaux. Les premiers y ont un pouvoir considérable. Au Brésil, les corporations de développement, zones métropolitaines et autres instituts fédéraux existent toujours mais ont perdu de leurs prérogatives et sont vivement mis en cause par certains pouvoirs locaux et mouvements municipalistes.

Déjà des critiques sur ce nouveau contexte sont apparues : quelle peut être l'efficacité d'un COPLADE au Mexique, dont les membres n'ont pas le même temps de mandat que les fonctionnaires dépendant des ministères centraux. Le municipalisme brésilien, soupçonné de reposer souvent sur le clientélisme, peut-il être efficace en matière de développement et de réflexion sur les techniques de modernisation, se demandent certains experts des ministères et des institutions fédérales brésiliennes ? A Cuba, il a été procédé à une réforme administrative profonde sur le plan territorial et politique qui a entraîné la suppression d'un surcroît de circonscriptions (les régionales), a tendu à égaliser spatialement les unités administratives et de production et à donner une vigueur nouvelle aux partis communistes provinciaux, détenteurs des compétences à la fois politiques et techniques. Mais dans ce pays, il n'y a ni doute, ni critique qui seraient plutôt l'affaire de Fidel Castro, sur les moyens de rendre la réforme la plus efficace possible.

Sur le plan pratique et technique, c'est à dire celui de la répartition des impôts, c'est sans doute au Brésil que la réforme va le plus loin. La nouvelle constitution<sup>1</sup> prévoit une augmentation assez considérable - certains disent de 20 à 30% - des budgets gérés par les municipes. Cependant, l'endettement considérable des grandes municipalités réduit leur marge de manoeuvre. Par ailleurs, le coût de formation des équipes municipales ainsi que leur accès à des moyens de gestion moderne sont considérés comme un frein difficile à surmonter. Les ministères centraux, et notamment leurs départements qui s'occupent des questions urbaines et municipales, en particulier en direction du Nordeste, de même que certains gouvernements d'états fédérés, comme celui de São Paulo, ont incité les municipes à se regrouper et à constituer des associations pour réunir leurs efforts et leurs demandes. Des instances régionales des secrétariats de l'état fédéré (exemple de São Paulo) ou l'assistance technique du ministère de l'Intérieur (Nordeste) ou du ministère de l'Action Sociale (depuis

l'entrée en fonction du président Collor), apportent l'appui nécessaire à cette nouvelle forme d'organisation territoriale dont l'efficacité n'a pas encore été démontrée, sinon dans une certaine mesure à São Paulo (Ferreira de Chonchol, 1989).

Au Mexique, la réforme en 1983 de l'article 115 conférant aux *ayuntamientos* la gestion de l'impôt foncier ne semble pas les avoir mobilisés. Beaucoup ont argué de leur sous-équipement technique et en "ressources humaines" pour différer son application ; elle paraissait, récemment encore, n'être mise en pratique que par un nombre réduit de municipalités. Quant aux fonds mis à la disposition des COPLADES, ils ont connu une forte baisse, notamment en 1986, au moment même où les réformes devaient prendre leur essor. C'est ainsi qu'il ne pouvait revenir qu'aux Etats les plus puissants de faire pression pour que les diminutions ne soient pas trop sensibles (Revel-Mouroz, 1989). Le fait d'avoir obtenu que la péréquation réalisée par l'Etat central pour que la répartition des budgets ne repose plus seulement sur les bénéficiaires du pétrole semble cependant avoir été considéré comme une amélioration.

A Cuba, tous les budgets sont répartis par l'Etat central et les assemblées locales et régionales n'ont dans la pratique qu'un pouvoir de pression et de suggestion sur les investissements puisqu'il n'y a pas à proprement parler d'impôts locaux .

Toutefois, et d'une façon générale, dans les trois pays, l'Etat central conserve un très important volet d'intervention : dans cette période de crise économique, c'est en réalité lui qui définit directement la politique de reconversion industrielle au Mexique (Zapata, 1989) ; au Brésil, malgré l'abandon d'un certains nombres de ses prérogatives stratégiques au profit des Etats, par exemple la souveraineté sur cent kilomètres de part et d'autre de certaines routes transamazoniennes, il maintient son contrôle interministériel sur les grands programmes d'aménagement et d'industrialisation comme celui de Carajas, dans le sud du Para, sans consultation du gouvernement local ni des municipalités, ce qui les irrite beaucoup. Le manque à gagner au plan régional, sur la production industrielle est ainsi un sujet de tension<sup>2</sup>.

Tout fonctionne un peu comme si la décentralisation, outil considéré comme indispensable à la sortie de crise économique et de redéploiement du capital productif sur le territoire, était paradoxalement impossible du fait même de cette crise ; en fait, le contrôle de l'Etat central continuerait de s'exercer à priori sur l'essentiel des mesures de relocalisation des ressources puisque ses moyens sont trop réduits pour les libéraliser. Le mouvement municipaliste des grandes villes brésiliennes pour faire accepter par l'Etat central le gel d'une partie des dettes internes, lancé à l'initiative de la mairie de Salvador, n'a lui non plus pas vraiment abouti. Si l'on suit la logique française de la décentralisation, soit le passage du contrôle à priori par l'Etat central au contrôle à postériori (Rondin, 1985, et plusieurs autres auteurs), on pourrait dire qu'il y a en Amérique latine un goulot d'étranglement vis à vis de la décentralisation. Elle coûte cher, ce qui a été reconnu d'ailleurs par le gouvernement mexicain de Miguel de La Madrid, en faisant le bilan, de son action qu'il considère pourtant d'une

certaine portée (*Cuadernos de Renovación nacional*, 1988). On a déjà parlé des inquiétudes du ministère brésilien de l'Intérieur à ce sujet.

Ces limites, seulement entrevues ici de la mise en place de mécanismes techniques de décentralisation, concernant avant tout la gestion des ressources, n'empêchent pas d'examiner les autres volets de l'objectif que sont supposés sous-tendre les projets de décentralisation, puisqu'aussi bien, ce sont eux qui ont été les plus invoqués : renforcement de la démocratie et prise en compte de la diversité culturelle et géographique, considérée soit comme une richesse, soit comme une réalité incontournable.

## DECENTRALISATION ET DEMOCRATIE LOCALE

Sur le plan théorique, la décentralisation renvoie à la question de la légitimité de l'Etat, et suppose que le processus antérieur de décentralisation tendait à la mettre en cause. Dans les trois pays évoqués ici, c'est sans doute au Brésil que le débat a été le plus poussé sur ce thème au cours des années 1975-1990. C'est évidemment aussi le seul où la légitimité de l'Etat ait été mise en cause après vingt ans de dictature militaire. Il a été poussé jusqu'à une critique profonde de leur propre rôle par les fonctionnaires intermédiaires des instances fédérales chargées du développement régional, par exemple au sein de la SUDENE, de la SUDAM, des zones métropolitaines, d'organismes comme la CEPLAC, etc. (Rivière d'Arc, 1987). Rien de tel semble-t-il au Mexique où la planification démocratique demeure à l'ordre du jour, sans préjuger pourtant de la pensée profonde des fonctionnaires fédéraux exerçant dans les régions, en particulier dans les régions à forte population indigène. Sans trop de risques de se tromper, on peut dire que les mesures de décentralisation sont vues comme une avancée démocratique mais ne reflètent pas une crise de légitimité affichée, encore que les observateurs aient cru pouvoir en détecter les symptômes au cours des années quatre-vingt, lorsqu'ils analysaient le discrédit du PRI.

A Cuba, le système du centralisme démocratique n'est pas sujet de débat : on a estimé simplement en 1976, que grâce à la première étape accomplie par la révolution soit la nationalisation des moyens de production, la société était mûre pour un passage à une étape supérieure du socialisme, c'est à dire son implication dans l'effort national pour que disparaissent les disparités régionales.

Cependant, les trois pays se sont trouvés dans une phase conjoncturelle qui les a amenés à poser chacun à leur manière et à peu près à la même époque, la question de l'approfondissement de la démocratie. Certains auteurs considèrent qu'il s'agit là du projet de modernisation de l'Etat dont la démocratie et l'efficacité seraient les médiations. Ce serait les gages de la modernisation néo-libérale pour le Brésil et le Mexique ; la régionalisation et l'introduction de la notion d'égalité territoriale seraient les gages de la modernisation socialiste pour Cuba. Mais revenons à la conjoncture : la question de la légitimité de l'Etat a été essentielle dans le débat brésilien. Le pays s'est souvenu de sa période municipaliste et de la

constitution de 1946. S'appuyant sur cette période, il a ainsi, sous l'influence de l'IBAM (Instituto Brasileiro de Administração Municipal) relancé le thème de l'autonomie municipale, faisant du municiple non seulement un creuset pour la formation d'hommes politiques, mais une entité responsable d'une gestion des services publics à même de répondre à la demande sociale. Même si les partis dits "municipalistes", apparus çà et là, n'ont nulle part la moindre influence, on peut dire que les partis politiques ont tous été "décentralisateurs", y compris les partis de gauche comme le PC, le PC do B ou le PT<sup>3</sup>. D'ailleurs le niveau local et celui des Etats fédérés constituaient une bonne base d'accès au pouvoir dans la période de transition.

Ce moyen d'accès au pouvoir sur une base territoriale se retrouve dès la fin des années soixante-dix, contemporain de la réforme politique de 1977 au Mexique, elle-même issue d'un constat de crise politique qui se traduit par un abstentionnisme de plus en plus élevé. Après qu'aient été reconnus plusieurs partis et la représentation des minorités dans les instances locales, les forces d'opposition, même celles de gauche qui, selon leur tradition idéologique n'y étaient pas très sensibles, se sont intéressées à la conquête du pouvoir sur la base locale. Sans parler du PAN, qui *depuis 1980 a centré avec succès, sa stratégie sur la conquête du pouvoir régional et municipal* (Prévôt-Schapira et Rivière d'Arc, 1987). Pour le PRI, la décentralisation devenait alors un thème de remobilisation de ses propres forces locales, et des populations autour de ces forces. De nouvelles pratiques traduisant une certaine autonomie des PRI locaux, semblent d'ailleurs porter leurs fruits au niveau électoral : par exemple celle de la pré-élection des candidats au sein du parti (il y a eu en effet, reconquête de circonscriptions passées à l'opposition dans les années quatre-vingt : Juchitan, l'Etat de Chihuahua etc.). A Cuba, les élections aux assemblées populaires ne se situent qu'au plan d'un meilleur engagement et d'une plus grande reconnaissance de légitimité pour les plus méritants des membres du parti local, même si dans le principe, la constitution n'impose pas d'en être membre pour un candidat.

Au-delà de cette conjoncture, dont le traitement avait pour effet de démocratiser les instances de représentations, soit en introduisant au niveau local, la mesure la plus reconnue, le vote (élections des maires au Brésil, assemblées populaires élues à Cuba), soit en ouvrant des canaux d'accès au pouvoir pour les formations d'opposition, ou en augmentant leur représentation (Brésil, Mexique), un thème supplémentaire a été fortement invoqué dans les trois pays au cours des dernières décennies, celui de la participation. Les discours des différents acteurs impliqués ne concevaient pas la démocratie-décentralisation sans participation, même si ces acteurs ne lui donnent pas toujours le même contenu.

Là, les bilans sont aussi délicats et contradictoires que provisoires. Sans prétendre retracer ici le cours de la pensée sur la démocratie, auquel renvoie pourtant nécessairement l'idée de participation, et à laquelle on n'échappe pas si l'on pose la question de la décentralisation en Amérique latine, il convient de rappeler que cette idée y a été partout présente au cours des deux dernières décennies. Beaucoup plus fortement qu'en Europe d'ailleurs, à l'exception de l'Espagne. On se contentera donc de se

situer dans le contexte de ces dernières années pour essayer de dégager une convergence de raisons qui ont amené à donner une grande place à l'idée de participation dans les propos à la fois des hommes politiques et des intellectuels, et ont conduit à des suggestions plus ou moins réussies et plus ou moins appliquées, devant déboucher sur de nouvelles pratiques de la démocratie.

Il est des auteurs qui font découler la proposition de participation d'une crise organique de l'Etat capitaliste. C'est une approche qui reste éminemment économiciste et très abstraite dans la mesure où elle n'examine pas qui sont les groupes concernés par la participation, ni les niveaux et les échelles d'intervention possible de ces groupes. Si l'on considère qu'il s'agit seulement d'une libération des pouvoirs économiques locaux de l'emprise de l'Etat, il y a dans cette approche une certaine confusion entre décentralisation et participation. On voit d'ailleurs que selon les régions ou les Etats, que ces groupes économiques, selon leur contexte régional ou leur histoire, n'ont pas une vision homogène du désengagement de l'Etat central ; les entrepreneurs de Guadalajara, décrits par Carlos Alba (1987, 1989), s'appuient sur l'Etat central. Ceux de Chihuahua lui sont hostiles. Les planteurs et industriels de cacao de Bahia sont souvent très réservés et critiques vis à vis des instances fédérales avec lesquelles ils ont été extrêmement favorisés par les mesures d'exemption fiscale qui leur ont permis d'essaimer dans tout le pays, etc. Les groupes locaux d'Amazonie sont très régionalistes ; bref, il n'y a pas d'homogénéité dans ces attitudes, face à l'Etat qui lui-même n'est pas monolithique face à eux et peut privilégier tel ou tel groupe selon le moment ou la conjoncture.

Une deuxième approche est de dire que le modèle développementiste d'intégration fondé sur des relations corporatistes a atteint ses limites ; pour ne pas dire qu'il a échoué. L'Etat devant la pression exercée par les mouvements populaires non corporatisés, par une demande sociale qui s'exprime de façon territorialisée, doit chercher de nouvelles voies. La décentralisation-participation en est une. Seuls, les pouvoirs locaux seraient à même de percevoir sur le terrain cette demande sociale et de la traduire dans des faits, par le biais de négociations et de compromis. De surcroît, une volonté décentralisatrice peut contribuer à atténuer certaines susceptibilités régionalistes vis à vis du centre, qui se manifestent tant au Mexique qu'au Brésil, dans plusieurs zones périphériques : frontière nord ou sud du Mexique, Amazonie au Brésil, qui, les unes et les autres sont le cadre de transformations profondes, rapides, assez brutales et de programmes de reconversion.

Enfin, cette deuxième analyse suppose qu'il existe une société civile, un espace public selon le vocabulaire d'Habermas, relativement organisé au niveau local ou du moins discernable, qui se serait substitué à la société de type rural ou holiste du passé, capable d'agir parallèlement aux organisations corporatistes. Ce recours à la participation renvoie alors au monde associatif et à l'analyse des moyens dont il dispose pour devenir interlocuteur. Pour établir cette relation entre pouvoir public et monde associatif, il est justifié que le niveau local soit privilégié ; concrètement, il s'agit donc du niveau municipal, qui lui-même dans certains cas (celui des

très grandes villes) est déjà très complexe. La réflexion sur l'espace métropolitain et sur sa complexité administrative a même conduit, notamment le Brésil, à envisager des projets de décentralisation intra-municipale (Fischer, 1988 ; Jacobi, 1988, 1989).

La participation ainsi considérée, il n'est pas demandé aux acteurs sollicités d'intervenir sur les grands choix économiques, comme les reconversions industrielles qui restent comme on l'a déjà dit du domaine de l'Etat et éventuellement des grands lobbies professionnels ou sectoriels, mais de prendre en charge, par le biais de négociations avec les autorités locales toute une gamme d'initiatives liées à la vie quotidienne. L'objectif serait d'une part, de mettre en place un certain type de communication entre les foules populaires ou exclues pour connaître leur demande sociale et culturelle, de l'autre les inciter à assurer elles-mêmes certaines tâches d'amélioration de leur cadre de vie et même de rationalisation de leurs activités économiques, afin que la plus-value de ces activités profite à la société locale dans son entier.<sup>4</sup>

La traduction pratique de ce projet est la reconnaissance du statut d'association pour les groupements communautaires nés à partir d'une lutte ou d'une revendication, la formation de conseils consultatifs populaires au niveau des quartiers ou des municipalités lorsque les villes ne sont pas très grandes, la reconnaissance ou la cooptation de leaders d'association et de quartiers, la médiation de ces leaders pour faire passer des messages dans une certaine mesure pré-programmés par les techniciens des administrations, l'incitation à la prise en charge directe de certaines tâches collectives (mutirão au Brésil, travail collectif, sécurité au Mexique, etc.). Il s'agit aussi, notamment au Brésil, de susciter la participation des commerçants et petits entrepreneurs divers à des débats sur des voies souples de "formalisation" du secteur informel.

Mais le résultat de tout cela est que, bien souvent, les associations, ou bien sont considérées comme peu représentatives, donc manipulatrices, ou bien les suggestions pratiques qu'elles proposent ne cadrent pas avec les normes établies par le processus administratif de la décentralisation parce qu'elles n'ont pas de vision globale des problèmes, ou enfin, il peut s'avérer qu'elles défendent une autonomie fondée sur la mémoire de leurs luttes et sur la conscience de la situation tronquée de citoyen de leurs adhérents ; enfin, elles ont souvent une grande difficulté de communication. Et pour finir, le problème n'est pas tranché de savoir comment concilier la représentation formelle et une démocratie participative où les assemblées seraient dotées d'un certain pouvoir (jusqu'à quel point ?) et d'un calendrier, de façon à aller au-delà du simple "cahier de doléances".

Bref, il semble bien qu'aujourd'hui, beaucoup de fonctionnaires intermédiaires chargés d'établir ces relations nouvelles, seraient tentés de dire, comme le fait Alain Touraine (*La Parole et le Sang*, 1988) dans un langage sociologique, que le mouvement populaire, notamment ce que l'on appelle en Amérique latine, les mouvements sociaux urbains, sont plus expressifs qu'instrumentaux. Et cela quels que soient leurs éléments fondateurs (intérêts immédiats ou à long terme, valeur, ethnie, religion etc.). Mais à l'inverse de ce désenchantement, on pourrait donner

d'innombrables exemples de leur efficacité ; dans toute l'histoire récente de l'Amérique latine, des créations de services locaux, des solutions de problèmes d'accès à la terre ou au sol urbain, la reconnaissance de droits, ont été obtenus par leurs luttes et leurs négociations (cf. les luttes pour l'eau à São Paulo décrites par P. Jacobi, certaines formes d'invasion des immeubles ou d'accès au sol urbain parvenant parfois à faire jurisprudence à Porto Alegre, montrées par Wrana Panizzi, l'histoire du relogement des victimes du tremblement de terre à Mexico, qu'évoquent plusieurs auteurs etc.).

Cela signifie-t-il que la représentation de l'Etat dans l'espace public est en train de changer, qu'une communication s'est établie et qu'il acquiert ainsi une nouvelle légitimité ? En d'autres termes, qu'il y aurait là un moyen de contribuer à la formation d'un pacte social, fondé sur la démocratie locale ? Rien ne semble joué dans la mesure où les budgets consacrés aux programmes de coopération avec les organisations populaires sont infimes et où les mairies n'ont pas la volonté d'appliquer les péremptions de leurs budgets, permettant de favoriser l'urbanisation des quartiers pauvres sous-équipés (cf. Marques Pereira, 1987). Par ailleurs, les goulots d'étranglement que doivent affronter les mairies sont considérables. Déjà fortement endettées, elles n'ont d'autres issues que de négocier le plus souvent auprès de la Banque mondiale ou d'autres organismes internationaux, ce qu'elles souhaitent d'ailleurs pouvoir faire directement et qui correspond à une autre revendication d'autonomie de la part des pouvoirs locaux.<sup>5</sup>

A Cuba, outre qu'elles sont responsables de certains services urbains, les assemblées locales élues ont été considérées comme le passage à une étape supérieure du socialisme après qu'ait disparu *la propriété privée sur les moyens fondamentaux de production et la lutte d'intérêts qu'elle entraîne* (Instituto de Planificación Física, 1988), seul cadre qui permette *l'ordonnement du territoire et la réalisation d'une planification physique intégrale* (selon le concept proposé par Fidel Castro).

Venant renforcer cette approche, le recul et le regard que l'on pouvait porter sur les quinze premières années de révolution. Celles-ci ont permis de considérer la société comme mûre et intégrée (elle était en bonne santé, alphabétisée et en grande majorité consciente et salariée) donc capable d'être introduite dans le processus d'institutionnalisation et dans la participation. Bien que ces assemblées locales n'aient pas de pouvoir sur les grandes décisions administratives et économiques (modification des limites administratives des municipes, gestion des plans d'Etat qui leur correspondent) qui relèvent d'une analyse systémique et scientifique réservée au niveau central (parti, JUCEPLAN), et qu'il ne leur revient, en l'absence d'impôts locaux, que de bien ou mal gérer leurs budgets, elles sont cependant, par le biais de commissions issues de leur sein, chargées de développer les petites entreprises locales de production. Ces petites entreprises dites *subordonnées aux pouvoirs populaires* en matière administrative et opératoire (et non normative, un aspect réservé aux ministères centraux) qui fabriquent des produits alimentaires, des textiles, des meubles et sont destinées surtout à satisfaire la demande locale et à résorber les pénuries. Cependant, le manque de matières premières frappe

leur productivité et le manque d'imagination ou d'initiative pour remédier à ces blocages entrave dangereusement leur dynamisme. Dans la mesure où ce programme de participation était précédé dans la réforme de 1976 d'un préalable réaffirmant *le rôle de l'Etat, sous l'orientation du parti, sur la direction, le contrôle et la planification de toutes les activités de la société et de la nécessité que cette direction corresponde territorialement à celle des activités économiques et à la distribution de la population* (Rassi, 1981), les organisations directement dépendantes du parti, comme les CDR, ont gardé leurs prérogatives parallèles. Ainsi, s'est établie une sorte de va-et-vient entre les assemblées locales, les CDR hiérarchisés verticalement et l'Etat-Parti qui se rendent compte mutuellement de leurs actions. C'est ce que les textes appellent la corrélation entre centralisation et décentralisation. En fait, les instances nationales situées à La Havane, exercent une tutelle sur les organisations locales territorialisées (Rivière d'Arc, 1989). Régionalisation et participation ne relèvent pas à Cuba d'une dynamique cherchant à établir de nouvelles relations entre société et Etat ; l'un et l'autre, comme on sait, sont censés ne faire qu'un. C'est donc à la réalisation d'un "produit fini", scientifiquement élaboré, fondé sur l'idée de l'égalité des territoires et de l'intérêt collectif (encore que la production des petites entreprises devrait enfin prendre en compte le besoin de consommation individuelle) que repose la décentralisation/participation. L'établissement d'une certaine concurrence entre grandes entreprises et des projets de formation réservés aux ressortissants locaux complètent ce schéma auquel manque, face aux stimulants moraux et sociaux, des stimulants politiques. On ne sait pas quel impact aura à terme la dérive totale ou la défection d'un modèle alors inspiré par la RDA et la Bulgarie. La défection du modèle européen a poussé Cuba à un rapprochement avec les *pays frères latino-américains*. Le grand nombre de colloques - y compris sur la régionalisation, la gestion du territoire etc. - qui y ont été tenus, atteste de la volonté de confronter les expériences. Cependant, il semble bien que ce ne soit plus, à l'époque actuelle, sur ces thèmes et ceux de la participation et de l'initiative locale que se joue la mobilisation de la société, mais plutôt sur un soutien actif et résolu au gouvernement central, renouvelant la relation directe entre le peuple et son chef.

On peut se demander d'ailleurs aussi si les mesures draconiennes prises par le plan Collor au Brésil et la nécessité considérée par le Président de recourir à une extrême personnalisation de son rôle, n'entraîneront pas la mise en veilleuse des recherches et des expériences de démocratie locale.

## DECENTRALISATION ET IDENTITES REGIONALES

La décentralisation est en Amérique latine, comme en Europe d'ailleurs, sauf en Espagne et peut-être dans un proche avenir en Europe de l'Est, un ensemble de normes qui ne fait référence qu'en négatif aux identités régionales, culturelles ou ethniques. Ce serait en quelque sorte, l'autre face du miroir difficile à saisir à partir de l'analyse de normes administratives. L'idée des droits spécifiques des minorités, qu'elles

soient ethniques ou communautaires n'est pas toujours compatible avec celle d'un Etat prônant l'égalité des citoyens face aux différents pouvoirs. La modernisation de l'Etat et l'accès de la société à la modernité qu'il recherche par la médiation de la décentralisation tendrait logiquement à mettre en valeur les concepts d'individualisme ou de socialisme, de rationalisme et d'universalisme plutôt que des notions telles que terre, force des lieux, poids de l'histoire, etc. (voir Rondin) qui ont tendance à renvoyer à celles de notables locaux, clientèles, caciquisme, coronélisme... Si l'on semble renoncer à l'intégration par la construction de l'Etat-providence et par la généralisation du salariat comme à l'époque développementiste, cela ne signifie pas pour autant que l'Etat renonce à la normalisation des mesures qu'il prend.<sup>6</sup> Les programmes de décentralisation ne font pas d'allusion au concept d'*identité* qui risquerait d'impliquer un traitement différencié. Ils s'exercent sur le maillage administratif, laissant éventuellement au pouvoir local directement en relation avec le monde associatif et les groupements communautaires, la possibilité d'un dialogue sur la défense plutôt des intérêts que des valeurs des uns et des autres. Dans ce contexte, à chaque région, ou territoire, ou communauté, de trouver les voies de son identité et de la défense de ses valeurs dans le respect des lois, de la constitution et de ce qui est défini comme la culture nationale. La question est de savoir pour les intellectuels si les valeurs qui font les fondements des communautés, le plus souvent sur une base ethnique dans le cas du Mexique, sur des bases religieuses ou plus rarement ethniques au Brésil, sont susceptibles de s'intégrer à la modernité, autrement dit sont susceptibles de penser leurs relations avec l'extérieur, sans pour autant disparaître (mais pour le moment, rien ne permet de penser qu'elles disparaissent...).

La dimension communautaire et/ou ethnique aurait peu à voir avec le régionalisme au Mexique, qui reposerait le plus souvent sur des antagonismes politiques (Zepeda, 1989). Elle n'est visible qu'au niveau municipal et des relations qui se créent, entre communautés, autorités municipales et instances fédérales (Hoffmann, 1989).

Et pourtant, la situation mexicaine semble à l'origine de forts débats sur ces points : une reconnaissance trop médiatisée des communautés ethniques ne serait-elle pas un argument masqué du désengagement de l'Etat à leur égard ? (question posée par H. Favre, exposé 1990).

Au Brésil, il paraît évident que la démocratisation au niveau local a donné une vigueur à des forces de résistance latentes pendant l'époque de la dictature, tant au niveau régional que communautaire fondé ou non sur l'appartenance à un territoire : régions, communautés de base ou de quartiers, mouvement noir, sans parler des groupes indiens d'Amazonie, particulièrement malmenés par les mesures de décentralisation de la FUNAI prises en 1983 (B. Albert, 1987), sur lesquelles est partiellement revenue la Constitution de 1988.

S'il est nécessaire de poser la question de l'identité collective dans le cadre d'une réflexion sur la décentralisation, la question est si complexe qu'on y fera simplement allusion dans ce texte. Il n'est pas sûr qu'elle soit sous-jacente aux projets des politiciens décentralisateurs ; lorsqu'ils prônent un partenariat avec les associations (parfois nées des

communautés), ils savent sans doute, même s'ils ne l'ont pas lu, que *la forme de l'association est trop peu complexe pour pouvoir structurer le contexte vital entier de la société* (Habermas, 1989). Pourtant, toutes les intuitions conduisent au constat d'une certaine vigueur de son existence en Amérique latine. Donc, quelle place lui donner ? Ce n'est, semble-t-il, que par l'approfondissement d'un niveau d'observation intermédiaire qu'on peut l'appréhender : celui d'une région perçue comme régionaliste, celui d'une municipale dont le territoire est constitué de communautés, celui d'une périphérie urbaine dynamique et revendicative etc. Cet approfondissement prendrait en compte comme dimension privilégiée le désir d'autonomie, ses fondements et ses formes d'expression. Il n'est pas sûr que ces dernières soient en corrélation directe avec les mesures concrètes et administratives de décentralisation, mais ce qui apparaît évident, c'est que celles-ci les ont rendues beaucoup plus transparentes. Pour prendre des exemples très différents, on peut citer le cas du mouvement noir à Bahia qui est allé beaucoup plus loin dans sa tentative d'entrer dans le champs du politique - c'est-à-dire au-delà de la seule définition de son identité - depuis que les maires sont élus et que des canaux de participation sont proposés (Rivière d'Arc, 1987 et 1989). Au Mexique, dans le Veracruz par exemple, O. Hoffmann a observé *qu'on pouvait parler d'un processus de décentralisation à la base, à un niveau inférieur à l'unité minimale prise en compte par les planificateurs, le municipio* (Hoffmann, 1989). Cette remarque porte sur la période actuelle qui est qualifiée d'"aujourd'hui", en gros les années quatre-vingt, celles de la crise économique et de la décentralisation municipale, par rapport à "avant".

Le problème est alors pour les politiciens (afin de faire progresser le modèle de société qu'ils ont choisi de promouvoir) aussi bien que pour les intellectuels (afin de faire progresser la connaissance et leur science), de mieux savoir de quoi sont porteuses ces formes d'expression qui peuvent se projeter dans le champs social, politique et même économique.

Mais le traitement de ce problème au niveau local ou régional permet-il de trancher l'épineuse question de savoir si méthodologiquement, il convient d'insister sur les différences et les singularités ou sur ce qui unit ?

Il n'est pas nécessaire d'insister sur le fait que ces questions ne se posent pas à Cuba et cela, pour une raison empirique et historique, d'une part, parce que la formation de la population de ce pays, colonie de peuplement et de forte immigration espagnole récente (1902-1945), très mobile et très dispersée sur un petit territoire national, a fait en sorte que les tensions étaient atténuées et qu'il régnait une homogénéité de peuplement dès avant la révolution.

D'autre part, parce que la problématique de l'identité et de sa charge à la fois sociale et culturelle n'est pas considérée vraiment comme scientifique et est censée de toute façon se trouver caduque à partir du moment où la société est indépendante et socialiste.

\*\*\*

Dans leurs déclarations d'intention sur la décentralisation et la régionalisation, le Mexique et Cuba mettent l'accent sur l'aspect économique et sur le contrôle et les remèdes à apporter aux dysfonctionnements et aux déséquilibres régionaux. Empêcher l'afflux de populations vers les grandes villes, surtout vers les capitales nationales, et développer les services sur le territoire, restent les objectifs premiers.

On a déjà dit qu'au Mexique, l'Etat central assumait les programmes de reconversion industrielle. Cependant, des concessions ont été faites aux pouvoirs politiques et économiques régionaux pour négocier localement l'implantation de nouveaux investissements étrangers. Ce changement semble favoriser tout particulièrement les Etats du nord, notamment les Etats frontaliers, visés par les projets de développement des *maquiladoras*.

En revanche, au plan des services aux populations, notamment de santé et d'éducation primaire touchant la *sociedad abierta*, selon l'expression utilisée au Mexique, si l'objectif à plus ou moins long terme est d'en faire glisser la responsabilité aux administrations régionales et locales, cela ne peut se faire que progressivement et relève pour le moment d'une dynamique contradictoire : si l'on suppose que la demande sociale est susceptible d'être mieux saisie à ces niveaux, que la gestion centralisée est bureaucratique et inefficace, encore faut-il que les échelons intermédiaires soient capables financièrement et techniquement de prendre le relais, dans le respect de l'égalité d'accès pour tous les citoyens. Rien de tel, pour le moment, semble-t-il, ce qui a conduit à la multiplication des postes fédéraux dans les Etats, à un moment où il était plutôt question de les réduire, afin d'apporter un appui ou une tutelle aux niveaux fédérés. Cependant, d'aucuns croient percevoir que cette contradiction, soit le surcoût pour l'Etat de la déconcentration, se traduit dans les faits par un abandon des zones les plus marginalisées, le plus souvent les zones indigènes, notamment dans le domaine de l'éducation, justifié par le prétexte du respect de l'autonomie culturelle des communautés.

Au niveau politique, c'est semble-t-il, le degré d'autonomie acquis par chaque PRI régional qui détermine les différences de comportement : plus ceux-ci ont dû accepter la concurrence avec des forces d'opposition pour redorer leur blason, plus ils ont été contraints d'accepter la négociation avec des organisations populaires, indépendantes de leur mouvance, dans le cadre des Etats. Jusqu'où cette dynamique peut-elle aller et dans quelle mesure est-elle acceptable quels que soient les groupes sociaux ou corporatistes qui les portent ?

La régionalisation à Cuba correspond aussi et avant tout, à une tentative de fixation des populations et à un renforcement du réseau industriel-agricole de villes moyennes, considéré comme la structure idéale du système national. Ce programme repose sur des fondements à la fois économiques, scientifiques et moraux. Les déficiences de son application - ou éventuellement de son échec - seraient sans doute susceptibles de culpabiliser les niveaux intermédiaires du parti communiste (notamment dans son devoir de conscientisation) mais par essence même, il ne peut être critiqué à la base, puisqu'il est censé relever de la compétence scientifique de ceux qui l'ont élaboré.

Comme on l'a déjà dit, c'est au Brésil que le débat sur la démocratie locale a été poussé le plus loin puisqu'il s'est agi véritablement d'un changement de système politique. Même si dans le domaine économique, l'Etat central a gardé de nombreuses prérogatives destinées à favoriser le déploiement d'une accumulation plus concurrentielle entre les régions, la contestation ouverte de la dictature, du centralisme et de son corollaire le clientélisme, a rendu l'exclusion d'une grande partie de la population beaucoup plus transparente. Aucun parti ne la nie. Corporatisme et détournement des politiques sociales ont été dénoncés. Les intellectuels se sont souvent fait les porte-paroles des minorités. C'est ainsi que le désengagement de l'Etat, instrument du libéralisme a parfois été confondu avec une certaine utopie libertaire de l'autonomie des communautés, mettant en cause l'idée même de grands programmes nationaux d'intégration sociale.

La participation, outil présumé de communication, peut à la fois contribuer à renforcer le désengagement de l'Etat, sous prétexte du respect de cette autonomie et favoriser clientélisme et cooptation locaux ; mais cette vision pessimiste doit être relativisée car dans les faits, les exercices de démocratie locale et leur corollaire la "participation", certes difficile à mettre en place et qui peut être suspectée de mettre en cause l'idée même de luttes sociales, ont déjà donné des résultats qui ne peuvent être oubliés. Le problème grave est que, dans une certaine mesure, ce contexte peut aussi consacrer le caractère dualiste du fonctionnement de la société dans le cas brésilien. De toute façon, le contrôle très hiérarchisé qu'implique l'application du plan Collor risque d'afadir et de compromettre pour un temps, le débat sur la décentralisation/participation.

## NOTES

(1) La nouvelle constitution brésilienne donne aux états fédérés la liberté de se doter ou non d'une instance métropolitaine.

(2) Que réserve le plan Collor sur la réforme fiscale et ses retombées régionales ? Il devrait en principe être favorable aux régions mais ce n'est qu'une impression. Par ailleurs, la constitution prévoit de maintenir une petite part de la péréquation nationale pour l'appui direct au développement des régions les plus pauvres (Nordeste, Nord).

(3) Le PC et le PC do B ont été actifs dans la mobilisation sur le thème municipal des années 1984-1985 ; notamment dans le Nordeste et le Nord, lorsqu'ils figuraient dans la nébuleuse PMDB qui détenait beaucoup de gouvernements fédérés et de grandes mairies.

(4) Dans son article X du chap. IV, la nouvelle constitution brésilienne de 1985 précise la nécessaire "coopération des associations représentatives dans la planification "municipale".

(5) C'est dans ce sens que s'est exprimée Erundina, maire PT de São Paulo, lors de sa venue à Paris en octobre 1989.

(6) Pour illustrer ce propos, un exemple qui indignes les ethnologues et qui ne concerne pas les trois pays dont on parle ici, peut être cité : en France, le RMI, distribué aux non-actifs par les départements est attribué systématiquement aux

Indiens de Guyane qui vivent dans leur communauté, considérés comme non-actifs puisqu'ils ont une relation avec leur terre qui n'a pas de statut (exposé de P. Grenand, 1990).

### LISTE DES SIGLES

CEPLAC : Comissão executiva do Planejamento da Lavoura Cacaueira  
CDR : Comité de Defensa de la Revolución  
COPLADE : Consejo de Planeación y Desarrollo  
FUNAI : Fundação Nacional do Índio  
IBAM : Instituto Brasileiro de Administração Municipal  
JUCEPLAN : Junta Central de Planificación  
PAN : Partido de Acción Nacional  
PRI : Partido Revolucionario Institucional  
PC do B : Partido comunista do Brasil  
PT : Partido dos Trabalhadores  
SUDAM : Superintendencia do Desenvolvimento da Amazonia  
SUDENE : Superintencia do Desenvolvimento do Nordeste

### BIBLIOGRAPHIE

- 1 - Alba Vega, Carlos et Dirk Kruijt, La dynamique d'une bourgeoisie régionale au Mexique : le cas de Guadalajara. *Tiers-Monde*, n°124, oct.-déc. 1990
- 2 - Albert, Bruce, Les Indiens et la Nouvelle République, *Les Temps Modernes*, juin 1989.
- 3 - *Constituição da Republica federativa do Brasil*, Col.Lex, Ed. Aurora, Rio de Janeiro, 1988.
- 4 - Ferreira de Chonchol, Maria Edy et Maria Rita Loureiro, Politique de décentralisation à São Paulo : régions et municipes, nouvelles réalités politiques. In : Revel-Mouroz, coord. : Pouvoir local, régionalismes, décentralisation. Enjeu territoriaux et territorialité en Amérique latine. *Travaux et Mémoires de l'IHEAL*, n°47, Paris 1989
- 5 - Fischer, Tania, Institutionnalisation du pouvoir local, de la constitution fédérale aux lois organiques municipales. In : Droulers, coord., *Le Brésil à l'aube du troisième millénaire*, *Travaux et Mémoires de l'IHEAL*, n°49, Paris 1990
- 6 - Habermas, Jürgen, La souveraineté populaire comme procédure. Un concept normatif d'espace public. *Lignes*, n°7, 1989
- 7 - Hoffman, Odile, La part des communautés rurales dans la conformation municipale au Mexique. In : Revel-Mouroz, coord. : Pouvoir local, régionalismes, décentralisation, *op.cit.*
- 8 - Instituto de Planificación Física, 25 años de planificación física, La Habana, 1987
- 9 - Jacobi, Pedro, *Movimentos sociais e políticas públicas*, Cortez Ed., São Paulo, 1989
- 10 - Jacobi, Pedro, *Gestão municipal e conflito : o municipio de São Paulo*. SEDEC, Sao Paulo, 1990, mimeo.
- 11 - Marques Pereira, Jaime, Les enjeux de la question urbaine au Brésil : citoyenneté, conflits urbains et identités populaires à Recife. *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, n°2, 1987
- 12 - Panizzi, Wrana, L'"illégalité" des pratiques sociales d'accès au vol et au logement dans un contexte de crise. *Tiers-Monde*, n°117, janv.-mars 1989

- 13 - Prévôt-Schapira, Marie-France et Hélène Rivière d'Arc, Décentralisation municipale : instruments et idéologie. Deux cas dans le Centre-Ouest mexicain, *Trace*, mai 1987
- 14 - Rassi, Reynold, *Cuba, nueva division politico-administrativa*, Ed. Orba, La Havana, 1987
- 15 - Revel-Mouroz, Jean, Décentralisation et contractualisation des rapports Etat-régions. In : Revel-Mouroz coord. : Pouvoir local, régionalismes, décentralisation, *op.cit.*
- 16 - Rivière d'Arc, Hélène, *Pouvoir local et décentralisation dans la région du cacao de Bahia*. Documents de recherche du CREDAL, Equipe Brésil, 1986
- 17 - Rivière d'Arc, Hélène, Pouvoir local et participation, ou d'un nouvel usage de la démocratie ? *Les Temps Modernes*, n° spécial Brésil, juin 1987
- 18 - Rivière d'Arc, Hélène, La gestion socialiste du territoire à Cuba, *Cahiers de Géographie du Québec*, avril 1989
- 19 - Rivière d'Arc, Hélène, Brésil, les associations populaires à un tournant. Réflexions à partir de données régionales. Communication au colloque, *La dynamique des mouvements communautaires, Egypte-Brésil*, CEDEJ-IEDES, Le Caire 1989, à paraître.
- 20 - Rondin, P., *Le sacre des notables*, Fayard, Paris 1985
- 21 - Secretaría de Programación y presupuesto, Descentralización, *Cuadernos de Renovación Nacional*, Mexico, 1988
- 22 - Soto, Hernando de, *El otro sendero*, Ed. Diana, Mexico, 1987
- 23 - Touraine, Alain, *La Parole et le Sang*, Ed. Odile Jacob, Paris 1988
- 24 - Zaïd, Gabriel, *La economía presidencial*, Vuelta, Mexico, 1987
- 25 - Zapata, Francisco, Les dilemmes de la reconversion industrielle au Mexique. In : Revel-Mouroz coord. : Pouvoir local, régionalismes, décentralisation, *op.cit.*
- 26 - Zepeda Patterson, Jorge, Limites et possibilités de l'identité territoriale au Mexique. In : Revel-Mouroz coord. : Pouvoir local, régionalismes, décentralisation, *op.cit.*

# *Dossier*

## AMERIQUE CENTRALE ET CARAIBES : ILLUSIONS, DESILLUSIONS ET NOUVELLE DONNE

*coordonné par Yvon Le Bot*

L'AMERIQUE CENTRALE AU XIXE SIECLE :  
L'UNION IMPOSSIBLE  
*PIERRE VAYSSIERE*

EXISTE-T-IL UNE NATION HONDURIENNE ?  
*ROBERTO SANTANA*

GUATEMALA : VIOLENCE, REVOLUTION ET  
DEMOCRATIE  
*YVON LE BOT*

FIGURES DE LA THEOLOGIE DE LA LIBERATION  
*PHILIPPE BURIN DES ROZIERES*

CUBA : POPULATION ET DEVELOPPEMENT (ESSAI  
SUR LA FECONDITE)  
*MARYSE ROUX*

AUTOUR DE LA MEDITERRANEE AMERICAINE :  
DES ECONOMIES ET DES SOCIETES NATIONALES  
POUR QUOI FAIRE?  
*CLAUDE BATAILLON*

## AMERIQUE CENTRALE ET CARAIBES : ILLUSIONS, DESILLUSIONS ET NOUVELLE DONNE\*

Yvon Le Bot\*\*

Maintenant que s'estompe l'utopie révolutionnaire, qui se souvient encore de l'Amérique centrale ? L'actuelle désaffection confirme que l'intérêt porté à la région dans les années quatre-vingt tenait souvent à des projections, à des sentiments de culpabilité et de dette ou à des enjeux internationaux, à des choix et des solidarités politiques plus qu'à des solidarités avec les populations concernées ou à des préoccupations scientifiques. Le moment n'en est que plus propice pour tenter une analyse sereine de certaines expériences et de quelques projets : de l'idée de révolution et de la version qu'en a donné la théologie de la libération, mais aussi de l'idée nationale et notamment de celle d'une nation centre-américaine.

Le sandinisme a suscité une masse de témoignages, de polémiques et d'autres écrits conjoncturels, dont la production s'est toutefois considérablement tarie depuis sa défaite. Le bilan de la décennie sandiniste, lui, reste à écrire<sup>1</sup>. A l'occasion de l'élaboration de ce dossier, nous avons choisi de nous tourner plutôt vers des "pays oubliés" (Honduras, Guatemala), qui, en marge de la focalisation de l'attention sur le Nicaragua, n'ont le plus souvent eu le droit qu'à la répétition de quelques stéréotypes, anciens ou nouveaux, et vers des thèmes (religion et politique ; construction nationale, union régionale ou grand marché et espace ouvert) qui méritent bien plus qu'un traitement de circonstance et demandent à être situés dans la longue durée.

Pierre Vayssière revient ici sur l'énigme de la balkanisation de l'isthme centre-américain. Il rappelle les multiples projets et tentatives d'union et les échecs tout aussi nombreux, de l'Indépendance à la fin du XIXe siècle. Il y voit une conduite visant à conjurer la peur de l'isolement face à des menaces extérieures, et ne se donnant pas les moyens de s'inscrire durablement dans la réalité : passé le moment défensif, elle s'avère incapable de surmonter les divers obstacles, géographiques, historiques, sociaux et culturels, et les tendances centrifuges, les divisions, le localisme reprennent le dessus. Dès lors, l'attitude consistant à faire porter la responsabilité de l'émiettement à la puissance dominante apparaît comme un faux-fuyant, sans fondement historique réel.

\* Ce dossier a été préparé dans le cadre du programme de recherche *Etude des conflits en Amérique centrale* du Groupe de recherche sur l'Amérique latine (GRAL - CNRS, Université de Toulouse le Mirail).

\*\* Groupe de recherche sur l'Amérique latine (GRAL-CNRS), Toulouse

Mais ce n'est pas seulement la nation centre-américaine qui apparaît comme une illusion et une frustration, un projet auquel il manque une véritable volonté de vivre ensemble. Chaque "nation" apparaît elle-même comme problématique. Un cas-limite, mais à ce titre éclairant, est bien sûr celui du Honduras. Roberto Santana souligne la nécessité de replacer les péripéties des années quatre-vingt (un pays occupé par deux armées en plus de la sienne propre et qui se sent menacé sur ses trois frontières par un "encercllement révolutionnaire") dans la perspective, plus que séculaire, de la fragilité ou de l'impossibilité du projet national. Extraversion extrême de l'économie dans ses différents cycles, absence de classe sociale susceptible de donner naissance à une élite dirigeante et d'orienter un processus politique unitaire : ce legs du passé a à peine été mis en cause par l'amorce de formation d'une élite dans les dernières décennies. L'auteur conclut que le salut est dans la construction de la nation à partir d'un développement de ses ressources propres, et non dans la fuite en avant à la recherche d'une intégration centre-américaine qui, elle-même, n'a de chances de se réaliser qu'à partir de sociétés nationales consolidées. En l'absence de perspectives économiques nationales (le nouveau cycle économique, celui de la drogue, est encore plus extraverti, plus fragile et d'un avenir plus hypothétique que les précédents), on peut cependant s'interroger sur les chances de succès du scénario suggéré. A la fin du XIXe siècle, nous dit Santana, le Honduras n'était pas sûr d'entrer dans le XXe. La situation n'a pas beaucoup évolué : l'existence du Honduras au XXe siècle est demeurée incertaine, voire évanescence. Gagnera-t-elle en consistance au XXIe siècle ?

Le Guatemala jouit d'une image plus nette, plus forte en couleurs. Pourtant, l'analyse des convulsions de ces dernières décennies met en évidence un "manque à être" de la nation guatémaltèque que le retour à la démocratie n'a pas comblé. La guerre locale, moins "médiatisée" que celles du Nicaragua et du Salvador parce que moins directement articulée à des enjeux internationaux et notamment à la confrontation Est-Ouest, y a manifesté et parfois accentué les blocages de la société, l'impossibilité des mouvements sociaux, la force de la discrimination anti-indienne. La guérilla dont les diverses composantes se différenciaient par la manière dont elles articulaient logique de classes et question nationale n'ont toutefois pas su trouver la formule qui aurait permis d'articuler leur action sur la complexité et les rythmes propres à la société guatémaltèque. Plus que dans nul autre pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, les changements ici s'inscrivent dans la longue durée. Parmi les traits dominants du moment actuel, on relèvera : le déficit persistant d'intégration sociale et d'intégration nationale ; le maintien de la monopolisation du pouvoir par une minorité crispée dans des comportements hors de saison (même en Afrique du Sud) ; la relance des dynamiques communautaires ; le renforcement d'un tropisme du *Norte*, qui agit surtout sur la minorité non-indigène mais aussi, de plus en plus, sur certains secteurs de la population indienne (en revanche, le rapprochement avec les autres pays centre-américains relève surtout de la rhétorique politique et n'a guère de réalité sociologique). L'avenir du pays dépend du poids respectif de ces tendances, de la manière dont elles

évolueront et se combineront. Pour l'heure, la "frontière intérieure" entre Indiens et non-Indiens et les clivages sociaux s'avèrent moins perméables, plus difficilement franchissables que les frontières administratives et les distances géographiques qui séparent les Guatémaltèques des pays situés plus au nord.

L'intérêt porté à l'Amérique centrale dans les années quatre-vingt a été souvent le fait de secteurs qui y voyaient se réaliser l'utopie ancienne et toujours renaissante du *royaume de Dieu sur terre*. Au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala, la théologie de la libération s'est présentée comme une théologie de la révolution, comme le dernier avatar d'un marxisme finissant, dont elle reprenait et réaccommodait la dimension prophétique première, rappelant ainsi ce que cette doctrine doit à la tradition millénariste judéo-chrétienne. Pour traiter d'un thème qui se prête plus que tout autre à des projections et à des jeux de miroir, il nous a semblé que l'approche de Philippe Burin des Rozières était spécialement appropriée. L'un des fils d'Ariane de son *Journal d'Amérique centrale à l'heure du sandinisme* (jusqu'ici inédit) consiste en effet dans les rapports entre christianisme et révolution ; il les envisage avec sa sensibilité personnelle au thème, avec la distance réflexive que demande l'analyse, ainsi qu'avec la connaissance directe des sociétés concernées et le sens de leur complexité.

Parmi les pays de la région mésoaméricaine et caraïbe, Cuba est un autre pays depuis longtemps "oublié" par les sciences sociales, mais pour des raisons différentes de celles valables pour le Honduras ou Panama par exemple. La démographie est l'une des disciplines qui y restent praticables parce que considérées comme simplement "techniques". Mais, comme l'affirme Emmanuel Todd, *correctement interprétés, les indices de natalité et de mortalité sont de puissants révélateurs, capables de trahir une société qui se cache*<sup>2</sup>. Maryse Roux observe une forte diminution de la fécondité à partir de 1965, particulièrement chez les femmes de plus de vingt-cinq ans. Une évolution que ne compensent que partiellement le développement de la maternité précoce et la poursuite de la baisse du taux de mortalité infantile. Combinée avec le déficit migratoire, elle a pour conséquence un vieillissement accéléré de la population et la possibilité de sa diminution en valeur absolue dans quelques décennies. Une telle perspective, exceptionnelle dans le tiers-monde, préoccupe les autorités cubaines.

L'analyse démographique conduit à la même conclusion que d'autres types d'observation : le pays dans lequel le nicaraguayen Ernesto Cardenal, franciscain et poète, voyait réalisé son idéal monastique (un point de vue partagé par un autre écrivain, auteur à scandale parisien, qui, en 1990, se faisait le nouveau chantre de Fidel Castro en le comparant à Saint François d'Assise) semble ne pas avoir d'avenir en dehors du démantèlement du "mur des Caraïbes" dans lequel la politique castriste et l'embargo américain ont enfermé le pays, en dehors des retrouvailles entre les Cubains de l'île et ceux de Miami. Mais, quel que soit leur dynamisme économique, les deux millions d'exilés en Floride ne constituent pas un Etat-nation, à la différence de l'ancienne RFA ; aussi l'effondrement du

régime communiste et la "réunification" de la communauté cubaine poseront des problèmes d'une autre nature, quoique peut-être de dimension moindre, que ceux que connaît l'Allemagne aujourd'hui. La transition sera-t-elle aussi pacifique que dans ce dernier cas ?

Pourquoi continuer à se raccrocher à des projets irréalistes, à des scénarios improbables, à des discours de compensation, à des promesses qui, depuis les indépendances (dans cette région du monde, celles-ci s'échelonnent du début du XIXe siècle à nos jours), n'ont cessé d'être démentis dans les faits ? Un des commandants sandinistes a cru pouvoir tirer la leçon des élections nicaraguayennes de février 1990 en déclarant que l'époque des libérations nationales était révolue et qu'il fallait maintenant penser non plus en termes d'anti-impérialisme, mais de coexistence et de coopération. Constatant pour sa part, et en dehors de toute intention politique, qu'en Amérique centrale et dans les Antilles, les marchés intérieurs sont inexistantes ou trop limités, que les flux migratoires, économiques et financiers se traduisent par une articulation croissante de ces petits pays aux grandes métropoles du Nord, Claude Bataillon propose que les chercheurs cessent de les traiter - serait-ce en creux - comme des entités à part entière, comme des sociétés et des économies nationales, et substituent au modèle analytique de l'Etat-nation celui, plus approprié, d'unités locales ou régionales inscrites dans un champ ouvert et plus vaste.

## NOTES

(1) Parmi les quelques travaux publiés en France qui se proposent de dresser des bilans, quoique fragmentaires, du sandinisme, signalons : *Les contradictions du sandinisme* (coordination : P. Vayssière), Presses du CNRS, 1988 ; P. Dumazert et L. Levard, "L'échec de la politique économique au Nicaragua", *Problèmes d'Amérique latine*, n°98, 4e trimestre 1990, La Documentation française.

(2) Emmanuel Todd, *La chute finale*, Paris, éditions Robert Lafont, nouvelle édition, 1990, p. II.

## L'AMERIQUE CENTRALE AU XIX<sup>e</sup> SIECLE : L'UNION IMPOSSIBLE

Pierre Vayssière \*

L'évocation périodique de certains clichés a parfois une fonction incantatoire ; ainsi, pour l'Amérique centrale, les références à l'"union", à la "fédération", sont autant de paroles magiques que les hommes politiques ont prononcées dans le passé avec l'espoir d'accélérer l'intégration entre les Etats. Mais la répétition de ces discours ne faisait que manifester l'éloignement de l'objectif. Pourquoi, au XIX<sup>e</sup> siècle, les forces centrifuges l'ont-elle emporté sur cette récurrente aspiration à l'unification ?

### L'UNION, DE GRE OU DE FORCE : TENTATIVES ET ECHECS INNOMBRABLES

Pendant plus d'un siècle et demi, les cinq républiques qui constituent l'Amérique centrale «historique»<sup>1</sup> ont connu une histoire agitée. Après l'expérience malheureuse de la fédération, suite chaotique de rapprochements et de ruptures, plusieurs tentatives d'alliance ont été entreprises, sous la contrainte, par des *caudillos* : toutes ont échoué.

#### Indépendance et divisions (1821-1824)

Le 15 septembre 1821, la *Capitanía general de Guatemala* avait proclamé son indépendance, en même temps que le Mexique, auquel elle finit par se rattacher malgré les réticences de certaines provinces. Mais, déjà, l'anarchie menaçait. Alors que l'éphémère empereur mexicain Iturbide venait d'abdiquer, le Congrès général d'Amérique centrale, devenu bientôt Assemblée nationale constituante, proclamait (1<sup>er</sup> juillet 1823) son indépendance "absolue" - sous le nom de *Provincias unidas del Centro de América*.<sup>2</sup> Cette proclamation n'allait pas sans ambiguïtés : trois des cinq provinces de l'ancien *Reino de Guatemala* - Honduras, Nicaragua et Costa Rica - n'étaient pas représentées au Congrès et attendirent plusieurs mois avant d'adhérer à la fédération des *Provincias unies*. Le nouvel Etat confirma son caractère républicain et fédéral dans sa constitution du 22 novembre 1824, non sans réticences de la part du Salvador. A cette date, la situation n'était guère brillante : les villes du Nicaragua se livraient déjà à des guerres intestines, le Costa Rica avait failli demander son

\* Historien, Université de Toulouse-le-Mirail et Groupe de Recherche sur l'Amérique latine (GRAL- CNRS)

rattachement à la Colombie, le Chiapas avait définitivement adhéré au Mexique.

### Heurts et malheurs de la fédération (1824-1838)

La constitution de 1824 est un curieux mélange de dispositions fédératives inspirées du modèle nord-américain et de prescriptions empruntées à la constitution espagnole de 1812, elle-même copiée sur le modèle français de 1791. Les garanties minimales qui, en d'autres lieux, assurent le bon fonctionnement d'un système fédéral, n'apparaissent pas ici. Le pouvoir exécutif fédéral reste soumis au contrôle tatillon d'une assemblée unique qui fixe le budget et les règles du commerce extérieur, décide de l'éducation et lève les armées. Le président y apparaît plus comme un gardien de l'ordre que comme un décideur. Autre marque de la précarité de l'Exécutif : l'absence d'un district fédéral. Certes, sa création était envisagée par l'article 65 de la constitution, mais il ne vit jamais le jour, et les autorités fédérales, installées à Ciudad Guatemala, ne cessèrent de s'opposer à celles de l'Etat guatémaltèque. On vit aussi la ville de San Salvador réclamer le siège du pouvoir central. Le choix n'avait pas été fait entre deux principes inconciliables : celui d'un fédéralisme respectueux de "régions" largement autonomes - et qui trouvait des antécédents dans l'autonomie municipale, chère au droit espagnol - et celui d'un centralisme inavoué qui considérait les "provinces" comme de simples entités administratives servant de relais au pouvoir fédéral. Aussi, très vite, chaque province se transforma en un Etat autonome et rejeta les prétentions de l'autorité centrale à vouloir imposer sa loi. L'écrivain argentin Sarmiento pensait déjà que l'Amérique centrale avait fait de chaque village un Etat souverain, ce qui n'était pas qu'une simple boutade. L'histoire toute récente de l'Indépendance avait encore aggravé les dissensions régionales et locales. L'esprit régional l'emportait partout, même à l'intérieur des "provinces". Ainsi, dans celle du Guatemala, la région occidentale de Quetzaltenango prétendait à l'indépendance -qu'elle arracha pendant un bref moment. Mêmes aspirations pour les régions de Santa Ana et de Sonsonate (à l'ouest du Salvador). L'entité administrative de Guanacaste (ex-"partido" de Nicoya) se rattacha d'abord au Nicaragua, avant de retourner dans la juridiction de Costa Rica. Ce climat d'anarchie administrative était encore aggravé par les rancoeurs des provinces à l'égard de la capitale Guatemala. La fédération centre-américaine, toute de façade, n'était en réalité qu'une association forcée de municipalités rétives au principe de délégation des pouvoirs.<sup>3</sup>

Au cours de sa brève existence, cette fédération connut d'ailleurs une histoire chaotique. La Charte constitutionnelle ne fut qu'un instrument au service des deux tendances politiques dominantes : les conservateurs, désignés sous le nom de *serviles*, et les libéraux, surnommés *exaltados* ou *fiébrés*. Les premiers, recrutés surtout au sein des familles aisées de la capitale ("la noblesse"), mais aussi dans le clergé, étaient plutôt centralistes et attachés aux institutions coloniales ; ils avaient adhéré massivement à l'Empire d'Iturbide. Les seconds, plus nombreux dans les provinces, défendaient une idéologie fédéraliste au nom de la "modernité",

de la liberté et du progrès. Sur le plan économique, les libéraux défendaient quelques principes nouveaux, comme la liberté commerciale ou la colonisation des terres dites "publiques", prises presque toujours sur les terroirs indigènes.<sup>4</sup> Certes, la réalité sociale dépassait largement ce schéma, par trop réducteur : on trouvait aussi bon nombre de conservateurs acquis au fédéralisme, et des libéraux partisans d'un pouvoir centralisé et fort.

Dès le départ, la vie politique fut extrêmement agitée, diluée dans des procédures byzantines, aussi bien pour l'élection du président de la République que pour les élections partielles du Congrès, ou encore les élections locales ; le premier président, José Manuel Arce, élu par les libéraux, finit par gouverner avec les conservateurs. Finalement, à partir de 1826, l'Amérique centrale s'engageait dans une guerre civile larvée, marquée par des épisodes que l'on qualifierait de rocambolesques s'ils n'eussent été tragiques pour la fédération : guerre des évêchés entre San Salvador et Guatemala, occupation militaire de l'Etat du Salvador par les troupes du président Arce, guerre civile sanglante dans la province du Nicaragua. La seule région épargnée par ces tumultes restait le lointain Costa Rica, qui, déjà méfiant, votait en 1826 une séparation provisoire (*la ley aprilia*).

En 1830, fut élu, non sans irrégularités, un nouveau président de la République, le général Morazán, un libéral d'origine hondurienne qui, après une seconde élection en 1835, se maintint au pouvoir jusqu'en février 1839. Ce fut une autre période sombre pour l'isthme centro-américain ; non seulement le nouveau leader s'attaqua violemment aux forces conservatrices, en expulsant l'archevêque de Guatemala et en expropriant les biens des communautés religieuses, mais il s'avisa aussi d'intervenir avec vigueur dans toutes les provinces où le localisme avait fini par reprendre le dessus, c'est-à-dire presque partout ! Afin de recentrer géographiquement la fédération, il imposa de transférer le siège fédéral à San Salvador. La guerre civile se faisait dévastatrice : villages détruits, récoltes brûlées, bétail enlevé, emprunts forcés, au détriment de la paysannerie et des civils. En 1837, la guerre civile reprenait de plus belle à la faveur d'une forte épidémie de choléra qui frappa l'est du Guatemala, et fut présentée par les ennemis des libéraux comme un châtement du ciel. Dirigée par Rafaël Carrera, un montagnard analphabète de 23 ans, la guérilla se répandit à travers toute la province de Guatemala, où l'on vit se former un *Estado de los Altos*, bientôt reconnu par les autorités fédérales ! Partout, des conflits locaux assombrissaient le panorama : entre San José et Cartago, entre la municipalité de Tegucigalpa et la province de Honduras. Au sud de l'isthme, découragés par tant de désordres, les Costariciens votaient à nouveau leur séparation de la fédération (avril 1838). Cette décision était aussitôt suivie par le Nicaragua, et, un peu plus tard, par le Honduras. C'était la fin de la première fédération.

L'autorité fédérale s'était réduite comme une peau de chagrin : Morazán et ses partisans restaient confinés dans la province de San Salvador ; après une réélection symbolique, le leader libéral se retrouva sur la défensive, menacé à l'est et au nord par des bandes armées. Pour échapper à

l'encerclement, il envahit le Guatemala, mais fut battu par Carrera et dut s'exiler au Pérou (avril 1840). Deux ans plus tard, il débarquait au Costa Rica : installé à San José, il s'y proclama *Libertador* et entreprit de refaire la fédération par la force ; sa politique coercitive et des abus de toutes sortes lui valurent d'être renversé et exécuté (15 septembre 1842).

Une ultime tentative fédérale fut entreprise pour sauver la région du dépeçage par ses voisins du nord et du sud. De la Convention de Chinandega (mars 1842) sortit une précaire *Confederación centro-americana*, composée de trois Etats : Salvador, Honduras et Nicaragua. D'esprit libéral, cette nouvelle Charte fut rejetée, à la fois, par le Costa Rica et le Guatemala. Dans ce dernier pays, Carrera, devenu l'homme providentiel des conservateurs, allait bientôt s'imposer pour trente ans, en rétablissant toutes les marques de l'ancien régime colonial : majorats, mainmortes, université d'ancien régime, consulat de commerce.<sup>5</sup>

### L'union défensive contre le "flibustier" William Walker

A partir du milieu du siècle, chacune des provinces de l'ex-fédération entra dans un isolement à peu près total par rapport à ses voisins. Si jusque vers 1870, le Nicaragua et le Honduras continuèrent de vivre d'activités à faible valeur ajoutée (élevage extensif et *minería* traditionnelle), les autres Etats s'ouvrirent progressivement à l'exportation du café grâce à des capitaux étrangers, le Costa Rica dès 1835, le Salvador et le Guatemala une décennie plus tard. Le Nicaragua finit par rejoindre le groupe des pays exportateurs de ce produit à partir des années 1870, tant la fertilité de ses flancs volcaniques se révélait propice à la production d'un café doux et aromatique. Paradoxalement, le développement caféier - dont l'apogée se situe dans les années 1870-1930 - favorisa le renforcement du séparatisme : menacé par la concurrence de ses voisins, chaque pays avait tendance à se replier sur lui-même.<sup>6</sup> L'expansion de cette culture a coïncidé au plan politique avec la poussée des forces libérales et nationales qui prétendaient créer les Etats modernes, en s'attaquant aux "archaïsmes coloniaux" (registres paroissiaux, "diezmos"... ) et en développant des consciences nationales, par l'enseignement de l'histoire "patriotique", la création des hymnes et des drapeaux ou la définition des limites territoriales - ainsi, le Costa Rica et le Nicaragua normalisèrent-ils leurs frontières par le traité Cañas/Jerez ; plus tard, le Nicaragua envahit la Mosquitia (1894) et fit appel à la médiation du roi d'Espagne pour régler la question de sa frontière avec le Honduras (1906)

Dans cette période, rares furent les moments où l'esprit d'union s'affirma de manière significative. Certes, les projets de fédérations ne manquaient pas, mais il s'agissait de conventions négociées entre diplomates, sans que jamais l'opinion publique - à supposer qu'il y en eût une et qu'elle pût s'exprimer - fût informée.<sup>7</sup> Le long "règne" (1844-1865) de Carrera, l'homme fort du Guatemala, était l'obstacle le plus réel aux retrouvailles.

Ce climat de division profita aux intérêts étrangers. Ainsi apparut le Nord-américain William Walker, "le prédestiné aux yeux gris". Cet aventurier né trente et un ans plus tôt à Nashville (Tennessee), un peu

médecin, un peu juriste, un peu journaliste, rêvait de voir flotter le drapeau étoilé dans le Golfe des Antilles. Il était informé des réelles possibilités de colonisation dans l'aire centre-américaine et du projet d'un canal interocéanique au milieu des volcans nicaraguayens. Il connaissait aussi le climat de guerre civile qui, depuis trente ans, opposait Granada, tenue par les conservateurs, à León dominée par les libéraux. Walker avait offert ses services aux libéraux, et avec l'appui de ses mercenaires (*la phalange des immortels*) s'était rendu maître de Managua, pour s'y faire bientôt proclamer commandant des armées de la République du Nicaragua.<sup>8</sup>

La politique agressive de Walker suscitait des inquiétudes dans les pays limitrophes. Au nom de la solidarité entre partis conservateurs (mais en fait, pour préserver aussi ses droits sur le futur canal), le Costa Rica déclara la guerre au dictateur de Managua (1er mars 1856) et envahissait le sud du Nicaragua. Même en terre libérale, Walker devenait indésirable (ne venait-il pas de s'attribuer le titre de président du Nicaragua et de décréter l'anglais langue officielle !). Son intention secrète était de refaire l'unité de l'isthme, mais à son profit. D'ailleurs, ses ambitions étaient inscrites sur son étendard : "Five or none", "Les cinq Républiques, ou aucune !"<sup>9</sup> L'Amérique centrale réagit donc collectivement pour défendre son intégrité : appuyées par Londres, hostile à toute immixtion nord-américaine dans cette zone, des troupes salvadoriennes, honduriennes et guatémaltèques convergèrent vers la ville de León, tandis que le Costa Rica bloquait la voie du Río San Juan, débouché naturel du Nicaragua. Cette conjonction de forces obligea le "flibustier" à abandonner le pays le 1er mai 1857. Rentré à New-York, il n'eut de cesse de monter une nouvelle expédition. A nouveau refoulé en novembre de la même année, il fit encore deux autres tentatives, en décembre 1858 et en septembre 1859. Cette obsession lui fut fatale : blessé et arrêté au Honduras par les Anglais qui le livrèrent aux autorités de Tegucigalpa, l'intrus fut fusillé le 12 septembre 1860.

Cette *Guerre nationale* fut le seul moment de solidarité réelle entre les Etats ; mais ce fut une réaction essentiellement défensive pour assurer la survie des cinq fragiles républiques ; les interventions militaires furent conduites séparément car il n'y eut aucune unité de commandement, malgré quelques rares moments de fraternisation entre les corps expéditionnaires.<sup>10</sup>

### L'union sous la contrainte : José Rufino Barrios

L'*Union centre-américaine* fut une tentative de recréer la fédération défunte. Après la longue période de tyrannie conservatrice et cléricale de Rafaël Carrera, le Guatemala connaissait, comme l'ensemble de l'Amérique centrale, une forte poussée du parti libéral. Dans les années soixante-dix, José Rufino Barrios, un militaire de carrière, dont le père possédait une hacienda dans la région traditionnellement frondeuse de Los Altos, conduisit avec fermeté une politique laïcisante, au détriment de la puissante Eglise catholique. Jusq'en 1885, il fut le seul homme fort de l'Amérique centrale ; son appui ou son hostilité assuraient la réussite ou l'échec de toute initiative d'unification.

Les relations inter-étatiques restaient toujours aussi complexes. En 1872, le Honduras, El Salvador et le Guatemala entamaient des négociations de rapprochement, tout en planifiant des attaques réciproques.<sup>11</sup> Barrios agita en 1876 le projet unioniste, mais envahissait presque aussitôt le Salvador, sous le prétexte d'appuyer le parti libéral de ce pays. En 1882, Barrios relança son programme "d'unité et d'amitié", mais le Costa Rica le rejeta. Barrios qui avait renforcé et modernisé son armée de 15.000 hommes, décida alors solennellement d'assumer le commandement suprême de l'Amérique centrale et de refaire l'union "au nom de l'intérêt du peuple". Toute opposition à ce projet serait considérée comme un geste de trahison à la cause centre-américaine. Barrios avait même prévu le futur drapeau de l'Union : un "quetzal" -l'oiseau national guatémaltèque- posé sur une colonne, sur un fond de trois bandes bicolores. Seul le Honduras, pauvre et sans défense, accepta cette offre, qui ressemblait trop à une menace. Déjà les Etats-Unis et le Mexique avaient, pour des raisons différentes, condamné le principe d'une union imposée par la force. Costa Rica, Nicaragua et Salvador créaient de leur côté une alliance défensive. A la tête de ses troupes, Barrios fut tué à la bataille de Chalchuapa (mars 1885) ; aussitôt, un armistice fut signé et accepté par l'Assemblée guatémaltèque.

#### José Santos Zelaya et la *República Mayor* (1895-1898)

En 1891, un jeune militaire libéral, José Santos Zelaya, finit par s'imposer à la présidence du Nicaragua, détenue depuis des décennies par des conservateurs. Comme Barrios, il gouverna durant une quinzaine d'années ; comme lui, il voulut réformer en profondeur et s'immiscer dans les affaires intérieures des autres Etats, toujours au nom de l'union centre-américaine.

Après avoir "récupéré" le territoire de la Mosquitia, un ancien protectorat anglais de la côte Atlantique, Zelaya suggéra à son "ami" Policarpo Bonilla, président du Honduras, l'idée d'une conférence centre-américaine, qui aboutit au Pacte d'Amalapa, signé entre les délégués de trois Etats seulement, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador (20 juin 1895) : une énième fédération, la *República mayor*, était bâtie, en dix-sept articles. L'autorité fédérale était limitée aux affaires extérieures, en attendant la création d'une authentique assemblée. Association plus que fédération, l'alliance ne résista pas aux dissensions entre le Honduras et le Nicaragua. La presse du Costa Rica faisait campagne pour que le pays n'adhérât point à une association aussi précaire, nullement confirmée par des votes populaires. A la fin novembre 1898, la dissolution des *Etats-Unis d'Amérique centrale* fut prononcée, à la suite d'un coup d'Etat au Salvador.<sup>12</sup>

## LES FACTEURS DE LA DESUNION

### L'obsession de l'union : une catharsis contre la peur ?

Depuis leur indépendance, les Centre-américains n'ont pas cessé d'imaginer des alliances, particulièrement durant les moments les plus confus et les plus dramatiques de leur histoire collective. Qu'on en juge : entre 1842 et 1895, on dénombre au moins quatorze propositions unitaires, à trois, quatre ou cinq partenaires, soit, en moyenne, une tous les trois ans et demi. La plupart de ces initiatives échouèrent, à la suite d'un coup d'Etat, ou d'une guerre entre deux partenaires de l'hypothétique communauté. Vue de l'extérieur, la scène politique centre-américaine ressemble alors à un théâtre de marionnettes, où des personnages fourbes détruisent les projets d'idéalistes un peu naïfs. Si la répétition fastidieuse de ces propositions d'unions, d'ententes, de fédérations, doit avoir un sens, elle peut s'interpréter comme l'expression d'un investissement collectif et authentique autour de l'idée communautaire, comme si les Centre-Américains éprouaient le besoin de briser leur isolement, pour mieux se défendre face à un danger extérieur. Ainsi, au moment de l'affaire Walker, les cinq Républiques se retrouvent autour d'un pacte tacite, appelé *la Defensa nacional* : si les mots ne sont pas choisis au hasard, cette formule évoque -peut-être pour la première fois dans la région- l'idée d'une identité commune, au moment où celle-ci était menacée dans son intégrité et dans sa diversité. Ainsi, autrefois, certaines communautés indiennes s'associaient-elles seulement au moment des guerres, pour retrouver leur farouche indépendance une fois la paix revenue. L'exemple du Costa Rica sur ce plan est révélateur ; jusqu'en 1858, il se désintéressa ostensiblement des projets communautaires, mais la menace de Walker fut pour lui un avertissement : dès la mort de l'aventurier, le ministre costaricien des Affaires étrangères fut envoyé dans chacun des pays de la région avec pour mission secrète de sonder leurs intentions fédératives et de leur proposer un plan d'union. Par la suite, le pays allait participer à la plupart des autres négociations. L'intérêt pour la construction d'une fédération centre-américaine semblait donc répondre à une double fonction : une fonction imaginaire (ne plus se penser comme isolé et faible dans un petit Etat) et une fonction politico-militaire (se défendre en commun contre un même ennemi extérieur).

Mais à cette époque, l'Amérique centrale pouvait-elle aller plus loin dans la marche vers l'unité ? Trop d'obstacles, en réalité, s'opposaient à un programme d'intégration.

### Les contraintes de la géographie

Existait-il une sorte de déterminisme "géographique" qui pût s'opposer à l'union de l'Amérique centrale ? La question a été posée par beaucoup d'observateurs, qui mettaient en avant des arguments souvent contradictoires. D'un côté, les tenants de "l'unité géographique"<sup>13</sup> de l'isthme s'inspiraient du rêve bolivarien : "Les Etats de l'isthme, depuis Panama jusqu'au Guatemala, formeront peut-être une association. Cette

*magnifique position* pourra être un jour l'emporium de l'Univers ; ses canaux raccourciront les distances, resserreront les liens commerciaux entre l'Europe, l'Amérique et l'Asie... Peut-être un jour y établira-t-on la *capitale du monde*, à l'image de ce que fut la Byzance de Constantin dans le vieil hémisphère... »<sup>14</sup> Nettement délimité à l'est et à l'ouest par l'Océan Pacifique et la Mer des Caraïbes, resserré au nord et au sud par les isthmes de Tehuantepec et de l'Atrato, l'Amérique centrale doit son unité physique au déploiement de la Cordillère andine dont les bassins s'allongent d'est en ouest, offrant à leurs habitants terres fertiles et eaux abondantes. Description mythique d'un Eden tropical "à l'éternel printemps".

La première réserve tient dans la définition même de ces limites, beaucoup trop vastes par rapport à l'histoire de la région : vouloir intégrer dans un seul ensemble les hautes plaines du Mexique méridional (Chiapas essentiellement) et le bassin inférieur de l'Atrato (Colombie) est abusif, dans la mesure où cette prétendue "unité naturelle" n'a correspondu à une réalité historique que durant quelques années au moment de la conquête ; on sait aussi que la province du Chiapas s'est détachée du Guatemala dès 1823 pour s'intégrer au Mexique, et que Panama est restée colombien jusqu'en 1898. Aujourd'hui encore, Panama n'est pas considéré comme appartenant à l'ensemble centre-américain *stricto sensu*. La prétendue unité géographique de l'isthme reste donc encore à démontrer.

A l'inverse, certains ont beaucoup insisté sur l'extrême diversité géographique de l'Amérique centrale et sur le handicap d'une topographie accidentée dans le processus unitaire de l'isthme : véritable fatalité géopolitique que la région traînerait comme un boulet. Les géographes décrivent la grande diversité géo-morphologique de la région : "Imbrication de plaines, de plateaux et de montagnes d'âges et de structures différents, l'Amérique du Centre a un relief difficile à déchiffrer... Plus de 80 volcans, dont une trentaine en activité, constituent un alignement volcanique de plus de 1.000 km de longueur... L'instabilité tectonique a fait grandement changer le dessin géographique des terres au cours des temps géologiques..."<sup>15</sup>

Cette géographie en "patchwork" entraîna pendant longtemps des difficultés extrêmes de déplacement et de communication. Ainsi Cartago (Costa Rica), située à plus de 1.500 km de Ciudad Guatemala, ne pouvait avoir que des relations épisodiques avec la capitale : en saison sèche, il fallait, au début du XIXe siècle, près d'un mois et demi à un messenger rapide pour aller d'une ville à l'autre. George Williamson, chargé d'affaires nord-américain au Guatemala, affirmait en 1873 qu'il était plus facile de faire un voyage aller-retour New-York-Constantinople que de se rendre par terre de Guatemala à San José.<sup>16</sup> Pendant la saison des pluies (de juin à novembre), les relations étaient quasiment interrompues. C'est ainsi qu'à plusieurs reprises, des délégués costariciens, nicaraguayens ou honduriens arrivèrent à des réunions importantes après leur clôture : par exemple le 24 juin 1823, lors de la réunion préparatoire à la première fédération, convoquée par le général mexicain Filisola.

Un autre facteur d'émiettement de l'Amérique centrale tient à la configuration allongée ; à l'exception du Salvador qui n'a qu'une seule ouverture sur la mer, les autres États ont une double façade maritime, ce

qui contribue encore davantage à les isoler de leurs voisins. Sur cet espace en forme d'entonnoir, évasé au nord et rétréci au sud, on cherche en vain le - ou les - point(s) géographiques qui pourrai(en)t tenir lieu de capitale "naturelle". Ciudad Guatemala est trop excentrée. San Salvador semblait mieux située, quoique fort éloignée de la côte Atlantique. Peut-être eût-on pu choisir un espace plus adéquat sur le territoire nicaraguayen, si un accord politique avait été trouvé. Il est intéressant de rappeler à cet égard que les Centre-Américains n'ont jamais eu une idée claire de l'emplacement "idéal" pour un hypothétique district fédéral : Ciudad Guatemala (1824), Sonsonate (1834 et 1844), San Salvador (1839), Chinandega (1851), ou bien une capitale "tournante" (1889 et 1895). Cette indécision politique reflète aussi l'absence d'un lieu incontestable où la fédération eût trouvé son point de convergence et d'ancrage.<sup>17</sup> On chercherait en vain l'image géométrique idéale, qui renverrait déjà à l'abstraction et à l'intemporalité de la "nation", à son espace symbolique.

### La longue durée de l'histoire précolombienne

Sans vouloir sacrifier le temps des origines, on peut néanmoins penser que l'histoire du peuplement a pu laisser des traces durables. Les archéologues admettent que la Méso-Amérique "préhistorique" n'a jamais constitué une unité. Pour ne parler que de la civilisation maya à son apogée, son rayonnement s'étendait depuis les basses terres du Petén guatémaltèque jusqu'au Chiapas et au Yucatán, provinces actuelles du Mexique, sans que jamais le monde maya ait pu ou voulu s'étendre au sud de l'actuelle frontière entre le Guatemala et le Honduras : le site archéologique de Copán semble bien être le centre culturel maya le plus méridional. La civilisation maya ne fut d'ailleurs jamais unifiée sous un pouvoir central : chaque cité-Etat était indépendante, dominée par un *cacique* aux fonctions sociales multiples, le *Halach Uinic*, grand-prêtre et chef politique entouré d'alliés et de parents. Aujourd'hui encore, les ethnologues dénombrent six sous-groupes et vingt dialectes mayas - parmi les plus connus, le *cakchiquel*, le *mam*, le *quiché* et le *kekchi*. Quant aux régions situées hors de la civilisation maya, nous savons depuis les travaux de Robert Wes<sup>18</sup> qu'elles étaient en majorité peuplées par des ethnies venues du sud et d'origine *chibcha* et qu'elles connaissaient, depuis une époque reculée une autre division culturelle, entre les peuples de la bordure Pacifique et ceux de la côte Atlantique, entre les mangeurs de maïs, de haricots, de cacao, et les producteurs de *yuca* et autres tubercules. Sans que cette opposition fût toujours pertinente - à cause de la complexité des influences réciproques - il faut admettre qu'elle correspondait à une assez forte opposition culturelle et politique qui a pu laisser des traces.

Au total, on ne peut que souscrire à cette appréciation d'Eric Wolf à propos de l'extrême division culturelle de l'isthme centre-américain avant l'arrivée des Espagnols : "Dans cette véritable tour de Babel, la plupart des langages sont inintelligibles les uns aux autres".<sup>19</sup> La diversité des expressions pour désigner la plante fondamentale qu'était le maïs semble assez significative de la mauvaise communication interne. De ce lointain

passé, on ne va certes pas déduire, conformément à un déterminisme historique douteux, que les héritiers de ces peuples seraient incapables de s'unir. Il s'agit simplement de rappeler "les prisons de la longue durée" ; nous savons que les *habitus* se prolongent bien au-delà du moment où les organisations politiques disparaissent. Ainsi, il ne nous paraît pas excessif de penser que le mot "localisme", souvent utilisé pour caractériser l'émiettement du pouvoir à l'époque historique, plonge ses racines dans l'histoire la plus reculée.

### L'héritage colonial : une unité factice

La conquête, réalisée par des aventuriers qui la finançaient de leurs deniers, aggrava encore l'esprit localiste, dans la mesure où chaque chef d'expédition recevait sur sa concession une véritable juridiction, avec répartition de terres et d'Indiens et création d'emplois publics. L'isthme centre-américain vit passer les plus grands conquérants, de Colomb à Cortés, de Vasco Nuñez de Bilbao à Francisco Pizarro. La seule expédition "publique" de la région fut confiée à Pedrarñas Dávila, l'ancien combattant contre les Maures, qui gagna dans l'entreprise sa réputation d'homme intraitable et féroce, y compris à l'égard de ses anciens lieutenants ; parti de terre ferme, il fit la conquête du sud jusqu'au Nicaragua actuel. Par le nord, un lieutenant de Cortés, Pedro de Alvarado, conquiert les terres depuis le Chiapas jusqu'au Honduras. On le présente encore aujourd'hui comme le vrai fondateur de la "nationalité" centre-américaine. On retrouve ainsi dans la conquête une opposition entre le nord et le sud, le Honduras restant le point de rencontre entre ces deux entreprises.<sup>20</sup> Mais, comme le fait observer Carlos Pereyra, dans cette confrontation, ce fut le nord, en l'occurrence Pedro de Alvarado, qui l'emporta nettement : c'est surtout là que furent fondées des villes durables - de Guatemala à Granada -, alors que dans le sud (Costa Rica et Panama), les gens ne restaient pas, chassés par les fièvres ou les Indiens (la pacification des Talamancas du Costa Rica ne fut effective qu'à partir de 1660). Pendant des décennies, il y eut comme un grand vide entre la Vice-Royauté de Nouvelle Espagne et celle de Lima ; la seule colonie de peuplement restait le Guatemala, d'où son importance ultérieure dans l'histoire de l'isthme.<sup>21</sup>

De 1542 à 1564, une éphémère *Audiencia de los confines* recouvrait l'ensemble de l'isthme, depuis le sud du Mexique jusqu'à Panama, avec pour capitale Antigua-Guatemala. Cet ensemble fournissait l'épure d'une authentique "région naturelle", fléau d'une balance entre les deux hémisphères. Mais elle ne résista pas aux soubresauts de la conquête ; dès 1564, cet ensemble était découpé en deux parties : le nord était rattaché à l'*Audiencia de Mexico* tandis que le sud - à partir du Honduras - formait une nouvelle *audiencia*, celle de Panama, non moins précaire : quatre ans plus tard, on créait l'*Audiencia y Capitanía general de Guatemala* (allant du Chiapas au Costa Rica, mais laissant Panama, rattaché à la Nouvelle Grenade). La délimitation de cette entité juridique et administrative, contrôlée par un Capitaine général dit "prétorial", ne devait plus être modifiée jusqu'en 1821 : elle délimitait une région pauvre et peu peuplée,

largement dépendante de la Vice-Royauté de Nouvelle-Espagne, déconnectée de l'Amérique du Sud. Tout le contraire d'une région vivante, autonome et cohérente.

A l'intérieur de l'*Audiencia*, la division administrative resta mouvante : tout d'abord, s'imposa le système espagnol des *gubernaciones*, *alcaldías mayores* et *corregimientos*, soit 32 unités administratives. Par la suite, cette organisation entra en décadence et fut relayée partiellement par le système français des intendances, plus centralisateur. Notons qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, on comptait en Amérique centrale, outre l'*Audiencia de Guatemala*, quatre intendances : Chiapas, Salvador, Honduras et Nicaragua, autour desquelles se grefferont les futures provinces de la fédération. On peut admettre que la centralisation du système des intendances avait contribué à renforcer un localisme déjà ancien, amorce du séparatisme qui triompha au XIX<sup>e</sup> siècle et qui se renforça autour des centres urbains et de leurs *cabildos*.<sup>22</sup>

L'histoire du *Reino de Guatemala* est celle d'une colonie oubliée. L'organisation économique y est dominée par le système des haciendas, dans lesquelles les grands propriétaires concentrent une main-d'oeuvre indienne qui paye le tribut au roi et fournit des prestations de travail. Rares sont les centres miniers productifs (ceux du Honduras ou du Nicaragua) qui ne souffrent d'une carence de main-d'oeuvre. Les communications terrestres sont difficiles et le commerce de surplus (cacao, indigo, tabac), qui dépend du monopole de la Couronne, est alourdi par les impôts : *quinto*, *barlovento*, *alcabala*. Il est aussi menacé par les pirates qui sévissent en permanence le long de la côte Atlantique. Contrairement à l'esprit du monopole, le commerce extérieur est déjà largement éclaté en plusieurs directions : la *Gobernación* de Costa Rica, et certaines zones du Nicaragua commercent directement avec Panama ou Cartagena tandis que le Honduras échange ses produits miniers avec Cuba.

Colonie maudite, l'Amérique centrale subit aussi les calamités naturelles d'une région tropicale et instable : ouragans le long de la côte caraïbe, tremblements de terre répétés - celui de 1773 détruit Antigua-Guatemala. La population - 1.200.000 habitants au moment de l'Indépendance - est incapable de peupler l'espace ; elle fuit les terres insalubres, les corsaires et les Indiens "sauvages" de la région caraïbe qui viennent la traquer périodiquement jusque sur la côte Pacifique. L'isthme est habité de façon discontinue, présentant une densité assez forte au Guatemala, mais dérisoire au sud ou dans les zones montagneuses du Honduras. Les régions sont isolées les unes des autres et les habitants ont le sentiment d'être abandonnés et méprisés non seulement par la métropole espagnole, mais aussi par la Vice-Royauté de Mexico, et même par la capitale excentrée. Manuel Montufar, vieux routier des premières guerres civiles du XIX<sup>e</sup> siècle, l'exprimait parfaitement : "Les provinces ont toujours éprouvé de la jalousie et même du ressentiment à l'égard de la capitale du *Reino*, car on confondait volontiers ses habitants avec les fonctionnaires et les agents du gouvernement espagnol, pesant pour tous..."<sup>23</sup>

## Une population indifférente ou hostile à l'union

Sur le plan culturel, la colonisation avait transféré dans le nouveau monde deux puissants leviers d'identification : une langue officielle et une religion d'Etat. Les dominicains, les franciscains, et plus tard, les jésuites ont "civilisé" la région en y fondant des écoles, des universités<sup>24</sup> et en convertissant les infidèles.

Et pourtant l'hétérogénéité sociale reste encore très réelle au milieu du XIXe siècle : malgré quatre siècles de colonisation, il n'existe alors aucune homogénéité ethnique - sauf peut-être au Costa Rica où la population, d'ailleurs peu nombreuse, est réputée "blanche" à 80%, le reste étant constitué d'Indiens refoulés dans les montagnes et de Métis. A l'autre pôle de l'isthme, au Guatemala, le rapport est inversé au profit des Indiens qui sont au moins 70% - contre 30% de Blancs et de Métis. Quant aux trois pays "intermédiaires", ils réalisent un métissage si diversifié que chacun peut avoir de ses voisins une perception fondée sur la diversité - pour ne pas dire l'infériorité - raciale.

A la diversité ethnique s'ajoute le déséquilibre du peuplement. Dans cette Amérique centrale sous-peuplée, il existe des écarts sensibles d'une région à l'autre :

### Population centre-américaine en 1824 et 1893

Pays	Superficie	Population (1824)	densité* (1824)	Population (1893)
Guatemala	108 890	0. 660	6	1. 360
El Salvador	21 040	0. 212	10	0. 703
Nicaragua	130 000	0. 207	1.5	0. 500
Honduras	112 000	0. 137	1.2	-----
Costa Rica	50 700	0. 070	1.4	0. 180
Total	422 630	1. 286	3	

\*Les densités sont approximatives, dans la mesure où les superficies retenues sont celles d'aujourd'hui et qu'il y a eu dans le passé plusieurs modifications de frontières.  
Source : Rodrigo Facio, *Trayectoria y crisis de la Federación CAM*, San José, 1949, p.67.

Comme on peut le voir, trois des cinq circonscriptions avaient une densité inférieure à 2 habitants par kilomètre carré et la population du Costa Rica ne comptait que pour le dixième de celle du Guatemala. A lui seul, ce dernier pays rassemblait plus de la moitié de la population de l'isthme. Cette puissance démographique d'un Guatemala fortement indien renforçait encore le sentiment de crainte au sein des autres Républiques : ce pays cumulait (en 1824) 18 des 39 représentants de la Chambre des

députés ! L'avantage du nombre n'était pas compensé par l'existence d'une Chambre Haute plus représentative des autres Etats. La disproportion des superficies et des populations justifiait l'inquiétude réitérée des Costariciens à l'égard de toute formule fédérative proposée par le "puissant" Guatemala.

Ces rapports démographiques inégaux entre Etats n'évoluèrent quasiment pas durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, en tout cas de façon significative, et l'isthme continua longtemps d'être sous-peuplé : en 1929 encore, la population totale ne dépassait pas 4 millions, avec une densité inférieure à 10 habitants au kilomètre carré.

Les rapports socio-économiques hérités de la colonie n'évoluèrent pas non plus jusqu'aux années 1930, ce qui contribua à figer la région dans un conservatisme social peu propice à une authentique intégration : à l'inégalité des Etats s'ajoutait une structure latifundiaire aggravée par la récupération d'un grand nombre de terres indigènes, au détriment des communautés. Ainsi, au Salvador, l'expropriation réalisée dans les deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle lança sur le marché du travail des *fincas* une main-d'œuvre indigène bon marché, et ce processus se reproduisait à des degrés divers dans les autres Républiques.

Aucune étude sérieuse n'a été réalisée sur les rapports entre l'idée communautaire et la structure socio-politique. La plupart des historiens se contentent de situer le débat unitaire dans une opposition frontale entre conservateurs et libéraux. Parvenus au pouvoir à partir des années 1870, ces derniers se sentent investis d'une double mission : le changement politique et l'intégration. Pour eux, une Amérique centrale unifiée servirait d'abord le peuplement et le développement économique. Face à eux, les *serviles* représentent la collusion des forces ultra-conservatrices et des masses indigènes plutôt indifférentes à la politique, mais largement manipulées. L'un des arguments le plus souvent avancés contre la fédération par les conservateurs est le prix à payer pour une administration coûteuse et inutile, bien au-dessus des moyens modestes dont dispose la région.<sup>25</sup> L'Eglise catholique, puissance terrienne, est massivement du côté des *serviles*, et à ce titre, exerce une pression considérable sur une population largement analphabète et volontiers superstitieuse. On comprend mieux alors la guerre idéologique que les libéraux conduisirent, parfois avec excès, contre les ordres religieux, perçus comme un obstacle à l'idée fédérale. De leur côté, les conservateurs dénonçaient les excès anticléricaux des libéraux, justifiant ainsi leur refus d'avancer sur la voie de l'union. Discours antinomiques sur le "progrès" et "l'archaïsme", qui laissaient en dehors du vrai débat cette condition, pourtant essentielle : tout pacte fédéral suppose une étape préalable, celle de l'intégration sociale et psychologique des entités constitutives.

Dans la société centre-américaine de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la méfiance restait le sentiment dominant à l'égard des voisins. Chacun des mini-Etats souffrait d'ailleurs, à des degrés divers, d'une mauvaise intégration interne ; leur unité était restée fictive ; la continuité territoriale n'était pas vraiment réalisée ; la vie politique était contrôlée par quelques centres urbains, tandis que des régions entières, souvent peuplées d'indigènes, étaient exclues du jeu politique. Tout au long de ce siècle, les Centre-

Américains n'ont guère ressenti la notion d'intérêt collectif, sauf devant un ennemi extérieur commun ou face aux ambitions démesurées de l'Etat potentiellement dominant, le Guatemala.

### **L'impérialisme anglo-saxon : un obstacle à la fédération ?**

Les historiens centre-américains ont souvent évoqué la responsabilité des impérialismes dans les échecs fédératifs. Sans vouloir reprendre ici un débat ancien, nous remarquerons, avec Thomas Karnes que les arguments avancés sont loin d'être convaincants pour cette période.<sup>26</sup>

Certes, la Grande Bretagne, puissance tutélaire des Caraïbes, avait des intérêts territoriaux appréciables en Amérique centrale. Présente dans la Mosquitia depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, à Bêlize depuis 1783 et dans les Bay Islands depuis le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, elle pouvait considérer l'Amérique comme un immense marché potentiel pour son industrie en pleine expansion. Elle exerçait aussi un rôle financier non négligeable pour ces Etats désargentés et en proie à des guerres incessantes ; c'est ainsi que deux banques anglaises avancèrent à la fédération un prêt d'un montant (théorique) de 5 millions de livres, dont une partie fut dépensée au Guatemala par Morazán, et qui fut à l'origine de nombreux litiges pour son remboursement, une fois la fédération dissoute. L'historien hondurien Mario Rodriguez soutient que l'ambassadeur anglais Chatfield, présent au Guatemala de 1839 à 1852, s'opposa activement à la reconstitution de l'Union, après l'échec de 1839, parce qu'il craignait que l'Angleterre ne pût contrôler une fédération trop forte.<sup>27</sup> Cette thèse semble fragile au moins à deux titres : d'une part, il eût été plus facile de manipuler une entité politique que cinq nationalismes exacerbés ; par ailleurs, l'intérêt économique bien compris des Anglais était de vendre, et de prêter de l'argent, à des Etats solvables.

Quant à la position nord-américaine, elle est relativement limpide. Dès 1825, les Etats-Unis furent le premier Etat non latin à reconnaître la fédération centre-américaine. Dès l'année suivante, ils signaient un traité de commerce et d'amitié. L'intérêt nord-américain pour l'Amérique centrale se manifesta au moment de la découverte de l'or californien, découverte qui lança vers la Californie des milliers d'aventuriers à travers les "routes" du Panama et du Nicaragua. La présence yankee se fit alors plus pressante, car l'isthme était devenu, en attendant l'ère toute proche des chemins de fer, un point géopolitique important de l'expansion vers l'Ouest. Par le Traité Clayton-Bowler, signé en 1850, Américains et Anglais finissaient par se neutraliser provisoirement en s'engageant mutuellement à ne pas rechercher l'exclusivité de la construction de l'hypothétique canal du Nicaragua. Au cours des décennies suivantes, les Américains cherchèrent - vainement - à encourager la formation d'un gouvernement fédéral entre les cinq Républiques, et le capital de sympathie des centre-américains à leur égard ne fut guère entamé par l'épisode Walker. Il fallut attendre la présidence de Théodore Roosevelt pour que se manifestât une politique activiste et agressive - liée en grande partie à la construction du canal de Panama.

Ainsi, l'hostilité active contre la fédération des deux grandes puissances reste encore à démontrer ; en réalité, autant l'Angleterre que les Etats-Unis souhaitent avoir un seul interlocuteur parlant un même langage, plutôt que cinq Etats squelettiques minés par les luttes intestines. A notre avis, le climat d'anarchie qui domine jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, a des causes beaucoup plus profondes que l'intervention extérieure, et qui tiennent à la configuration de l'espace, aux inégalités des territoires et des populations, au maintien d'inégalités sociales criantes, aux mentalités isolationnistes fort anciennes, aux représentations négatives - à base de mépris et de sentiment de supériorité - que les uns avaient des autres. A cette mosaïque de peuples et de races, il manquait une vision cohérente de leur propre espace régional et surtout une conscience de l'intérêt commun. Peut-on imaginer un système fédéral représentatif avec des Etats conduits par des *caudillos* ? Peut-on envisager une union - acte par définition volontaire - sans un minimum de démocratie ? Sur ce plan, on comprend assez bien la position du petit Costa Rica qui a toujours rejeté le recours à la force pour arriver à l'union, et qui a toujours prétendu que l'instabilité politique, plaie de l'Amérique centrale, ne pouvait que paralyser le processus communautaire. Il ne pouvait y avoir de fédération authentique et durable tant que chacun des partenaires n'avait pas dépassé le stade du caudillisme. L'historien Thomas Karnes explique l'échec de la politique unioniste par le "nationalisme" des cinq Républiques et fonde son argumentation sur les disputes fréquentes autour des frontières : Nicaragua contre Honduras et Costa Rica, Salvador et Honduras, Guatemala contre Belize. A notre avis, l'argument mériterait d'être retourné : à moins de rêver à une intégration absolue, parfaitement utopique, il faut admettre que l'étape fédérative implique nécessairement pour chaque entité constitutive une affirmation claire de son identité géopolitique, c'est-à-dire de son espace. Pour s'unir, il faut commencer par affirmer "sa différence", sa personnalité, en un mot sa culture politique.

S'il est admis que la conscience nationale se forge dans un passé commun, on ne peut dire que l'histoire centre-américaine en a été le creuset : malgré la communauté de langue espagnole, malgré l'unification administrative de l'époque coloniale, le séparatisme l'a emporté sur l'expérience commune. Il manque encore aujourd'hui à la région centre-américaine un projet commun. Vaste programme, œuvre de longue haleine, fruit au mûrissement imprévisible d'une histoire chaotique, l'unification centre-américaine ne sera pas l'œuvre des technocrates, ni même celle des politiques ; elle s'inscrit nécessairement dans la longue durée et reste dépendante de l'évolution des mentalités, accessoirement d'une économie plus solidaire. En 1991, le chemin paraît encore long.

## NOTES

(1) Au sens strict, l'Amérique centrale exclut le Panama, appendice septentrional de la Colombie, indépendant en 1903, ainsi que le Belize, peuplé de Noirs anglophones et indépendant en 1981.

(2) Enrique Ortez, *La República Federal de Centro-América*, San Salvador, 1963, p. 63.

- (3) Alberto Herrarte, *La Unión de Centro-América*, S.J., 1964, p. 101-112.
- (4) Rodrigo Facio, *Trayectoria y crisis de la Federación CAM*, 1949, p. 75.
- (5) E. Ortez, *op.cit.*, p. 230.
- (6) Ciro F.S. Cardoso, E. Perez-Brignoli, *Centro-América y la Economía Occidental (1520-1980)*, Editorial Univ. de Costa Rica, 1983, p.199.
- (7) Thomas Karnes, *The Failure of Unión ; Central América, 1824-1960*, Durham, North-Carolina Press, 1961, p. 148 sq.
- (8) D. Jr. Folkman, *La ruta de Nicaragua*, Salt Lake City, University of Utah Press, 1976, p. 12.
- (9) Sergio Ramirez, *El pensamiento vivo de Sandino*, Managua, 1981, p. XIII.
- (10) A. Herrarte, *op.cit.*, 1964, p. 149.
- (11) T. Karnes, *op.cit.*, 1961, p. 152.
- (12) *Ibid.*
- (13) A. Herrarte, *op.cit.*, p. 22.
- (14), *Ibid.*, p. 29.
- (15) Guy Lasserre, *Les Amériques du Centre*, P.U.F., p. 12-17.
- (16) Cité par Th. Karnes, *op.cit.*, p. 182.
- (17) R. Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Seuil, 1986, p. 155.
- (18) Robert West, "National Environment and Early Cultures", *Handbook of Middle American Indians*, Austin, 1964.
- (19) Eric Wolf, *Peuples et civilisations de l'Amérique centrale*, Payot, 1962.
- (20) A. Herrarte, *op.cit.*, p. 63.
- (21) C. Pereyra, *Historia de la América española*, Madrid, 1962, tome IV.
- (22) Samoaya Guevara, *Implantación del Régimen de Intendencia en el Reino de Guatemala*, 1960.
- (23) R. Facio, *La Federación de Centro-América, sus antecedentes, su vida, su disolución*, S.J. de C.R., 1960, p. 13.
- (24) L'Université de San Carlos a été fondée en 1676 par l'évêque Francisco Marroquín, considéré comme l'un des fondateurs de la nationalité centre-américaine, Herrera, *op.cit.*, p. 85.
- (25) R. Facio, *op.cit.*, p. 67.
- (26) T. Karnes, *op.cit.*, chap. V et VIII.
- (27) Mario Rodriguez, *Chatfield*, Tegucigalpa, 1970.

## EXISTE-T-IL UNE NATION HONDURIENNE?

*Roberto Santana\**

Sur la scène internationale des années quatre-vingt, un pays, le Honduras, a fait figure de "brebis galeuse" en Amérique centrale. Aligné très fréquemment sur les positions de la diplomatie américaine en ce qui concerne la géopolitique régionale, ce pays s'est vu surtout reprocher l'acceptation de bases militaires nord-américaines sur son territoire et la protection accordée aux combattants de l'opposition nicaraguayenne. Cette image peu flatteuse, qui ressort par exemple des rares analyses publiées en France sur ce pays<sup>1</sup>, reposait sur une réalité. Elle n'en résultait pas moins d'un regard extérieur, à partir du contexte de la "crise régionale" centre-américaine dans laquelle, effectivement, le Honduras se démarquait souvent des initiatives concertées par ses voisins et se repliait sur lui-même tout en privilégiant ses liens avec la diplomatie nord-américaine.

En fait, le problème des intérêts nationaux du pays - à supposer qu'ils aient toujours existé -, est rarement évoqué, mise à part une démarche qui consiste à identifier l'intérêt national avec une stratégie de rupture radicale de signe anti-impérialiste. Et pourtant, dès le moment où l'on avance un éclairage, à partir de "l'intérieur" hondurien, pour prendre en compte les enjeux de la politique nationale, une tout autre image prend forme. Menacé effectivement sur ses frontières (armée sandiniste, guérillas salvadoriennes), sous le risque permanent de "l'invasion démographique", il se trouvait sous l'assaut idéologique des sandinistes et des révolutionnaires marxistes salvadoriens et guatémaltèques. Il était également pris dans l'engrenage de la crise économique régionale. Mais cette image de pays "assiégé" n'est parvenue à se faire une place ni dans les médias ni dans les débats concernant la crise centre-américaine, si bien que l'analyse des multiples raisons de la classe dirigeante hondurienne à œuvrer comme elle l'a fait durant les années 80 est encore à faire.

Pour notre part, nous n'insisterons dans ce texte ni sur l'image "noire" ni sur celle d'un "pays assiégé" ; nous privilégierons la réalité intérieure afin de dresser un diagnostic de l'état de la construction nationale, susceptible de mieux faire comprendre les liens unissant cette dimension nationale hondurienne aux enjeux régionaux centre-américains. Nous partons de l'idée que la solidité de la participation d'un pays à un processus d'intégration régionale, économique et/ou politique, passe avant tout par l'accomplissement de l'intégration nationale et par l'affirmation de l'identité politique. L'exemple hondurien offre une excellente illustration, par défaut, d'une semblable hypothèse.

\* *Géographe, Groupe de Recherche sur l'Amérique latine (GRAL) du CNRS, Toulouse.*

## L'IDENTITE NATIONALE EN QUESTION

Un Hondurien, le général Francisco Morazán, fut au XIXe siècle le principal champion de l'union centre-américaine. Fait paradoxal sans doute, car même s'il allait opérer militairement à partir du Salvador, il engageait dans ce dessein son propre pays, le moins peuplé, le plus pauvre et le moins intégré de la région, et, de surcroît, constamment ravagé par d'interminables guerres intestines<sup>2</sup> et les incursions fréquentes des pays voisins.

Vue sous l'angle de la réalité hondurienne de l'époque (1830-1842) l'entreprise morazanienne visant à bâtir une union centre-américaine par la force militaire apparaît en effet démesurée et difficile à expliquer autrement que comme une fabuleuse tentative d'évasion d'une réalité interne peu encourageante ; n'en déplaise aux Honduriens, il est difficile de l'imaginer autrement que comme une recherche ultra-volontariste et, à la limite, désespérée pour échapper à une sorte de complexe de "non-être national".

En réalité, non seulement la tentative d'union politique à partir du Salvador et du Honduras fut un échec, mais plus grave, la nation hondurienne elle-même resta un projet bien vague, si bien qu'à la fin du XIXe siècle, nul ne pouvait assurer avec certitude que l'Etat hondurien allait entrer dans le XXe.

Dans le destin du Honduras, Morazan apparaît donc comme une figure fort ambiguë, et sa tentative de construction supra-nationale comme une entreprise utopique sans support national véritable. Son héritage est contestable dans sa dimension symbolique et nul du point de vue de la réalité politique. Hormis une adhésion réticente à deux projets - assez flous et inconsistants l'un et l'autre - de confédération partielle (l'un avec le Costa Rica et le Nicaragua en vue d'une union avec les Etats-Unis, l'autre avec le Guatemala et le Salvador), aucune autre tentative sérieuse d'intégration régionale ne saura réveiller, au XIXe siècle, l'enthousiasme des hommes politiques et du peuple honduriens.

Dans la première moitié du XXe siècle, le projet d'intégration centre-américaine n'est plus de mise, du moins pour les Honduriens, et l'expérience d'intégration économique qui débute dans les années soixante va trouver sa limite majeure dans une évidente absence de volonté politique de la part des gouvernements y compris, bien entendu, de celui du Honduras.<sup>3</sup> Evoquer cette question nous amène à la question de l'Etat et, dans le cas spécifique du Honduras, à nous interroger sur les éléments internes qui font sa solidité ou sa faiblesse. Notre hypothèse est que, dans les années quatre-vingt, la volonté politique de l'Etat hondurien est fort handicapée par une intégration nationale non-accomplie, que les gouvernements sont faibles de représenter un peuple en mal d'identité nationale. Le retard économique, que tout le monde constate, est largement précédé par cet autre retard, dont personne ne parle vraiment. Il n'est pas sûr d'ailleurs que les Honduriens eux-mêmes en soient, pour la plupart, conscients.

Il n'est pourtant pas besoin de puiser trop en profondeur dans l'histoire hondurienne pour constater ce manque et en découvrir les raisons : l'un des faits majeurs de l'histoire du pays jusqu'à la moitié de notre siècle au

moins, est bel et bien l'absence de classe dirigeante assise sur un véritable pouvoir économique (oligarchie terrienne ou bourgeoise). Absence, donc, d'une classe présentant des attributs indispensables à l'identification avec une quelconque nation hondurienne, contrairement à ce qui fut le cas dans la majorité des pays du continent. Dès lors, on chercherait en vain un discours concernant la nationalité, accompagné des symboles respectifs et des rituels publics habituels. L'on ne trouvera pas non plus l'expression d'un "patriotisme hondurien" signifiant l'assimilation populaire des contenus idéologiques d'un discours national tout fait, et, pour cause : au XIXe siècle la disparition des oligarchies minières coloniales (émigration vers la métropole espagnole, vers le Mexique et La Havane) et des embryons d'oligarchie terrienne tant "ganadera" que du café (résultat des guerres caciquales et des difficultés d'accès aux marchés internationaux) empêche toute continuité entre les groupes sociaux qui vont accéder successivement au contrôle de l'Etat.<sup>4</sup>

La politique de "réforme libérale" (1876-1892) n'a que peu approfondi la différenciation sociale interne, exception faite de la promotion d'une nouvelle classe politique : aux postes de responsabilité publique s'installe en effet un personnel issu des couches moyennes (fonctionnaires, professionnels libéraux et intellectuels). Ces nouveaux venus à la tête de l'Etat étaient imprégnés du positivisme qui envahissait le continent à cette époque et n'allaient pas pécher par manque de zèle idéologique dans leur dessein de construire une nation à l'image des paradigmes dictés par la raison, voire à l'image du modèle européen. Par malheur, ils sont allés trop loin dans l'exaltation des valeurs des civilisations européenne et nord-américaine, dans l'apologie des vertus de l'étranger et dans les appels aux Américains du nord, au détriment des valeurs autochtones, de la culture hispano-américaine et de "l'être centre-américain".

Faire venir des hommes, des capitaux, de la technologie et de la culture des Etats-Unis ou d'Europe, allait devenir une sorte d'obsession pour ce nouveau personnel qui voyait là la condition *sine qua non* d'un décollage qui permettrait de sortir d'une triste condition de "pays désert, inculte et anarchique"<sup>5</sup> selon l'expression d'un président de l'époque. Rien ne saurait être plus éloigné de l'image que l'on peut se faire des constructeurs d'une "conscience nationale" qu'un état d'esprit et des prises de position aussi dépendantes de l'étranger, même si l'on admet que la nation est fruit du progrès. En tout état de cause, il n'était pas question, à l'époque, de puiser dans le fonds social et culturel hondurien afin de nourrir un projet national.

La classe politique qui se consolide à l'ombre de la spéculation bananière sur le versant caraïbe s'interdit, de par son statut de classe "associée" au capital nord-américain, toute vocation d'incarner un destin national. Elle correspond plutôt à l'idée d'une classe bureaucratique administrant les rentes qui reviennent à l'Etat comme produit des exportations pratiquées par les compagnies étrangères. Un projet national est sa dernière préoccupation. De surcroît, soit par manque de capitaux, soit par manque d'intérêt ou d'initiative, ces fractions de classe vont rester en marge des activités productives et commerciales, ce qui ne fera qu'accentuer un comportement peu national et laissera des traces profondes.

L'apparition de groupes sociaux à vocation nationale ne sera que très tardive. Elle se fera à partir d'acteurs économiques, notamment commerçants et industriels de la manufacture, qui surgissent comme effet secondaire de l'exploitation bananière. Mais, les racines de ces hommes d'entreprise ne sont pas honduriennes ; ce sont des immigrants ou enfants d'immigrants (allemands, arabes, juifs...) dont l'affirmation en tant que secteur dominant à base économique relativement solide prendra du temps.<sup>6</sup> Il leur aura fallu passer par une implantation difficile en terre étrangère, par l'intégration sociale de familles d'origines nationales différentes, par l'articulation de leurs intérêts économiques, avant d'arriver à se concevoir comme une classe nationale. Faudra-t-il encore qu'un discours soit élaboré, ce qui sera l'œuvre de leurs descendants passés par les universités dans les années soixante et soixante dix.

Entre temps, l'expansion de l'enclave bananière crée l'espace favorable à l'émergence de secteurs populaires gravitant autour d'un prolétariat naissant. Ces ouvriers travaillent pour les compagnies étrangères ou dans les premières manufactures du pays, aussi bien dans le nord (San Pedro Sula notamment) qu'à Tegucigalpa. Ces nouveaux secteurs sociaux feront leur l'idée nationale, mais en la confondant avec l'idée anti-impérialiste, c'est-à-dire en définissant l'être national à partir d'une identification négative, de "ce qui n'existe pas, par la faute d'un autre". L'image positive de l'identité nationale reste, dans cette perspective, quelque chose à construire, un projet.

L'intervention militaire du Salvador en 1969<sup>7</sup>, donnant lieu à une véritable commotion collective, permit aux Honduriens de faire le test du chemin parcouru dans la voie de la construction nationale. Des constats contradictoires furent établis. D'un côté, cette guerre provoqua, pour la première fois dans l'histoire du pays, l'expression massive d'un sentiment d'appartenance à une entité commune, politique, géographique et culturelle ; véritable ballon d'essai d'une unité nationale. Mais, d'un autre côté, elle accéléra la prise de conscience de sa fragilité, la découverte de la précarité des structures et des institutions honduriennes, y compris des forces armées. Le conflit montra crûment jusqu'à quel point "la volonté politique nationale" est tributaire d'une intégration plus effective de la nation, à la fois, spatiale culturelle, sociale et politique.

Comment intégrer par exemple cette sorte de culture du "mirage américain" avec un fonds tenace de culture paysanne ? Que faire de ces réminiscences ethniques imprégnant la majorité métisse ? Sur quelles bases intégrer le contingent considérable de population migrante qui continue de se "glisser" au travers des frontières du Salvador, du Nicaragua ou du Guatemala ? Comment traiter la question des minorités ethniques, notamment la population miskito du département de Gracias a Dios ? L'incorporation effective des espaces frontaliers, où la légitimité de l'Etat n'est pas toujours évidente, pose à la fois un problème de souveraineté et de développement. Dans l'ensemble, l'articulation spatiale de ce pays géographiquement difficile, pauvrement équipé et aux prises avec des inégalités sociales considérables, est encore une longue tâche à accomplir.

## UN VOISINAGE INQUIETANT

Rien d'étonnant à ce que durant les années quatre-vingt le Honduras joue un jeu diplomatique pour le moins déroutant. La fragilité interne induit une volonté politique faible se répercutant sur les négociations régionales où le Honduras reste prudent, méfiant, voire récalcitrant<sup>8</sup> vis-à-vis de la plupart des initiatives de ses voisins. D'autre part, ce pays avait des raisons de mettre en doute les éventuels bienfaits en retour d'une plus grande ouverture politique ou d'une hypothétique intégration centre-américaine.

Tout d'abord, les responsables honduriens ne semblent pas prêts d'oublier le solde de l'expérience du Marché Commun Centre-américain (MCCA) des années soixante et soixante-dix : un développement inégal prononcé, au sein duquel revint à leur pays la dernière place. L'intégration économique a en revanche bénéficié aux pays relativement plus développés tels que le Guatemala, le Salvador et le Nicaragua. Par ailleurs, comme ses voisins, le Honduras a pris acte du fait que l'un des partenaires du MCCA, le Costa Rica, obtenait un très bon résultat tout en privilégiant plutôt les accords bilatéraux.<sup>9</sup>

Sur un autre plan, ses relations de voisinage sont parsemées d'accrochages militaro-diplomatiques qui entravent lourdement l'établissement d'un climat de confiance réciproque. Pays de trois frontières, le Honduras, rappelons-le, a vécu le XIXe siècle sous la menace de l'agression et dans le non-respect de sa souveraineté. La situation est parfois devenue extrêmement critique : en 1876 par exemple, lors de l'intervention militaire des trois voisins en soutien aux différentes factions se disputant le pouvoir à Tegucigalpa.<sup>10</sup>

Bien que, par la suite, le pays ait renforcé son autonomie, les interventions militaires n'ont pas cessé pour autant dans les contrées frontalières : graves incidents de 1957 provoqués par le Nicaragua, invasion salvadorienne de 1969 -dont les séquelles persistent et dont le règlement définitif est "en attente". Dans les années quatre-vingt, la situation frontalière n'a cessé d'être conflictuelle. En trois occasions au moins (la dernière en juin 1988), l'armée sandiniste a pénétré en territoire hondurien à la poursuite de combattants de l'opposition armée. Quant à la frontière avec le Salvador, elle est redevenue sensible du fait d'accrochages entre guérilleros du Front de libération Farabundo Martí, à la recherche de territoires refuges, et l'armée hondurienne (importantes escarmouches en mai 1988 dans la zone de Marcala). La presse a aussi dénoncé de fréquentes violations de la troisième par des hommes armés.

L'instabilité politique et sociale persistante durant les années quatre-vingt chez ses voisins ne pouvait qu'inquiéter le Honduras, pays qui, en dépit de tout, jouit d'une grande stabilité sociale interne. De fait, le profil des pays voisins n'était pas rassurant : la stabilisation du régime sandiniste ou de tout autre susceptible de le remplacer n'était envisageable qu'à moyen terme ; au Salvador, la guerre de guérillas semblait devoir durer dans un contexte de fortes tensions sociales, très difficilement négociables par ailleurs. Enfin, la complexité des relations inter-classes et inter-ethniques propre au Guatemala, représente un potentiel interdisant tout optimisme.

Bien entendu, tout cela ne va pas dans le sens de ceux qui au Honduras favorisent ou donnent priorité aux stratégies d'intégration régionale. Au contraire, pour beaucoup de responsables, au-delà d'une certaine adhésion à des aspects particuliers de l'intégration (projets frontaliers, programmes d'innovation technologique) ou à la création d'institutions de valeur plutôt formelle (parlement centre-américain), tout engagement politique de fond reste exclu. Le cadre de l'intégration centre-américaine ne leur semble pas le plus adéquat au développement du pays dans les années à venir.

Ces conclusions vont sûrement à l'encontre de l'opinion de beaucoup d'observateurs nationaux et internationaux qui, jouant sur une sorte de "surdétermination régionale", ne voyaient d'autre issue à la conjoncture hondurienne que dans ce cadre. Avec les nuances nécessaires, l'on peut se demander s'ils ne postulaient pas une version moderne de tentative d'évasion de la réalité, car la promotion à outrance d'un tel "état d'esprit" intégrationniste ne risquait-il pas de détourner le regard de l'essentiel et, en fin de compte, de brouiller l'analyse de la réalité nationale ?

Comment voir clair dans la multiplicité d'images et de scénarios contradictoires ? Entre ce pays "au bord de la tourmente politico-économique" pour certains<sup>11</sup> et cette "oasis de paix" peinte par d'autres,<sup>12</sup> entre ces "faibles espoirs de changement évolutif"<sup>13</sup> et ces "possibilités d'un processus réformiste susceptible d'être radicalisé par les forces populaires".<sup>14</sup> Entre, enfin, les images "insurrectionnelles" des uns et les craintes "putschistes" des autres ?

Toutes ces analyses évoquent un pays dans l'impasse. Rodolfo Pastor,<sup>15</sup> par exemple, affirme que "globalement, le système (politique) semble suspendu entre un passé irrécupérable et un avenir d'adaptations improbables". Expression pessimiste qui exprime bien l'état d'esprit de beaucoup d'intellectuels honduriens, et qui conduit à se demander : cette impasse, est-elle celle de la réalité hondurienne ou celle d'un certain mode d'analyse de la réalité ? Ces analyses classiques, marquées par des clivages idéologiques rigides, collent-elles à la réalité hondurienne ? Par ailleurs, constituent-elles une approche convainquante des imbrications, toujours compliquées, de la modernité et de la tradition et quelle place font-elles à cette dernière ?

## QUEL MODELE DE RECHANGE ?

Il semble bien que le débat sur "l'issue hondurienne" manque dans cette décennie d'un fil conducteur permettant d'organiser dans une nouvelle grille ou un nouveau scénario les multiples composantes de la réalité nationale. A notre avis, le système politique hondurien ne peut évoluer qu'en fonction de la réponse qui sera donnée au défi majeur de cette fin de siècle, c'est-à-dire de la stratégie de développement qui devra se substituer au modèle ayant fonctionné bon gré mal gré jusqu'aux années soixante-dix. Dans cette perspective, l'analyse doit s'éloigner de toute démarche attribuant une autonomie et un rôle exagérés à l'instance - tendance dominante chez la plupart des observateurs - et permettre d'ouvrir une voie vers la conception d'autres scénarios.

Pour la troisième fois en un siècle, le Honduras est confronté à la question pressante du choix d'une stratégie de développement économique viable pour une période relativement prolongée et rien ne permet de penser que les choix soient plus faciles aujourd'hui que par le passé. Un bref rappel de la succession des cycles économiques permet de mieux mesurer les défis stratégiques d'aujourd'hui.

On parle peu du sauvetage de l'économie hondurienne au début du siècle par le capital nord-américain. Face à l'état calamiteux des finances publiques et à l'anomie générale qui mettait en danger la survie même de l'Etat, la classe dirigeante de l'époque n'avait pas d'autre solution car depuis le malheureux emprunt anglais de 1867 (dont la dette ne sera réglée définitivement qu'en 1925), le pays vivait dans l'insolvabilité internationale la plus complète.<sup>16</sup> A l'origine de l'exploitation bananière dans le nord du pays, on trouve la convergence de conditions d'implantation exceptionnellement favorables accordées aux investisseurs étrangers et l'abondance des capitaux nord-américains qui cherchaient à s'implanter au sud du Río Grande. Le modèle mono-exportateur se mettait ainsi en place.

A cette solution économique allait s'associer un modèle politique simple : un régime caudillesque, mélange de paternalisme, de progressisme et d'autoritarisme répressif. Au cours de la longue période de pouvoir personnel de Carias Andino (1916-1949), les forces armées furent la colonne vertébrale du système. Le parti politique officiel (Parti national) était le parti du dictateur, alors que le Parti libéral, dans l'opposition, se trouvait presque réduit à l'inactivité (ses leaders réprimés et/ou exilés) sans toutefois être mis hors la loi.

L'enclave bananière restera le seul pôle dynamique du pays jusqu'à la seconde guerre mondiale. A partir de là, le modèle mono-exportateur en perte de vitesse, le Honduras est contraint de trouver une stratégie de rechange favorisant la diversification de l'économie. Le pays s'engage effectivement, bien que lentement et tardivement, dans la voie de l'industrialisation substitutive d'importations : la période était favorable, sur l'ensemble du continent, à un renforcement des économies nationales. Au Honduras la diversification va toucher également l'agriculture : le café parviendra, cette fois, à s'inscrire comme une importante culture d'exportation aux côtés de la banane, tandis que la canne à sucre et l'élevage connaîtront un essor considérable. Plus fragmentairement, une certaine modernisation de l'agriculture paysanne prendra forme, favorisant notamment les moyens et petits producteurs de grains du sud-ouest. Enfin, l'urbanisation s'accroîtra.

Dans cette nouvelle étape, qui dure jusqu'aux années soixante-dix, le système politique se complique. Des gouvernements civils et militaires se succèdent, de courte durée pour les premiers et plus durables pour les seconds. Des années de réformisme et de conservatisme alternent suivant le pouls de l'organisme social et selon la capacité redistributive de l'Etat. Deux gouvernements réformistes laissent des traces profondes à la fois sur le plan institutionnel et sur l'évolution économique et sociale : le gouvernement civil de Villeda Morales (1957-1963) et celui du général Lopez Arellano (1972-1975).

Bien que la modernisation soit anarchique et que les affrontements soient plus fréquents que les consensus, il est possible de discerner deux lignes de force de grande continuité tout au long de la période. La première concerne le fonctionnement d'un système politique dominé par les deux partis historiques : qu'il s'agisse de la mobilisation des forces sociales d'opposition ou de l'usufruit des avantages du pouvoir, l'on verra ces deux formations toujours présentes et toujours actives, plus ou moins publiquement. Ce bipartisme *de facto* - de droit par moment - occupe presque la totalité de la scène politique, les deux partis alternent au pouvoir soit en s'alliant avec les forces armées (Parti national surtout), soit en comptant sur leurs propres forces.<sup>17</sup> L'autre ligne de force au cours de cette même étape est associée aux forces armées : celles-ci engagent une transition qui les fera passer de leur condition de force prétorienne, ayant un rôle purement répressif, à un statut de force moderne, professionnelle, intéressée à la chose publique et aux tâches du développement. Dans ces années-là, les militaires honduriens auront pour la première fois, l'occasion d'agir en tant que force réformatrice et de progrès et prendront un rôle croissant dans les décisions politiques nationales.

En rupture avec les traits de la période décrite, les années quatre-vingt vont connaître l'installation de l'alternance démocratique sur fond de crise du modèle de substitution d'importations. La définition d'une stratégie de développement pour cette fin de siècle - troisième moment - semble plus compliquée que la mise en place des stratégies antérieures car il n'existe pas, au moins dans les prévisions à moyen terme, un nouveau produit d'exportation "miracle" comme ce fut le cas par le passé pour la banane et le café. Quant à l'industrie, elle s'essouffle faute de marché intérieur, touchée par la faible productivité d'un appareil technologiquement en retard et victime des faiblesses de la politique de soutien. Tout ceci dans une ambiance de morosité qui décourage les investisseurs.<sup>18</sup>

Dès lors qu'il n'est pas permis d'espérer un rebondissement spectaculaire sur le plan économique pour les années à venir, le Honduras se voit contraint de faire preuve non seulement de volonté politique mais également d'une grande rationalité. Le pays devra insister sur un effort "vers l'intérieur", dans le sens d'une priorité donnée à la mobilisation de la gamme la plus complète des ressources et des conditions existantes, et dans une exigence inédite de planification et de gestion économique. Cela devrait conduire à bousculer profondément les politiques habituelles et obliger les gouvernements à un effort considérable sur le plan culturel et de la formation professionnelle. Il ne s'agit pas seulement de puiser dans les potentialités humaines, naturelles ou économiques, à des fins d'un traitement sectoriel étroit, mais surtout, de valoriser l'ensemble des sous-espaces nationaux, pour établir les supports concrets de la nouvelle stratégie.

La perspective qui s'offre au Honduras n'est pas tant dans une sorte de "fuite en avant" régionale, que dans l'effort pour adapter le système politique -démocratie parlementaire en quête de légitimation- aux nouvelles exigences du développement.

## NOTES

- (1) Parmi les rares publications en France concernant le système politique hondurien, citons : Marie Duflo, "Le Honduras : un marcheur fatigué sur le sentier escarpé de la paix", *Annales des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes*, n° 7, 1988 ; Ernesto Paz, *Les partis politiques au Honduras*, thèse de 3ème cycle, Faculté des Sciences Sociales, Université de Toulouse I, 1988. Voir également le dossier Honduras, dans *l'Ordinaire du mexicaniste*, n° 113, janvier-février 1988 et l'article du *Monde Diplomatique* d'août 1983, "Le Honduras entre la faillite et la guerre".
- (2) Filander Diaz Chávez dans *Las raíces del hambre y de la rebeldia a la explotación* (1962) recense 259 rébellions armées et plus 21 guerres avec les pays voisins entre 1827 et 1961.
- (3) A propos du comportement politique des Etats face au MCCA, l'ouvrage de James Rowles, *Le conflit Honduras/El Salvador (1969)*, (San José, EDUCA, 1980) est fort intéressant.
- (4) On trouvera des données sur ces questions dans Antonio Murga Frassinetti, *Enclave y sociedad en Honduras*, Tegucigalpa, Editorial Universitaria, 1985.
- (5) Le Honduras, tel qu'il est perçu par les hommes politiques de la fin du XIXe siècle et du début du XXe, correspond bien à cette expression par laquelle le président Bográn justifiait les larges avantages accordés par l'Etat hondurien aux capitaux nord-américains.
- (6) A propos des origines étrangères de la bourgeoisie commerçante et industrielle, cf. Murga Frassinetti, "Industrialización y formación de clase : el caso de la fracción industrial en Honduras", *Revista Centroamericana de Economía*, n° 17, mai-août 1985.
- (7) Sur le contexte géopolitique et les implications de ce conflit, voir Rowles, *op. cit.*
- (8) L'attitude réticente du Honduras à l'égard des initiatives régionales est le fil conducteur de l'article de Marie Duflo, *op. cit.*
- (9) Le Costa Rica n'adhéra au MCCA que tardivement, en 1963, et avec beaucoup d'hésitations. L'accord général d'intégration économique avait été signé le 13 décembre 1960 et entra en vigueur (pour le Salvador, le Guatemala et le Nicaragua) en juin 1961. Le Honduras, pour sa part, entra en 1962.
- (10) Pour ces événements, voir Filander Diaz Chavez, *op. cit.*
- (11) "La peur a commencé à régner au Honduras et l'impression que le pays est au bord d'une tourmente politico-économique, telle que celle de 1954, se généralise", déclare Shepard dans *Honduras. Realidad nacional y crisis regional*, edit. CEDOH/Universidad Internacional de La Florida, 1986, p. 467.
- (12) Ce qualificatif "d'oasis de paix", employé par certains auteurs, est analysé par Guy Durand, dans *l'Ordinaire du mexicaniste*, *op. cit.*
- (13) Rodolfo Pastor, *El ocaso de los cacicazgos*, El Colegio de Mexico, 1984 (manuscrit).
- (14) C'était l'hypothèse d'Ernesto Paz (*op. cit.*), dans le cas où les mouvements révolutionnaires des pays voisins l'avaient emporté.
- (15) *op. cit.*.
- (16) Sur la malheureuse affaire du "chemin de fer le plus cher du monde", voir Guillermo Molina Chocano, *Estado liberal y desarrollo capitalista en Honduras*, Tegucigalpa, edit. Guaymuras, 1981.
- (17) Voir notre article "Le double visage du bipartisme hondurien" dans *l'Ordinaire Mexique-Amérique centrale*, n° 125, janvier-février 1990.
- (18) Sur les blocages du développement économique, surtout industriel, lire le *Memorandum al Dr. Roberto Suazo Cordoba*, de l'homme d'affaires, industriel et homme politique Jaime Rosenthal (brochure publiée à San Pedro Sula en 1984).

# GUATEMALA : VIOLENCE, REVOLUTION ET DEMOCRATIE\*

*Yvon Le Bot\*\**

Le Guatemala est un pays frustré d'expérience nationale-populaire. Le coup mortel porté au gouvernement Arbenz en 1954<sup>1</sup> y a dominé la vie politique pendant trente ans et continue à la marquer en profondeur. Le surgissement de guérillas révolutionnaires dans les années soixante, leur maintien jusqu'à nos jours malgré deux défaites majeures, témoignent non de la décomposition d'un régime national-populaire comme cela a été le cas ailleurs en Amérique latine, mais de son manque, de son refoulement. Ces guérillas n'ont pas débouché sur la construction des partis et des régimes révolutionnaires qu'elles annonçaient et en cela au moins le Guatemala se conforme à la règle (les seules exceptions sont Cuba et le Nicaragua).

Le bilan du conflit armé de ces trente ans est désastreux. Parmi ses effets négatifs (on n'en voit pas de positif) figure en bonne place l'écrasement du mouvement social ainsi que des secteurs politiques démocratiques autres que la démocratie-chrétienne. Leur renaissance s'opère dans des conditions difficiles : le Guatemala des années 1985-1991 est un pays convalescent où un processus démocratique fragile essaie de se consolider, d'écartier ou d'exorciser la menace d'une rechute toujours possible.

## LA DESTRUCTION DU MOUVEMENT SOCIAL

### Lutte sociale et violence politique

"La violence détruit d'abord les mouvements sociaux".<sup>2</sup> Quelle meilleure illustration de cette affirmation que la destruction, dans la guerre, du mouvement paysan indien et du mouvement syndical guatémaltèques ?

Dans les sociétés dépendantes, toute lutte sociale est directement politique. Le blocage, le degré de dépendance, d'exclusion et de ségrégation caractéristiques de la société guatémaltèque font que les conflits du travail y débouchent très fréquemment sur la violence. A l'époque du gouvernement Laugerud (1974-1978), on a pu croire qu'ils devenaient négociables. Le massacre à Panzòs (mai 1978) de paysans

\* Cet article résume et prolonge quelques-uns des thèmes développés dans l'ouvrage *La guerre en terre maya*, Paris, Karthala, 1991.

\*\* *Sociologue, Groupe de Recherche sur l'Amérique latine (GRAL - CNRS), Toulouse.*

indiens mobilisés par un syndicat, puis l'élimination en série de dirigeants et de militants syndicaux ont mis fin à cet espoir.

Même dans les moins mauvaises années, le rayon d'action des mécanismes de régulation institutionnelle de ces conflits est demeuré très limité, et ne s'est guère étendu aux campagnes. Sauf exceptions, dues aux efforts de ligues paysannes ou de syndicats agraires liés à la démocratie-chrétienne ou au Parti guatémaltèque du travail (parti communiste, clandestin) ou bien à l'initiative de leaders religieux convertis à l'action sociale (et travaillant eux aussi, au départ, dans l'orbite de la DC), les masses indiennes en étaient tenues en marge.

### **Les exclus en quête d'égalité et de justice**

Le mouvement d'émancipation et de modernisation de la société indienne,<sup>3</sup> quels qu'aient pu être ses liens avec la DC et un secteur progressiste de l'Eglise catholique, a consisté essentiellement à rassembler les énergies des jeunes générations et à les mettre au service du développement des communautés. Sa force était dans la confiance qu'il donnait ou redonnait aux indigènes plus que dans sa capacité à négocier pour eux, avec les patrons ou avec l'Etat, de meilleures conditions de travail, l'accès à la terre, au crédit, au système scolaire, etc. Ces revendications et ces objectifs n'en étaient pas absents, mais l'enseignement et la dynamique du mouvement étaient d'amener les paysans indiens à compter d'abord sur leurs propres forces. Puisqu'ils sont tenus à l'écart du système politique, marginalisés, victimes de ségrégation dans la société civile, et dans la mesure où ils voulaient éviter des affrontements dont, dans le passé, ils sont toujours sortis perdants, les Indiens ont considéré qu'ils avaient tout à gagner à se situer dans une perspective autogestionnaire. Un pas de côté, une rupture progressive et contrôlée des mécanismes traditionnels de dépendance et d'exclusion semblaient être la meilleure voie d'accès à un statut d'acteur collectif qui leur était jusque-là refusé. Ce détour ne visait pas au séparatisme mais à une intégration nationale sur une base d'égalité et de plus grande justice sociale.

### **Fin de non-recevoir**

Les forces sociales et politiques, attachées au système d'exclusion, ainsi que les organisations politiques révolutionnaires, favorables à des ruptures globales et radicales, ont adopté sur le mouvement des vues qui, antagonistes, obéissaient les unes et les autres à une même logique d'affrontement.

D'un côté, l'émancipation indienne en vidant le pouvoir ladino<sup>4</sup> d'une partie de son contenu, était perçue par les secteurs dominants comme une menace pour leur être même ; elle devait être étouffée. Pour les fractions les plus réactionnaires de l'oligarchie guatémaltèque, l'Indien n'a de commun avec eux que ce que peuvent avoir en commun l'esclave et son maître, le domestique et son patron. Un lien personnel, avec ses propres formes de conciliation des conflits excluant l'action collective, les

négociations et l'intervention d'instances extérieures. En dehors de ce lien, l'Autre n'est rien ou, au mieux, appartient à un milieu social et culturel inférieur et étranger. Aussi, sa volonté de s'émanciper le transforme-t-il en ennemi, qu'il faut réduire (l'histoire des révoltes indiennes est aussi celle de leur réduction). L'Indien doit "être remis à sa place".

Sur le versant opposé, les révolutionnaires considéraient qu'une émancipation sociale et culturelle ne peut aboutir que dans le cadre d'une prise du pouvoir d'Etat. Pour les plus radicaux, nombreux au sein de la guérilla guatémaltèque, elle ne devait se déployer que dans ce cadre : elle risquait sinon d'être un facteur de division d'un mouvement populaire conçu comme devant se mettre au service de la lutte politique (et non à l'inverse).

### Discontinuité

Le mouvement paysan indien pris dans l'engrenage de la guerre a été amené à s'articuler au mouvement de guérilla. La répression l'a poussé et les révolutionnaires de l'EGP (*Ejército guerrillero de los pobres*) l'ont attiré dans cette direction (ceux des FAR-*Fuerzas armadas rebeldes* tentaient la même chose avec le syndicalisme urbain). Pour ceux-ci, il devait y trouver son accomplissement politique ; en réalité il allait être emporté dans un tourbillon de violence. Les guérilleros disaient vouloir porter à son terme la lutte des Indiens pour leur libération. Ils ont contribué à la conduire dans une impasse.

Le massacre de Panzòs manifestait que pour le pouvoir ladino les conflits de terre et de travail avec les Indiens n'étaient pas négociables au-delà de certaines limites. L'EGP s'en vit renforcée dans sa volonté de lier la lutte sociale à la lutte armée. Le CUC (*Comité de Unidad Campesina*) n'avait pas été conçu et n'a jamais fonctionné comme un syndicat.<sup>5</sup> S'il a cependant organisé les grèves dans les plantations en 1980 et participé à cette occasion à des négociations qui ont tourné court, c'est sous la direction de l'organisation de guérilla, avec des positions maximalistes et dans la perspective d'une insurrection des masses que le mouvement armé devait porter jusqu'à une victoire jugée alors toute proche. Le massacre de l'ambassade d'Espagne survenu deux semaines auparavant (31 janvier 1980) relevait de la même stratégie et préfigurait ce qui allait en résulter à l'échelle des hautes terres indiennes : le groupe de militants du CUC, qui, guidé là aussi par l'EGP, avait occupé l'ambassade ne demandait pas l'ouverture de négociations pour la solution d'un problème de terres ou d'un conflit de travail ; il protestait contre la répression et demandait le retrait de l'armée d'une zone de guérilla.

Les paysans réunis à Panzòs en 1978 n'étaient pas en guerre. La tuerie jeta dans le conflit nombre d'indécis. Deux ans plus tard, l'action du CUC s'inscrit entièrement dans la logique de guerre. La montée insurrectionnelle des luttes paysannes que prédisent et préconisent alors les révolutionnaires de la mouvance EGP annonce en réalité leur reflux. L'occupation de la scène par les forces orientées par une logique d'affrontement s'est faite au détriment du mouvement social.

Là où les guérilleros (EGP et FAR) proclament la continuité et l'articulation des luttes sociales et de la lutte armée, l'analyse révèle surtout des discontinuités et des désarticulations. Le mouvement paysan indien répondait à une logique communautaire ; le mouvement révolutionnaire lui a imposé une stratégie et des objectifs étatiques. Loin de se réaliser dans la violence politique, le premier a été happé et broyé par elle.

La même discontinuité et la même désarticulation existent entre lutte politique et lutte armée : le gouvernement de Lucas García a brisé toute possibilité d'opposition civile, ce qui a renforcé le pouvoir d'attraction de la guérilla. Lorsque la lutte armée a reflué, l'opposition civile au régime militaire a démontré être largement majoritaire dans le pays.

## LE PROJET REVOLUTIONNAIRE

Même si ce n'était pas là un de ses objectifs explicites, le mouvement d'émancipation et de modernisation de la société indienne tendait à réaliser ou à renforcer l'unité nationale par la voie de l'intégration sociale. Le mouvement révolutionnaire cherche à construire cette unité à partir de ruptures politiques.

### Développement / affrontement

La prégnance du phénomène communautaire au Guatemala pourrait conduire à voir dans le mouvement indien une conduite défensive contre un ennemi défini comme étranger (envahisseur, conquérant...). En réalité il s'est agi d'un mouvement pour le contrôle du développement des communautés. S'il a combattu le pouvoir ladino local c'est aussi dans cette optique : se mettre en position de pouvoir décider de l'orientation et des moyens de la dynamique socio-économique et de la répartition des richesses.

La radicalisation est venue de ce que le mouvement n'a pas trouvé en face de lui un adversaire disposé à négocier, qui conçoit l'enjeu en termes d'intérêts, qui soit prêt à concéder aux laissés pour compte de la croissance un minimum de participation (sans même parler de représentation). Le projet, qui, en luttant contre la ségrégation, tendait à établir les bases d'une communauté nationale n'a pas trouvé d'écho dans la sphère dirigeante (le seul répondant politique, la DC, était alors dans l'opposition). Il s'est heurté aux premiers effets de la crise économique, à l'absence de formes institutionnelles, et surtout au mur du pouvoir. Face à la volonté d'émancipation indienne, le pouvoir ladino s'est raidi, est passé de l'usage endémique et sélectif de la violence à un usage massif. Cette réaction des secteurs dominants a obligé les Indiens à se tourner, pour leur propre défense, vers les organisations de guérilla.

Celles-ci se sont constituées sur la base du constat de l'impossibilité de la voie réformiste. Au Guatemala, la guérilla des années soixante est née, répétons-le, de la frustration de l'expérience nationaliste modérée conduite par Arévalo puis Arbenz. Sa version des années soixante-dix s'est fondée sur le constat que l'absence de participation et d'intégration affectait en

premier lieu la population indienne. Elle a parié sur l'échec des nouvelles tentatives "développementistes", et s'est nourrie de cet échec.

### Sortir du foquisme ?

Les FAR, l'EGP et l'ORPA (*Organización del pueblo en armas*) proviennent toutes trois d'expériences foquistes.<sup>6</sup> Les deux premières organisations ont cherché à sortir de ce champ clos en direction d'une lutte armée entraînant de larges secteurs sociaux définis en termes de classes. La troisième a formé le projet d'une guerre populaire de formation d'une nation.

Cette tentative de s'extraire du foquisme qui caractérise la guérilla guatémaltèque dans la seconde moitié des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, et qui se solde finalement par un tragique fiasco, se manifeste en particulier dans les inflexions qu'elle donne au thème de l'anti-impérialisme. Celui-ci était central pour le mouvement révolutionnaire des années soixante : la participation nord-américaine au coup d'Etat de 1954 peut être considérée comme l'une des causes de son surgissement ; l'aventure de la baie des Cochons préparée au Guatemala fut l'un de ses détonateurs ; et le soutien des Etats-Unis à la lutte anti-insurrectionnelle était assez actif pour entretenir le sentiment anti-américain dans des fractions des couches moyennes.

La nouvelle guérilla se veut plus attentive à la situation intérieure du pays, et l'on assiste à un glissement vers des préoccupations sociales, voire "ethniques", déjà en germe chez un Turcios Lima.<sup>7</sup> Les FAR font le détour par la lutte syndicale. L'EGP se pense comme le levier d'une guerre de classes. L'ORPA opère une sorte d'introjection de l'anti-impérialisme : l'impérialisme nord-américain est vu comme une figure particulière et une continuation, un prolongement d'une histoire de dépendance commencée au XVIIe siècle et dont l'oligarchie locale est tenue pour l'héritière directe.

Ce recentrage relatif sur des clivages internes à la société guatémaltèque, constitue une timide tentative de mise à jour de l'idéologie de la guérilla : avec le retrait de la United Fruit, le Guatemala a cessé d'être une "république bananière", même si de nouvelles enclaves (minières, pétrolières...), plus circonscrites, s'y sont constituées. Le pays est entré dans une ère de dépendance moins directe. Dans le domaine économique et aussi, par la suite, dans la sphère géopolitique : alors que l'aide nord-américaine avait été décisive pour l'écrasement de la première guérilla, l'armée guatémaltèque est parvenue à neutraliser et marginaliser la seconde guérilla dans une période de suspension de l'aide militaire des Etats-Unis (que ne substituait que partiellement le matériel vendu et les conseils fournis par d'autres alliés).

Dans le contexte de l'après-United Fruit, l'appel à une lutte qui soit essentiellement de libération nationale a perdu une partie de sa pertinence. L'ennemi principal n'est pas -quoi que continuent à en dire les discours rituels- l'impérialisme nord-américain, mais une oligarchie civile et militaire nationale (parfois même traversée par des relents de nationalisme). Il s'agit moins de libérer le pays que de construire la nation.

## Nostalgie et refoulement du populisme

Le glissement du foquisme au "classisme" semble parfois se poursuivre jusqu'au populisme : les organisations de guérilla (sauf peut-être les FAR) se présentent volontiers comme les porte-parole et les bras armés des exclus, plutôt que d'une classe strictement définie.

L'EGP se réfère à une communauté des pauvres se réalisant politiquement dans l'action violente contre les riches : des termes populistes, en décalage par rapport à son analyse "scientifique" de l'exploitation, mais qui ont l'avantage d'être plus mobilisateurs et d'ailleurs plus conformes à la réalité sociale et économique guatémaltèque. L'ORPA se réfère au peuple maya, et, plus souvent, au "peuple naturel", notion assez imprécise et ambiguë qui désigne un manque et un projet, qui peut être étendue à volonté et se confondre à la limite avec celle de nation (peuple maya <---> nation guatémaltèque, comme peuple aztèque <---> nation mexicaine, dans le discours politique du pays voisin).

Ces références constituent des éléments rhétoriques plus qu'ils ne définissent en profondeur la logique d'action des guérillas. En réalité, celles-ci entretiennent une profonde méfiance à l'égard du populisme et se maintiennent pour l'essentiel dans la ligne cubaine de rupture avec cette tradition politique latino-américaine. Elles sont demeurées foncièrement avant-gardistes et militaristes.

Il n'y a pas de populisme sans mouvement social. Or pour l'EGP la mobilisation des masses dans la perspective d'une insurrection généralisée est instrumentale et tactique ; loin de protéger le mouvement contre la répression, elle l'entraîne dans une spirale de violence. L'ORPA se montre encore plus jalouse du primat et de la "pureté" de l'action militaire, qu'elle ne cherche pas, dans cette phase, à appuyer sur des luttes sociales ni à faire déboucher sur une lutte proprement politique. Elle est la meilleure illustration de cette constante du mouvement révolutionnaire guatémaltèque des dernières décennies : la nostalgie du populisme et son refoulement. Elle est l'organisation dont les thèmes sont le plus proche d'un populisme révolutionnaire (lutte de classes diluée dans le conflit peuple vs oligarchie ; la nation "authentique" opposée au "parti de l'étranger", etc.) et dont l'action en demeure la plus éloignée. Elle témoigne de cette disjonction entre lutte armée et lutte politique qui fait la faiblesse de la guérilla guatémaltèque depuis ses débuts, et qui explique en partie sa difficulté à trouver sa place dans le nouveau contexte instauré à partir de 1986.

De la lutte contre l'ennemi extérieur la guérilla guatémaltèque a paru glisser vers une lutte contre un ennemi intérieur défini en termes de classes (EGP) ou vers une lutte qui en appelle à une nation cherchant à se constituer en même temps qu'à se libérer (ORPA). Classe, nation : référents classiques, par rapport auxquels les deux organisations mentionnées ont prétendu innover en introduisant la dimension indienne, maya. La première a tenté de manière confuse et hésitante d'articuler la dimension ethnique à la dimension de classe. L'une des finalités que la seconde a assigné à la guerre était de hisser les "naturels" à la rationalité politique, d'en faire des sujets politiques, des citoyens, sans qu'ils aient à renier leur culture, ce qui suppose une transformation du système de

pouvoir, une redéfinition de cette nation guatémaltèque qui jusque-là leur a tourné le dos, s'est construite contre eux, sur la base de leur marginalisation.

En réalité, malgré leur prétention à l'innovation dans ce domaine, l'EGP et l'ORPA sont restés en retrait par rapport à un projet de populisme révolutionnaire d'orientation communautaire. La seconde organisation a été, un temps, assez proche d'une telle perspective. Elle s'en est éloignée en cours de route, sacrifiant partiellement l'invocation de la civilisation maya sur l'autel de la lutte pour le pouvoir politique et de "la nécessaire unité des révolutionnaires".

### Le populisme contre la révolution

Dans la phase culminante de la guerre, la guérilla n'a répondu aux aspirations populaires que par des formules stéréotypées et des promesses vagues, souvent démenties par leur action et par le cours des événements. Ríos Montt a su capitaliser jusqu'à un certain point ces aspirations et subtiliser ou détourner quelques-uns des leit-motiv de la guérilla dans le même temps où il coupait celle-ci de ses bases et la renvoyait dans ses "foyers" originels.

Sa stratégie de "subversion de la subversion" s'est appliquée aussi au champ du discours : la "guatémalté" à la place du "peuple maya", etc. Combinée avec une politique d'intimidation et d'encadrement, la rhétorique populiste a contribué aux succès de la lutte anti-insurrectionnelle, à isoler une guérilla de nouveau réduite à des noyaux mobiles de combattants permanents.

Mais, au-delà de cet enjeu central (le sort de l'insurrection), Ríos Montt, lui non plus, n'a pu tenir les promesses confuses que recelaient ses prêches hebdomadaires : ses velléités de réformes se sont vite heurtées à l'opposition des secteurs dominants. Il avait été appelé (non pas exactement par Dieu comme il le prétendait) pour mettre en place la transition du régime militaire à un régime civil. La première étape (la mise hors jeu de la guérilla) achevée, et devant les risques de dérapage, l'institution militaire déposa ce personnage incontrôlable et se chargea de mener le processus à son terme.

### LA DEMOCRATIE MINIMALE

La démocratie au Guatemala n'a ni passé ni assise. Plus encore que dans la plupart des autres pays d'Amérique latine, elle est ici une idée neuve.<sup>8</sup>

Traditionnellement le traitement de la question politique y emprunte les voies infrapolitiques de la violence. Et c'est tout naturellement que, contre une oligarchie crispée, réfractaire à tout compromis, préférant l'exclusion à l'intégration nationale, les opposants ont eu recours à la violence révolutionnaire. Dans les trente dernières années, l'histoire de l'opposition est inséparable de celle de la lutte armée, même si quelques-unes de ses composantes ont refusé de s'engager dans cette voie et bien que les

organisations de guérilla ne soient jamais parvenues à s'imposer comme des forces proprement politiques.

### Une transition à pas comptés

Sans doute, la violence n'a-t-elle jamais occupé la totalité de la scène des luttes pour le pouvoir, et n'y a-t-elle tendu que dans des moments paroxystiques (en 1966-1967, en 1979-1982). Sans doute la démocratie-chrétienne, qui fut pendant un quart de siècle une force d'opposition modérée, est-elle parvenue à s'affirmer par la voie des élections comme la seule sortie réaliste de l'enchaînement des gouvernements militaires. Mais le changement intervenu en 1986, le plus important dans la sphère politique depuis 1954, ne se comprend lui-même que sur fond de guerre : dans le plan mis en route en 1982 et appliqué ensuite dans ses grandes lignes malgré quelques aléas, la transition vers un gouvernement civil était conditionnée à la victoire de l'armée sur la guérilla. Au Guatemala, le retour à un régime démocratique après trente ans de régime autoritaire n'a pas été l'aboutissement d'un mouvement social ou d'un mouvement politique (en 1982-1985, le mouvement social était au plus bas, et l'opposition de la DC était feutrée, adoucie par l'espoir de recueillir les fruits d'une transition programmée et progressive), ni le seul produit de l'incapacité, réelle, des militaires à gérer l'économie (spécialement dans une période de crise). L'ouverture démocratique s'est faite par desserrement de l'étau de la violence révolutionnaire et contre-révolutionnaire. Elle a été accueillie avec un énorme soulagement par la population, alors que, dans les premiers mois du moins, les observateurs les mieux informés de la réalité guatémaltèque la considéraient avec une relative incrédulité ou une grande prudence et que la guérilla lui opposait un scepticisme militant (le commandant en chef de l'EGP ne lui accordait pas plus de six mois d'existence).

Le gouvernement démocrate-chrétien s'est assigné pour tâche d'élargir et de consolider l'espace démocratique en grignotant et en affaiblissant les positions de ceux qui, à droite, sont les principaux tenants et commanditaires de la culture de la violence. Il s'est gardé d'affronter directement les noyaux les plus réactionnaires de l'oligarchie et de l'armée de peur de réactiver leurs pulsions "naturelles". Sa stratégie visait à s'appuyer sur les secteurs modérés et modernistes et à renforcer leur poids au sein de l'appareil militaire et de l'appareil économique de manière à marginaliser et à neutraliser progressivement les partisans de "l'ancien régime".

C'est aussi cette volonté d'éviter l'affrontement qui a conduit le gouvernement Cerezo à temporiser, à faire la sourde oreille ou à se montrer très prudent devant les appels de plus en plus pressants de l'URNG (*Unión revolucionaria nacional guatemalteca*)<sup>9</sup> en faveur d'un dialogue. L'armée ne tolérait le processus de démocratisation que dans la mesure où elle gardait les mains libres et les pleins pouvoirs dans la lutte anti-insurrectionnelle. De nombreux officiers, notamment parmi les commandants des zones de conflit, craignaient de voir mise en danger une victoire militaire qu'ils estimaient acquise pour l'essentiel et dont ils se

considéraient les seuls artisans ; pour eux, il s'agissait d'éviter que leurs adversaires ne récupèrent par la voie politique un poids et une crédibilité perdues sur le terrain et qu'ils ne l'utilisent pour relancer la lutte armée. Mais "les officiers de la montagne" ont dû s'incliner devant un haut commandement qui s'est montré respectueux de la légalité institutionnelle, et, peu à peu, quelques voix militaires se sont élevées laissant entrevoir la possibilité d'une acceptation par l'armée de la reprise du dialogue entre gouvernement et guérilla qui avait avorté en 1987. Les pourparlers qui ont eu lieu en 1990 entre l'URNG et les représentants de la Commission Nationale de Réconciliation, les représentants des partis politiques, ceux des Eglises, ceux du patronat et ceux d'organisations des secteurs populaires allaient-ils déboucher enfin sur des négociations de paix ? Vinicio Cerezo a transmis le problème à son successeur.

### Une démocratisation sans paix civile

En tout état de cause, la fin du conflit armé ne signifierait pas la fin de la violence. Le Guatemala évolue dangereusement vers une situation à la colombienne.

Les forces armées continuent d'utiliser la force contre la population civile au-delà ou en deçà d'objectifs proprement militaires, comme il est apparu lors de massacres récents (El Aguacate, 1988 ; Santiago Atitlán, décembre 1990). Certains secteurs de l'oligarchie n'ont jamais renoncé à recourir à l'armée, aux para-militaires et à d'autres tueurs professionnels pour liquider ou prévenir les conflits du travail ou pour protéger leur patrimoine. La police, relayée par les escadrons de la mort, entreprend de "nettoyer" la capitale des délinquants, des enfants de la rue et autres vagabonds. Les règlements de compte de tous ordres se multiplient. Nombre d'entre eux sont liés au narco-trafic.

Le Guatemala est en effet devenu l'une des principales escales, l'une des principales voies de passage dans le transport de la cocaïne de la Colombie vers les Etats-Unis. On y a assisté, en outre, ces dernières années à une rapide expansion de la culture du pavot, sous l'impulsion de producteurs et trafiquants mexicains d'héroïne, importants pourvoyeurs du marché américain. Selon des sources officielles étrangères, notamment américaines, des militaires, des groupes para-militaires, des hommes d'affaires, des hommes politiques, et, peut-être aussi, des groupes restreints de guérilleros ou d'ex-guérilleros, seraient impliqués dans ces activités.

Privés de perspectives idéologiques et voyant se réduire leurs appuis étrangers, les plus militaristes des guérilleros, ceux qui ne peuvent se résoudre à une réinsertion dans la vie civile ou qui, non sans motifs, craignent, s'ils sortaient de la clandestinité, de devenir des cibles pour les groupes d'extrême-droite, peuvent être tentés par des dérives du type de celles qui caractérisent les FARC et l'ELN en Colombie ou Sentier lumineux au Pérou.

Une violence protéiforme et éclatée, qui n'était pas absente dans la phase antérieure mais se trouvait recouverte ou incorporée dans le conflit armé, tend à occuper le devant de la scène.

## Démocratie sans intégration sociale ?

L'une des conditions de la démocratisation était la démilitarisation de la société, et en particulier le démantèlement de l'appareil d'encadrement et de contrôle mis en place dans les campagnes entre 1982 et 1985. Dans ce domaine aussi le gouvernement démocrate-chrétien s'est montré prudent, sinon pusillanime. Le transfert des responsabilités institutionnelles, locales et régionales, des militaires aux civils s'est effectué progressivement, sauf dans quelques zones de conflit.

Dans la plus grande partie des hautes terres, la présence militaire et l'organisation de patrouilles civiles d'autodéfense se sont relâchées. Elles n'ont toutefois pas disparu ; le quadrillage par l'armée est moins étendu et moins contraignant, mais se maintient.

Alors qu'elle était dans l'opposition, dans les années soixante et la première moitié des années soixante-dix, la démocratie-chrétienne avait animé ou soutenu de nombreux projets de développement rural, spécialement dans les régions indigènes. Leur relance figurait dans son programme de gouvernement. Le bilan est décevant. Les moyens mis à la disposition des autorités locales ont souvent été utilisés à des ouvrages dont l'intérêt social ou économique est douteux et ont surtout alimenté la corruption. Les dynamiques de développement les plus performantes se situent en dehors des circuits officiels. Il en est ainsi, par exemple, de l'expansion d'un secteur d'horticulture d'exportation qui a connu une croissance importante dans l'altiplano central.

Contrairement au développement rural, la réforme agraire ne figurait pas au programme de la DC. Sous la poussée d'un mouvement d'invasion de terres sur la Côte Sud et sous l'impulsion de l'USAID, une timide tentative a été faite pour créer un marché foncier auquel puissent accéder les paysans sans terre. L'opposition des propriétaires terriens a suffi à dissuader les autorités d'accorder au projet le financement qu'il requerrait.

Qu'il s'agisse des villes ou des campagnes, les autres dossiers sociaux (emploi, salaires, éducation, santé, justice, sécurité sociale, etc.) n'ont pas reçu un traitement plus favorable. La relance économique, limitée mais réelle, a surtout été bénéfique pour les secteurs qui étaient déjà les plus aisés et aux nouvelles couches dirigeantes. Malgré une réforme de la fiscalité, la capacité de l'administration à prélever des impôts ne s'est guère accrue : le Guatemala demeure un des pays du monde où le pourcentage des revenus fiscaux par rapport au PIB est le plus faible (moins de 10 %). Une fois satisfaits les besoins et les exigences de ses agents et ceux de sa clientèle, l'Etat n'a pas les moyens de faire face à ses obligations et à ses responsabilités dans le domaine des infrastructures et des services publics.

La poursuite et l'approfondissement de la démocratisation demandent une meilleure intégration sociale et celle-ci ne peut être obtenue que par l'intervention d'un Etat plus efficace et plus à même d'imposer un tel projet aux groupes économiques dominants. Une orientation de sens contraire à la doctrine d'une nouvelle droite qui, au Guatemala comme ailleurs, préconise une diminution du poids de l'Etat (ce qui ici reviendrait à le faire quasiment disparaître)

## Démocratie sans intégration nationale ?

Au Guatemala, l'émergence de la démocratie-chrétienne a été solidaire de l'émancipation indienne. Plus qu'aucun autre parti, la DC a contribué à faire participer à l'action collective de larges secteurs de la population indigène : comme clientèle électorale, mais aussi à des postes de responsabilité dans les associations communautaires, les coopératives, les syndicats, les municipalités, et même à des postes de députés. Cette volonté d'intégration était au service d'une stratégie politique mais elle ne se réduisait pas à une simple manipulation ; elle était mise à profit par les indigènes modernistes pour parvenir à leurs propres fins, affirmer leurs revendications et occuper des espaces dont ils étaient jusque-là exclus ou auxquels ils n'avaient accès que dans des conditions d'extrême dépendance.

La victoire de la DC en 1985, en renouant le fil brisé une dizaine d'années plutôt par le refus des militaires de lui remettre le pouvoir, relançait les espoirs qui s'étaient portés sur cette dynamique de démocratisation et d'intégration. La parenthèse de la guerre refermée ou en passe de l'être, de larges fractions de la population indigène ont manifesté leur inclination pour la voie réformiste, progressive et pacifique, qu'ils avaient déjà empruntée naguère et qui avait débouché sur des impasses.

Une nouvelle fois les espoirs ont été déçus, quoique de manière moins brutale et moins tragique. La DC au pouvoir s'est montrée relativement moins audacieuse que dans les années (1964-1974) où elle s'opposait résolument au régime militaire. La "question indienne" a toujours été conçue par elle comme une question essentiellement économique et sociale ; l'intégration nationale est à ses yeux une affaire d'intégration sociale, et l'on a déjà évoqué les insuffisances de sa politique en ce domaine.

La dimension culturelle de la "question indienne" est habituellement perçue, par la nouvelle élite comme par l'ancienne, en termes réducteurs et réifiant : patrimoine, folklore, tourisme... Les meilleures intentions sont sacrifiées sur l'autel des nécessités économiques. Ainsi, les projets du ministre de l'Education Eduardo Meyer visant à rendre officielles certaines langues mayas et à promouvoir une éducation bilingue ont rencontré indifférence et opposition dans son propre camp : "M. Villagrán de León (vice-ministre des Affaires étrangères) s'est pratiquement refusé à ouvrir ce débat, en déclarant péremptoirement qu'on ne vendait pas de café en quiché sur le marché international, que nul indigène n'avait le droit de contester au Ladino le droit à la terre du Guatemala, et que 'ces gens-là' n'avaient qu'à s'intégrer à la civilisation et au progrès".<sup>10</sup>

La participation politique des indigènes reste conçue comme instrumentale, subordonnée et marginale. Comme tous ses prédécesseurs, le gouvernement démocrate-chrétien était un gouvernement ladino homogène et tous les postes de décision et de responsabilité dans l'administration et dans le parti étaient également occupés par des Ladinos (rien n'a changé, sous ce rapport, avec le changement de gouvernement et d'administration en 1991). Les Indiens continuent à être tenus en marge de la scène politique nationale, relégués sur quelques strapontins ou dans des

rôles de figurants. De cette situation, de moins en moins acceptée par les intéressés, l'épisode suivant donne une illustration significative.

La commémoration de l'Indépendance est, chaque année en septembre, l'occasion de divers spectacles et manifestations qui, dans leur mise en scène, sont souvent révélateurs de la représentation que les Ladinos, et singulièrement les dirigeants, se font de la nation. En 1988, l'une de ces manifestations rassemblait, en présence du président Cerezo et d'autres autorités, des élèves d'établissements d'enseignement de la capitale, accédant à leur majorité et donc à la citoyenneté. Etaient également présents une dizaine d'indigènes censés représenter la jeunesse de l'altiplano et amenés là "pour que les gens les voient" (ils étaient en costume traditionnel). Les organisateurs s'ingénierent à déplacer ce groupe à de multiples reprises, l'éloignant du lieu central devant le palais national jusqu'à le reléguer au dernier rang. Ulcérés, les indigènes se retirèrent discrètement, avant le discours du Président qui appelait l'attention des nouveaux citoyens sur leurs responsabilités. Ce n'est pas ce que recherchaient les organisateurs. Leurs rebuffades visaient à remettre les Indiens "à leur place", sur la marge, mais en un lieu suffisamment visible pour qu'ils y tiennent le rôle folklorique qui leur est dévolu au sein de la culture nationale : "Les organisateurs ne cachaient pas leur contrariété, car le retrait des invités des départements enlevait de la couleur à la célébration..."<sup>11</sup>

La relégation et la réduction folkloriques dont sont l'objet les indigènes dans de semblables circonstances sont choses coutumières. Ce qui est par contre nouveau et inattendu (du moins pour les organisateurs), c'est le geste de protestation, encore que, par son caractère muet, comme conduite d'effacement ou d'évasion, il s'inscrive dans la tradition indienne. Habituellement, les Indiens convoqués à des cérémonies officielles sont là sans être là : présents absents. La décision de ces représentants de la jeunesse indienne de se retirer pour protester contre les vexations les fait passer du rôle de figurants à un rôle d'acteurs. Ils deviennent des absents présents et leur acte met en lumière l'une des limites de l'ouverture démocratique, souligne ce qui dans le discours présidentiel sur la nation et le citoyen en fait un discours de Ladino pour les Ladinos, fait apparaître le président ladino comme le président des Ladinos.

\*\*\*

Le 14 janvier 1991 a eu lieu la seconde passation démocratique du pouvoir dans l'histoire guatémaltèque (la première avait eu lieu quarante ans plus tôt, en 1951, entre Arévalo et Arbenz). Jorge Serrano Elias, "premier président évangéliste élu en Amérique latine", s'est présenté comme le champion de l'union nationale ; il s'est dit en mesure d'assurer la réincorporation des guérilleros dans la vie politique, la poursuite de la "professionnalisation" de l'armée ("L'époque des coups d'Etat est définitivement révolue"), l'insertion du pays dans le nouveau marché que Mexicains et Nord-Américains ont entrepris de mettre en place. En avril,

des négociations directes entre la guérilla, le gouvernement et les forces armées, pour mettre un terme à trente années de conflit armé, ont débuté.

Le processus de transition engagé en 1982 suit son cours. Marquera-t-il l'entrée décisive du Guatemala dans la modernité, le passage de l'Etat de barbarie à l'Etat de droit, d'un ordre fondé sur la force et le sang à une société politique reposant sur la régulation des conflits par le dialogue et la représentation ? Le pays de "l'éternelle tyrannie" va-t-il se convertir durablement à un présent démocratique ? Les analyses précédentes donnent un aperçu du chemin qui reste à parcourir.

Avril 1991

## NOTES

(1) Alain Touraine fait très justement remarquer que " le gouvernement d'Arbenz (...) fut moins un régime populaire qu'une tentative très étatique de modernisation dirigée par un capitalisme d'Etat. Les mouvements populaires restèrent constamment subordonnés à l'action de l'Etat, appuyé par le parti communiste" (*La parole et le sang*, Paris, Odile Jacob, 1988, p. 184).

(2) A. Touraine, *op. cit.*, p. 331.

(3) On se réfère par là au mouvement ayant porté les transformations économiques, sociales, culturelles, religieuses et politiques qui, des années trente aux années soixante-dix, ont touché des secteurs importants et de plus en plus larges des communautés indiennes des hautes terres. Cf. Ricardo Falla, *Quiché rebelde*, Guatemala, ed. Universitaria, 1978 et notre article "Mouvement indien et pouvoir ladino", *Ethnies*, n°4-5, Paris, 1986.

(4) Au Guatemala aujourd'hui, Ladino = non indigène. Les Indiens sont environ 60% de la population. Depuis la fin du XIXe siècle, le pouvoir était ladino au sens où toutes les instances de décision dans toutes les branches d'activité et dans toutes les institutions officielles, de la municipalité au sommet de l'Etat, étaient accaparées par des non-Indiens.

Sur l'un des changements survenus dans les dernières décennies, cf. "Le mouvement indien au Guatemala à l'assaut du pouvoir municipal", in J. Revel-Mouroz (coord.), *Pouvoir local, régionalismes, décentralisation*, Paris, IHEAL, 1989.

(5) Le CUC s'est constitué à partir des années 1974-1975 et est apparu publiquement en 1978, avec le projet de conduire un mouvement paysan qui rassemble Indiens et Ladinos pauvres, minifundistes, travailleurs saisonniers et travailleurs permanents dans les plantations, dans une perspective de lutte de classes. Principale cible de la répression, il se voit très vite condamné à rejoindre le mouvement révolutionnaire dans la clandestinité.

(6) Foquisme : de *foco* (foyer) = stratégie de guérilla reposant sur des groupes mobiles de combattants professionnels opérant dans des zones rurales.

(7) Turcios Lima fut, avec Yon Sosa, la figure la plus prestigieuse de la guérilla des années soixante.

(8) La parenthèse démocratique des années 1944-1954 n'invalide pas cette affirmation que le président Cerezo fit sienne dans son discours inaugural : "Démocratie signifie ici un effort de créativité collective. Nous sommes tous acteurs et facteurs de cette innovation".

(9) L'URNG, créée en 1982, regroupe les différentes composantes de la guérilla : EGP, ORPA, FAR, ainsi que, un temps, une fraction du PGT.

(10) *Le Monde*, 25/4/1986.

(11) *La Hora*, 9/9/1988.

**FIGURES DE LA THEOLOGIE  
DE LA LIBERATION**  
(JOURNAL D'AMERIQUE CENTRALE  
A L'EPOQUE DU SANDINISME ; FRAGMENTS) \*

*Philippe Burin des Roziers \*\**

C'est par les prêtres guérilleros que m'est venue la passion de l'Amérique latine. Vivant en Colombie, j'avais pensé écrire une thèse de science politique sur Camilo Torres, ce précurseur. Dans le sillage de la Révolution cubaine, il fut le premier prêtre sur le continent à faire l'option de la violence. Si Camilo est un symbole, c'est comme signe de l'union entre la croix et le fusil. L'itinéraire du personnage est éclairant. Ce fils de l'oligarchie, doué d'un grand charisme personnel, découvrant la sociologie à Louvain, entre en politique et, à bout de patience, à force d'être confronté à l'inertie d'un système imperméable aux velléités réformistes, en vient à se radicaliser lentement, en constituant d'abord son propre mouvement politique (*Frente unido*), puis face à l'échec de cette nouvelle expérience et aussi en conséquence de son isolement, en vient à entrer dans la guérilla, dans les rangs de l'ELN (*Ejército de liberación nacional*), où finalement, il meurt en combat au bout de trois mois. Ce destin linéaire, fulgurant comme le tracé d'une comète, a quelque chose d'un cri prophétique même si l'on peut légitimement s'interroger sur sa lucidité politique : de l'avis unanime, Camilo Torres n'est pas un politicien.

Il est injuste pourtant qu'il soit si facilement tombé dans l'oubli car par delà le personnage, un enjeu considérable apparaît qui est celui de la participation des chrétiens au mouvement révolutionnaire en Amérique latine. En ce sens, Camilo Torres est probablement aussi important que le Che Guevara. Le "Che" lui-même d'ailleurs avait pressenti l'importance de l'événement en affirmant que le jour où les chrétiens deviendraient révolutionnaires, la révolution serait proche en Amérique latine. Fidel Castro, dès 1972, au cours de la conférence des "chrétiens pour le socialisme" de Santiago de Chile, apporte son soutien à ces nouveaux courants en évoquant l'alliance stratégique (et non tactique) entre chrétiens et révolutionnaires. Aujourd'hui, un ouvrage - "Entretiens avec Fidel Castro sur la religion" - réalisé par un dominicain brésilien Frei Betto, est diffusé au Brésil, à Cuba et dans le reste de l'Amérique latine à plusieurs

\* Fragments d'un journal sociologique de voyage en Amérique centrale (inédit). Nous avons délibérément laissé au texte la forme temporelle de l'original, qui le situe dans un moment où l'évolution de la théologie de la libération et celle du sandinisme demeuraient incertaines.(NDLR)

\*\* *Politologue*

centaines de milliers d'exemplaires. Il ne s'agit pas vraiment d'une auto-critique comme cela a pu être dit. Fidel Castro y évoque plutôt les malentendus entre l'Eglise et le régime et une fois de plus confirme la convergence possible entre le christianisme et les mouvements révolutionnaires. Il n'est pas audacieux d'y voir un sens aigu de l'opportunisme politique.

On trouve trace de cette convergence et de cette radicalisation dans les différents pays d'Amérique latine et la théologie de la libération, de façon générale, en fut l'expression bien qu'elle puisse traduire des choix politiques différents. Mais alors que dans l'ensemble du continent les mouvements de guérillas étaient en reflux, c'est en Amérique centrale que la question s'est posée de la façon la plus spectaculaire.

### LA CROIX ET LE SANG (GUATEMALA)

De petits points rouges bougent sous le soleil de midi au fond de la vallée, dans la végétation verdoyante de la montagneuse forêt guatémaltèque. Ce sont les veuves au travail dans les champs, vêtues du *huipil* brodé et de la longue jupe rouge des femmes d'Acul, petit hameau de la zone dite du "triangle ixil" qui s'étend entre les trois *pueblos* (agglomération plus peuplée que le village, mais non urbanisée) de Nebaj, Chajul et Cotzal, dans le nord du département du Quiché, frappé de plein fouet par la violence des dernières années, particulièrement pendant les années noires 1980-1981-1982.

Le gros de l'orage est passé, mais le traumatisme secoue encore le pays ixil, ce bout du monde sans communication téléphonique, où de rares bus hebdomadaires assurent le transport sur des chemins caillouteux et dont la population, indigène à 95 %, parle mieux l'ixil que l'espagnol : les hameaux détruits sans exception, avec pour seuls vestiges, à quelques centaines de mètres des nouvelles baraques, l'herbe brûlée, les tuiles couleur de cendre, les poutres carbonisées, une marmite trouée de balles, et dans chacun de ces hameaux, des dizaines de veuves et d'orphelins.

La guerre est passée par là, psychologique, idéologique et militaire, entre la guérilla et l'armée, avec la population pour enjeu, et si la répression s'est abattue, impitoyable, de 1980 à 1982, c'est parce que la guérilla risquait de la gagner.

Le choc s'est produit en 1982, "au temps de Lucas" (le général-président Lucas García) : une chirurgie sans sentiment, une amputation brutale sur laquelle les témoignages abondent : hameaux brûlés avec l'église pour seul vestige, familles entières ligotées à l'intérieur des maisons en flammes, petits enfants accrochés, suppliants aux jambes des militaires, jetés au feu, femmes violées par les soldats. Dans le hameau d'Asich, Doña Luisa, seule rescapée de sa famille parce qu'elle a pu se protéger sous un chaudron, a perdu la vue, les yeux brûlés. Marfa, un peu forte, le visage plein, le sourire et le regard très doux, vit dans le hameau d'Acul avec ses deux fils. Veuve depuis quatre ans -elle avait dix-huit ans-, elle raconte comment ils ont tué son mari : "Ils ont rassemblé les hommes, en ont choisi trente-deux au hasard, qu'ils ont enfermés dans l'école pendant

qu'ils faisaient creuser une vaste fosse dans le cimetière ; puis là, ils les ont abattus, un à un, d'une balle dans la nuque". A Cotzal, raconte le sacristain, le commandant, inspectant les cadavres amassés a demandé : "Et celui-là, il avait des armes chez lui?" et d'ajouter sans plus, devant la négative : "Ah bon, alors il n'en était pas..."

Pourquoi cela s'est-il passé ? "On ne sait pas... Allez savoir". L'amnésie paraît avoir gagné l'ensemble de la population comme si personne dans le passé n'avait jamais entendu parler de la "subversion", qui semble une plaie soudainement tombée du ciel pour troubler la paix de la campagne. Une majorité de la population pourtant, "presque tout le monde, affirme l'instituteur d'Asich, appuyait la guérilla et beaucoup cachaient des armes chez eux".

L'armée a désigné l'Eglise catholique comme le principal coupable et en a fait un bouc émissaire. A Chajul, en 1980, le prêtre espagnol a été tué à 8 kilomètres du village. A Cotzal, le *padre* Ramón a eu le temps de s'enfuir. A Nebaj, le *padre* Javier et le sacristain Joaquín ont disparu, "personne ne sait où", ce qui dans le langage énigmatique des indigènes signifie : " Ils sont partis pour la montagne." L'Action catholique a été décimée, les lieux de cultes saccagés et pillés, les couvents occupés par l'armée jusqu'à une date récente. La vaste église de Cotzal est vide. Les bancs, une cloche ancienne, les ciboires et l'ostensoir d'argent ont été emportés, de même que, dans le bâtiment contigu, les tables, les chaises et le matériel de cuisine. Les vitres aujourd'hui encore sont brisées. Le culte a été suspendu, les églises fermées pendant plusieurs mois, les réunions à motif religieux interdites. Comme être catholique constituait une présomption de culpabilité, la réaction naturelle de la population fut de fréquenter les temples évangélistes, qui se sont multipliés en quelques mois : c'était gagner un certificat de bonne conduite politique.

Au sein de la population, les avis sont partagés. Certains estiment que les prêtres ont donné de "mauvais conseils", opinion que l'on trouve fréquemment chez les évangélistes, mais aussi chez les catholiques de la "coutume" qui pratiquent une religion syncrétique où se mêlent la vénération des images et les rites antiques de la civilisation maya. L'ancien instituteur de Chich, *ladino* et catholique, attentif par instinct de survie à se maintenir depuis des années dans une position de neutralité vigilante, affirme, un peu amer, se souvenir d'avoir été traité d' "abrutit et de stupide" par le *padre* Javier, parce qu'il avait osé dire que "le communisme n'est pas la solution pour l'Amérique latine". Il se rappelle aussi avoir vu des caisses très lourdes dans la maison paroissiale et il est convaincu qu'elles contenaient des armes. Mais d'autres demeurent dubitatifs : "On dit ça, mais on ne peut pas savoir."

L'actuel évêque, qui est arrivé dans le diocèse en 1983, après le paroxysme de la violence - l'ancien évêque avait dû fuir - récuse ces accusations comme d'ailleurs les jeunes prêtres guatémaltèques qui ont pris la relève des missionnaires étrangers : "Leur pastorale de développement intégral était irréprochable", affirme-t-il. Pas de doute pourtant que cette pastorale engagée sur le plan social, ait facilité l'implantation de l'*Ejercito guerrillero de los pobres* (EGP, guérilla d'orientation pro-cubaine) implanté en pays quiché depuis le début des

années soixante-dix, et que l'Action catholique, à travers certains de ses membres, ait ici et là servi de relais entre la guérilla et la population indigène.

Le traumatisme fut si violent que, dans beaucoup de villages, toutes les familles ont suivi la guérilla dans la montagne, les uns par sympathie, la plupart par peur des militaires ou sous la contrainte. A Acul, après que les militaires se sont retirés, raconte Violeta, la guérilla à son tour a envahi le village et nous a expliqué que si on restait là les militaires allaient tous nous tuer. Alors, dans la montagne, pour des milliers de vieillards, d'hommes, de femmes et d'enfants, le cauchemar a continué : le froid et la pluie, la faim - manger des racines, des herbes - et l'angoisse, car l'armée était aux trousses.

## CHRISTIANISME ET MOUVEMENT SANDINISTE

Au Nicaragua, si la participation des chrétiens au processus révolutionnaire fut considérable, il faut pourtant souligner que celui-ci fut l'oeuvre d'un consensus presque total de la société contre la dictature somoziste. Ainsi, au même titre que le secteur privé, l'Eglise institutionnelle, sans être radicale, a appuyé le changement de régime aux côtés d'autres courants qui eux, dès l'origine furent radicaux. Comme la bourgeoisie, la hiérarchie catholique a commencé de critiquer la dictature à partir des années soixante-dix, et particulièrement au lendemain du tremblement de terre de 1972. A deux reprises, Mgr. Obando a servi de médiateur entre la guérilla et le gouvernement, ce qui montre qu'il disposait d'un capital de confiance suffisant de la part des guérilleros. Sa critique est finalement devenue suffisamment nette pour le conduire à légitimer en 1978 l'usage de la violence : Mgr. Obando fut qualifié par les somozistes de "comandante Miguel". Aujourd'hui encore, pour beaucoup d'exilés nicaraguayens, même si politiquement Mgr. Obando incarne la résistance au sandinisme, il porte en lui l'image de l'homme qui a pacté avec le sandinisme.

Mais il y eut aussi au Nicaragua un christianisme révolutionnaire, bien que malgré la présence de quelques figures symboliques, il ait été dans l'ensemble plutôt moins structuré qu'au Salvador ou au Guatemala.

Gaspar García Laviana, prêtre espagnol mort en 1978 dans les rangs du front sud, est vénéré aujourd'hui par les sandinistes parmi ses martyrs les plus prestigieux et comme le plus pur symbole de la convergence entre chrétiens et révolutionnaires. L'audace d'un Gaspar García, comme celle d'un Camilo Torres, est d'avoir franchi le pas, d'avoir fait l'option des armes au point d'y perdre sa vie. Ce fut le terme d'une lente radicalisation où comme prêtre de paroisse à San Juan del Sur, il était amené à connaître les difficultés des petits paysans. Porté par le renouveau consécutif aux assemblées de Medellín et de Puebla, où l'Eglise latino-américaine avait énoncé son "option préférentielle en faveur des pauvres", Gaspar en est venu à s'identifier chaque fois plus à la cause des paysans. Comme Camilo, c'est à travers la question de la terre, par lassitude de se heurter à des murs qu'il a fait le choix de la violence, et s'est rapproché du Front

sandiniste auquel il s'est finalement intégré. Immortel, le personnage appartient désormais à l'imagerie officielle, comme martyr "Comandante Gaspar García Laviana", vêtu de l'uniforme vert-olive, du béret basque, la kalachnikov en bandoulière.

La silhouette d'Ernesto Cardenal, prêtre, poète et ministre, qui se qualifie lui-même de "prophète", est facilement reconnaissable : longue chevelure et barbe blanches, nez régulier un peu rougi, éternels jeans et chemise blanche d'artisanat. L'itinéraire du personnage mérite attention. Ernesto Cardenal est fils de l'oligarchie. L'évêché sur la grand-place de Granada fut un don généreux de sa famille au diocèse. Il a grandi poète comme ses cousins Coronel Urtecho et P. A. Cuadra. Il entre tardivement dans les ordres comme moine trappiste à l'abbaye de Gethsémanie, aux Etats-Unis où il subit l'influence de Thomas Merton, maître des novices, qui le laisse écrire de la poésie. Il quitte la trappe pour raisons de santé et tente une nouvelle expérience chez les bénédictins puis quitte définitivement les Etats-Unis.

Ernesto n'a jamais délaissé l'idéal monastique : c'est au Nicaragua qu'il le réalise en fondant sa propre communauté, sous l'inspiration et avec l'appui, dit-il, de Thomas Merton. Le lieu choisi, l'île de Solentiname, est paradisiaque, à deux heures de la ville de San Carlos par le bateau à moteur, sur l'immense lac du Nicaragua, parmi les autres îles de l'archipel, dans le calme d'eaux immobiles et la familiarité d'une multitude d'oiseaux. Ce projet monastique avait plusieurs dimensions, spirituelle, communautaire, artistique. La communauté prit forme autour de deux prêtres, d'un couple et de quelques paysans de l'île. A cause de l'"aura" dont bénéficiait E. Cardenal dans l'intelligentsia latino-américaine, des visiteurs prestigieux affluaient. L'amour de Cortazar pour le Nicaragua remonte à cette époque. 1972 fut une date décisive dans la vie d'Ernesto Cardenal, qualifiée par lui-même comme la date de sa deuxième conversion : ce fut la découverte de Cuba qu'avec émerveillement il compare à un monastère. Solentiname sera donc de la même façon l'embryon de l'utopie socialiste mais de plus en plus une sorte de laboratoire de la convergence, impossible à Cuba, entre chrétiens et révolutionnaires. La communauté devait "aller au peuple". L'art, la peinture naïve et la poésie, devaient venir des paysans eux-mêmes. De même, l'Evangile devait être lu à partir de l'expérience des pauvres. Il s'agissait en réalité d'une conscientisation nettement politique. Dès le début des années soixante-dix, le contact avait été établi avec le Front sandiniste. Il était donc normal que la communauté participe activement à la première insurrection de 1977, organisée par la tendance "terceriste" du Front, qui, sans aboutir au renversement de Somoza, a démontré aux deux autres tendances du sandinisme que les conditions d'une insurrection générale étaient réunies. L'attaque de San Carlos fut organisée à partir de l'île de Solentiname : l'un des membres de la communauté est mort. Les autres, poursuivis par la Garde nationale, ont fui à travers les marais, vers le Costa Rica. Ernesto Cardenal, arguant de sa volonté pacifiste, s'était envolé pour San José où, participant au "comité des douze", il a joué un rôle de séducteur de l'opinion internationale.

Mais si Solentiname fascine par son côté idyllique, son histoire est d'une importance marginale. En réalité, l'action des chrétiens dans le mouvement révolutionnaire fut beaucoup plus important ailleurs, bien que de façon moins spectaculaire.

Au cours de la lutte contre la dictature somoziste, la jeunesse urbaine des collèges et des universités a joué un rôle décisif. Il fallait pour cela une tolérance, une complicité, voire une influence directe de la part des congrégations religieuses. On retrouve d'ailleurs là la même ambiguïté quant aux objectifs de l'action politique. Dans certains cas - celui par exemple des salésiens de Masaya dont l'influence sur la population indienne de Monimbó explique l'enthousiasme de sa participation à l'insurrection de 1977 - la lutte contre la dictature ne s'accompagne d'aucun projet utopique. Pour cette raison, les salésiens, qui dans l'intervalle n'ont pas changé d'opinion, sont jugés comme étant un ordre réactionnaire. Par contre, dans le cas d'autres congrégations religieuses, cette lutte s'accompagnait d'un projet délibérément utopique. Il en fut ainsi pour la compagnie de Jésus. Ce fut en réalité le terme, au sein de la congrégation d'une véritable lutte pour le pouvoir entre modérés et radicaux que ces derniers réussirent finalement à emporter. L'élection du Père César Jerez, guatémaltèque, comme supérieur de la Province centre-américaine, est probablement un moment décisif. C'est l'occasion de nommer à tous les postes clés - séminaires, écoles, universités - des représentants du groupe des radicaux. Au Nicaragua, l'accès de la nouvelle équipe à la tête de la *Universidad centro-americana* (UCA) ouvre littéralement la porte de l'université catholique au Front sandiniste. Il s'agit d'un véritable basculement dans la mesure où cette institution, fondée dans les années soixante, avait été conçue comme un contrepoids à l'université nationale (UNAM) dont le radicalisme inquiétait la bourgeoisie. Le premier recteur était même, par sa femme (Debayle), un cousin de Somoza et le terrain sur lequel avait été fondée la UCA fut donc gracieusement offert par le tyran. Or, ce basculement de l'université explique en bonne partie l'entrée massive des fils de l'élite sociale dans la mouvance révolutionnaire ; beaucoup parmi les dirigeants sandinistes ont été formés par la Compagnie.

Mais il y eut aussi d'autres formes, nombreuses, de collaboration et de participation. L'une d'elles tenait à l'immunité des secteurs liés à l'Eglise. Le prêtre en tant que prêtre bénéficiait d'une considération, d'un respect, d'une peur que suscite le sacré, y compris de la part des plus brutes parmi les gardes somozistes. De ce fait, ils pouvaient apporter une contribution à la mesure de leur niveau de "conscience" ; cacher des combattants, des armes, fournir de l'alimentation, des médicaments, apporter des informations. Ce qui a pu caractériser la révolution sandiniste, c'est l'ampleur d'un tel mouvement, dans la mesure où précisément, il existait un consensus contre le tyran. Il n'était pas nécessaire d'être un partisan chaleureux de la théologie de la libération pour s'exposer en collaborant avec des sandinistes. Autant que le jésuite ou le dominicain, le curé de campagne pouvait être un héros. Mais il existe aussi une autre forme de coopération, plus politique bien que ne dépassant pas le niveau de la pastorale : c'est celui de la "conscientisation". Dans des sociétés encore

largement rurales, comme c'est encore le cas pour le Nicaragua, aucun discours politique ne peut être efficace s'il n'intègre pas les valeurs religieuses traditionnelles. Dans ce processus de "conscientisation", qui tend à faire apparaître la convergence voire l'identité entre les objectifs révolutionnaires et l'exigence évangélique, le rôle des prêtres ou des laïcs chrétiens tels que les "délégués de la parole", revêt une importance cruciale pour diffuser en le traduisant, le discours révolutionnaire.

## L'ARCHEVEQUE MARTYR (SALVADOR)

Mais il faut se garder de simplifier : en Amérique centrale, les Eglises ont toutes des visages différents, qu'il s'agisse de la composition de l'Eglise dite "populaire", de l'Eglise dite "hiérarchique", des rapports entre l'une et l'autre, ou encore des situations politiques spécifiques qui appellent à leur tour des réponses appropriées.

Il existait certes au Nicaragua, avant la révolution, un certain nombre d'organisations chrétiennes mais généralement dans des domaines spécialisés. Il n'y avait pas en réalité un important mouvement ecclésial organisé autour des "communautés de base". La participation des chrétiens à la révolution s'est donc organisée plutôt à titre individuel, comme une adhésion *a posteriori* à des structures déjà existantes. Au Salvador et au Guatemala, le rôle des organisations chrétiennes fut plus dynamique encore dans la mesure où dans les deux pays, la genèse et le recrutement de certains mouvements de guérilla s'est faite à partir de mouvements paysans d'origine chrétienne. De même, le mouvement des *Comunidades eclesíasticas de base* (CEB) était beaucoup plus organisé au Guatemala ou au Salvador qu'il ne l'était au Nicaragua avant l'insurrection.

Il existe aussi des différences sensibles en ce qui concerne les églises hiérarchiques, c'est-à-dire les conférences épiscopales. Mgr. Obando, l'archevêque de Managua, qui par l'intransigeance de ses propos s'est acquis une image d'homme conservateur, avait au contraire, réputation d'un homme plutôt réformiste, proche de la démocratie chrétienne. S'il y eut un homme conservateur, ce fut sans aucun doute l'archevêque de Guatemala, Mgr. Casariego. Mais proche des militaires, il était isolé au sein d'une conférence épiscopale relativement ouverte. La situation salvadorienne est à peu près inverse puisque Mgr. Romero était, à l'exception du soutien de Mgr. Rivera y Damas, totalement isolé au sein de la conférence épiscopale.

L'itinéraire d'un Mgr. Romero est exceptionnel. Pour la première fois un archevêque en Amérique latine, au lieu de freiner un mouvement issu de la base, s'en faisait l'accélérateur. Son histoire est d'autant plus paradoxale qu'il avait été élu président de la conférence épiscopale à cause de ses positions conservatrices. Mgr. Romero était lié à l'*Opus dei*. "L'esprit saint a dû se tromper" avaient alors dit les jésuites. Pourtant, à peine trois mois après son élection, le nouvel archevêque se convertissait brutalement sous le coup de l'émotion, après l'assassinat d'un jésuite, le père Rutilio Grande, homme de grande sensibilité et de grande fragilité qui s'était consacré à la pastorale en milieu rural auprès des paysans. A

compter de cette date, Mgr. Romero s'est rapidement radicalisé. Ce qu'il y a de nouveau dans sa démarche est la façon dont il cesse d'être arbitre pour prendre parti délibérément en faveur du mouvement populaire, ce qui, dans le contexte très spécifique de l'année 1980 au Salvador, revenait à prendre parti pour la guérilla contre le pouvoir en place. La différence avec l'attitude d'un Mgr. Obando dans le Nicaragua somoziste est très nette ; alors que l'archevêque de Managua n'accompagne pas sa dénonciation d'un projet utopique, il est clair que celui de San Salvador s'identifie au projet révolutionnaire. La mort spectaculaire de Mgr. Romero, en pleine consécration, debout derrière l'autel de la cathédrale, fait penser à celle du journaliste P. J. Chamorro, directeur du quotidien *La Prensa* au Nicaragua, dans la mesure où dans les deux cas, il s'agit des personnalités d'opposition les plus charismatiques. Vu le coût politique de ces opérations, l'on pouvait penser que les vrais auteurs en avaient été non pas les pouvoirs en place, Somoza ou l'extrême-droite salvadorienne, mais les guérilleros. Pourtant, si l'hypothèse est partiellement plausible dans le cas du Nicaragua et s'il est probable en tout cas que l'assassinat n'est pas imputable à Somoza, il paraît certain, dans le cas du Salvador que malgré le coût, il devenait nécessaire pour la droite de "sacrifier" l'archevêque, tant son charisme était fort.

## RELIGION ET POLITIQUE ; PROPHÉTIE ET MEDIATION

Il se présente au Nicaragua au lendemain de la révolution une situation nouvelle : pour la première fois des chrétiens révolutionnaires se retrouvent dans une position non plus de critique du pouvoir établi mais du côté du pouvoir. D'une certaine façon, le Nicaragua devient une sorte de laboratoire où il est possible de tester la cohérence logique du discours théologique sur la "libération". Le concept de "prophétisme" est l'un des concepts importants d'une telle théologie : est prophétique l'Eglise de la base, qui identifie sa lutte à la cause de la justice en faveur des pauvres, par opposition à une Eglise institutionnelle qui n'a pas rompu avec un schéma de chrétienté, c'est-à-dire de subordination au pouvoir politique en place, qui est celui des classes dominantes. Mais dans la tradition biblique, le prophète est précisément celui qui critique le pouvoir établi, quel qu'il soit. Qu'en est-il donc d'une telle fonction prophétique lorsque le pouvoir institué est un pouvoir dit "populaire", qui se présente comme une avant-garde du peuple? Au lendemain de la révolution, dès 1980, une forte scission s'est produite au sein de l'Eglise nicaraguayenne entre précisément l'Eglise hiérarchique dominée par la figure de Mgr. Obando et l'"Eglise populaire", mais dans la situation paradoxale où la première se retrouvait précisément dans une situation de dénonciation et de critique et la seconde de légitimation et de soutien.

Si l'Eglise populaire a défini sa position comme celle d'un "appui critique" au pouvoir, les signes d'une action légitimatrice l'emportent largement sur ceux d'une critique qui ne s'exerce jamais sur des enjeux importants. Il y a comme une connivence, une complicité entre les groupes chrétiens et les dirigeants sandinistes. Il n'existe d'ailleurs pas une

position politique spécifique des chrétiens en tant que tels si bien que l'identité chrétienne n'est pas en soi un critère de pluralisme politique. On retrouve plutôt parmi les chrétiens le même éventail de différences que l'on trouve par exemple au sein du front sandiniste. Il est clair par exemple que le "Tayacán", l'hebdomadaire des communautés de base, a pour seule fonction de traduire dans un discours religieux la vérité du discours officiel. Il est significatif également qu'un prêtre, le père Fernando Cardenal, en tant que ministre de l'Education, apporte sa légitimation à un système éducatif extrêmement monolithique et idéologique, ou encore qu'aucune critique n'ait été apportée aux décisions de fermeture du quotidien *La Prensa* ou de *Radio Católica* en 1986. Si l'on peut parler de "prophétie", il s'agit de l'annonce d'une histoire close, dont le déroulement est déjà connu, dont la vérité ne peut être mise en cause. "La vérité, c'est la révolution", a écrit Ernesto Cardenal. Mais cette prophétie dogmatique demeure étrangement sourde à la réalité du quotidien tel que le vit un peuple lassé d'un pouvoir qui reproduit la tyrannie et qui, plus encore que par le passé, restreint les espaces de liberté et l'accès aux biens matériels.

Paradoxalement, c'est donc l'Eglise hiérarchique, traditionnellement présentée sous l'image rétrograde d'une Eglise a-historique, manipulée à l'intérieur par le secteur privé et à l'extérieur par les Etats-Unis, qui est vraiment à l'écoute du peuple et en porte les espérances, à la fois parce qu'en tant qu'organisation de la "religion populaire", c'est-à-dire des fêtes religieuses, elle rejoint le peuple dans sa culture profonde, mais aussi parce qu'en dénonçant sans ambiguïtés la politique gouvernementale, elle se pose en protectrice de la société contre l'Etat et ceci sur des sujets aussi concrets que la question des Indiens miskitos de la côte Atlantique, le nouveau système éducatif, ou la confusion entre le parti et l'Etat à laquelle se prête le service militaire patriotique. Mais il est vrai aussi que ces dénonciations ne sont pas absolument pures, dans la mesure où l'Eglise se constitue en un nouveau pouvoir, en contre-Etat, et devient de ce fait un enjeu politique de premier plan.

Le point le plus délicat dans les relations entre l'Eglise et l'Etat est le refus de l'Eglise hiérarchique de dénoncer la légitimité de la contre-révolution et de condamner l'aide apportée par les Etats-Unis. L'Eglise catholique exige que simultanément à la condamnation de l'intervention nord-américaine soit condamnée l'ingérence des pays du camp socialiste et qu'un vaste dialogue incluant la contre-révolution soit organisé, sans lequel une réconciliation nationale ne serait pas envisageable.

L'analogie avec la situation salvadorienne est grande dans la mesure où la même Eglise s'efforce de mettre un terme à la guerre et d'être l'arbitre entre la guérilla et le gouvernement. Il n'est pas facile de succéder à Mgr. Romero. A l'homme de la "dénonciation prophétique", qui avec tout le poids de son charisme propre avait pris parti et créé une situation à ce point insoutenable que seule sa mort pouvait apporter un dénouement, succède l'homme de la médiation et de la conciliation. Paradoxalement, Mgr. Rivera y Damas avait longtemps été le plus progressiste des évêques de la conférence épiscopale, jusqu'à ce qu'au lendemain de sa conversion, Mgr. Romero se radicalise brutalement. Bien que plus modéré, Mgr.

Rivera y Damas fut le seul parmi les évêques à le soutenir, de même qu'il fut le seul à assister à son enterrement. S'il assume et avec lui l'ensemble de l'Eglise hiérarchique une position médiatrice, cela tient sans doute en partie à des raisons de tempérament mais aussi à un changement de circonstances : la dénonciation prophétique de Mgr. Romero en 1980 coïncidait avec les mois de plus forte tension politique et avec la perspective d'un possible basculement, alors qu'aujourd'hui, ce qui retient l'attention est la situation bloquée d'une guerre interminable dont la population, et les paysans en particulier, payent quotidiennement le prix. S'il est respecté, Mgr. Rivera y Damas n'est pas aimé par la gauche, dans la mesure où son refus de prendre parti passe pour un excès de prudence et pour une convergence tacite avec les positions de la démocratie chrétienne. Moins "spectaculaire" que celui d'un Mgr. Romero, on peut se demander si son "discernement" qui est aussi un des attributs de la prophétie, n'est pas plus grand. Il veille de près à ce que les symboles chrétiens et plus que tout, la figure de Mgr. Romero, ne soient pas manipulés politiquement. Prudent à l'égard du radicalisme chrétien des communautés de base par exemple, il ne jette pas l'anathème, cherchant ainsi à préserver l'unité ecclésiale, ce en quoi il se distingue d'un Mgr. Obando qui au Nicaragua a condamné à plusieurs reprises l'Eglise populaire. Il arrive par exemple que Mgr. Rivera y Damas concélébre la messe des prêtres qui accompagnent la guérilla. Avec la patience d'un paysan, il s'efforce, à partir de l'unité de l'Eglise, de reconstituer un tissu politique déchiré.

## ARRETS SUR IMAGES

### La révolutionnaire et le soudard (Nicaragua)

A Siuna, ville minière, au nord du département du Zelaya, j'étais allé enquêter sur la participation des chrétiens à la révolution. Sur la route splendide entre Siuna et l'Hormiguero, je m'attendais à voir surgir à tout moment l'un de ces monstres que les sandinistes me décrivaient, l'un de ces coupeurs de tête, comme si le fantôme de l'instituteur cubain retrouvé décapité sur le chemin, errait dans la forêt au milieu des feux-follets et de la "patte seule". Marcher vite, ne penser à rien, contrôler la respiration. Ils ont, m'avait-on dit les mêmes uniformes, mais on les reconnaît à leurs bottes et à leurs armes. Si je les voyais surgir dans le feuillage à travers les taillis épais dominés par des arbres immenses, quelque part au long de la route droite, il n'y aurait plus qu'à décamper. Par coïncidence, ces deux soldats de la "contra" rencontrés à El Paraíso dans la demeure du dentiste nicaraguayen, qui m'avaient dit s'être battus ici, près de Siuna, étaient "en chair et en os" ces monstres qui rôdaient parmi les feuillages. Et ces simples paysans, l'émotion dans la voix, évoquaient de leur côté les abominations commises par les sandinistes, ces "monstres athées, ces tueurs de femmes, d'enfants et de vieillards".

J'avais été particulièrement surpris par l'importance du rôle des "leaders religieux" dans les coopératives. A l'Hormiguero, le président était aussi

délégué de la parole. Le soir nous avons prié ensemble au cours d'une neuvaine pour un défunt. Vêtu de vert-olive comme il aurait pu l'être d'une soutane, le M 16 un instant posé à terre, il trébuchait sur le texte biblique dont ensuite, avec une touchante naïveté, il exprimait la substance révolutionnaire. Il y avait aussi des "missionnaires laïques" recrutés et formés par les paysannes de la région. Dans son emportement, l'une d'elles avait condamné la tiédeur d'une religieuse nord-américaine, adepte de la non-violence : si elle n'avait pas le courage de prendre les armes, c'est qu'"elle n'avait rien à faire ici". Elle jugeait aussi sans pitié, les habitants d'une coopérative jumelle de l'autre côté de la rivière, monde perdu où l'esprit du mal régnait encore, corrompu par la mentalité capitaliste, pour la seule raison qu'on y trouvait une vente où cigarettes et alcools s'achetaient librement. C'est à cette buvette, d'ailleurs que j'avais rencontré ce grand cavalier, à barbe blanche et cheveux frisés qui aurait pu figurer parmi les compagnons d'Aguirre. Il s'appêtait à monter sur son cheval pour s'enfoncer par des sentiers étroits loin des coopératives vers l'intérieur de la forêt : pourquoi n'y allais-je pas de mes propres yeux me rendre compte de ce qu'est la vie des paysans, du sort qui leur est réservé, m'avait-il lancé, ivre de rhum et rigolard en chaussant l'étrier.

### Santa María de los Angeles / La Purísima

L'Eglise populaire, à ne pas confondre avec la religion populaire, s'efforce de canaliser la religiosité vers le pouvoir dont elle apparaît comme un relais. En réalité, cette tentative, au Nicaragua, ne s'est pas révélée efficace. L'Eglise populaire, dont le nom en créant l'illusion d'une participation massive prête à confusion, se définit comme la somme de plusieurs institutions qui, si elles sont politiquement très actives, sont minoritaires, pratiquement marginales. Les "communautés de base", par exemple, n'ont aucune importance significative au niveau national, même si au hasard de leurs implantations, elles peuvent en avoir localement. Certaines églises, telle celle du père Molina, Santa María de los Angeles, parcours obligatoire du tourisme politique, peuvent faire illusion. La messe du père Molina est un beau spectacle. On y est pris par un sentiment de modernité, à cause de l'architecture de l'église, du style des fresques. Il suffit pour s'émouvoir d'écouter l'orchestre chanter la *misa campesina*. Par son charme et son éloquence, le père Molina ne peut que séduire. Et pourtant, par delà le spectacle, le message bien que chargé d'une intensité proche du fanatisme, est pauvre, réducteur, comme le motif de la fresque principale au-dessus de l'autel où le milicien qui porte Jésus détaché de sa croix est le peuple armé, l'avant-garde du peuple. Cette version franciscaine de l'amour pour les pauvres est porteuse d'un schéma léniniste.

Tout autre chose est la religion populaire qui est la pratique par le peuple "en chair et en os" de sa propre religion. Face à une Eglise populaire marginale, elle est une religion de masse, vécue dans les foyers, autour des autels à la vierge, le jeudi dans les églises pour la *Sangre de Cristo* ou dans la rue, en procession, lors des fêtes patronales. La *Santo Domingo*, en août, plus païenne que chrétienne, est sans doute la fête qui mobilise les

plus vastes foules. Mais chaque ville organise ses fêtes patronales au cours desquelles les processions religieuses s'accompagnent de spectacles de tauromachie, de danses traditionnelles et de la violence qu'engendre l'alcool. La fête religieuse par excellence, plus importante que Noël ou Pâques, est la *Purísima* (l'Immaculée conception), rythmée en permanence pendant neuf jours du *Quién causa tanta alegría?* auquel la foule répond *la concepción de María!*. Elle se célèbre plutôt la semaine précédant le 8 décembre, dans l'ensemble du pays à l'exception de la côte Atlantique.

Dans la moiteur du soir, à Granada, la foule déambule dans les rues pour la dernière procession de la neuvaine. Debout sur le carrosse bariolé de papiers de couleurs que remorque un tracteur, des filles jeunes et innocentes avec des ailes de carton figurent des anges. Un orchestre suit avec la grosse caisse, la contre-basse, la trompette, reprenant inlassablement les hymnes traditionnels à la vierge, psalmodiés pendant neuf jours. Les riverains ont installé leurs fauteuils à bascule sur les trottoirs. Par les portes et les fenêtres grand'ouvertes des demeures à haut plafond, aux vastes façades, on découvre l'enfilade des pièces avec les fauteuils en osier blanc et, au fond, le patio envahi de plantes. Les filles, très fardées, habillées de leur plus belle robe, chuchotent entre elles et cherchent leur *novio* dans la foule. Les *Granadinas* passent pour être les plus belles filles du Nicaragua. Les vieillards, qui au cours de leur vie ont dû connaître Zelaya et ont dû participer à des bals où dansaient des *marines* américains, assistent, impassibles, à la procession, cette seule constante de leur histoire. Avant d'entrer dans la cathédrale, la procession passe devant les demeures les plus opulentes de la ville, sur la place. Tout le monde - ce qu'il reste du "beau monde" de l'aristocratie granadine - se précipite sur le balcon. Les détonations de pétards atteignent au paroxysme. Lorsque la vierge entre dans le temple, la foule en délire agite des mouchoirs blancs. Marie est conduite derrière l'autel avec son manteau bleu, le regard pudiquement tourné vers le sol, portant Jésus dans ses bras.

Entouré d'une équipe de séminaristes, un prêtre anime la procession comme un meeting politique. Il crie dans son porte-voix des slogans qui sont l'exacte réplique de ceux que scandent les sandinistes. Le *María de Nicaragua* aussitôt inversé en *Nicaragua de María* réaffirme, comme en Pologne Notre-Dame de Czestochowa, le droit inaliénable de la mère de Dieu sur la patrie, qu'un pouvoir immanent à aspiration totalitaire, prétend s'approprier. La dualité des couleurs, nationale et vaticane, répond à la dualité nationale et sandiniste, de la même façon que la triple invocation du Christ ou de Marie répond à la triple invocation de Sandino ou d'Ortega. Le *viva Nicaragua católico* réaffirme l'appartenance à la culture occidentale et chrétienne, ce qui traduit par la critique de l'alliance avec le "camp de l'athéisme", une option géo-politique implicite. Enfin, plus concrètement, contre un pouvoir totalitaire, le nom des chefs religieux charismatiques, Jean-Paul II ou Mgr. Obando, sont invoqués avec plus de passion encore, comme un ultime espoir dans le quotidien.

## María de Nicaragua / Vierge de Czestochowa

La comparaison entre les situations nicaraguayenne et polonaise s'impose. Dans les deux cas, la vie politique est largement déterminée par la confrontation, comme dans une partie de bras de fer entre l'Eglise et l'Etat. Ceci suppose une Eglise structurée, disciplinée, hiérarchisée. Dans les deux cas, l'Eglise catholique apparaît comme l'animateur de la religiosité populaire, situation différente de celle d'un pays comme le Guatemala où la dimension essentiellement synchrétique de la religiosité porte en elle des germes de rupture avec l'Eglise hiérarchique. Au Nicaragua, ce lien étroit explique, comme en Pologne pour Mgr. Wyzinski, l'admiration proche de la dévotion, la confiance totale pour le chef de l'Eglise locale Mgr. Obando. Malgré la caricature qui en est faite d'un personnage vaniteux, Mgr. Obando excelle à jouer le rôle d'un pasteur qui est en même temps le reflet d'un peuple avec lequel il communique et qui en retour s'identifie en lui. On pouvait mesurer la force de ce charisme lorsque par exemple à l'issue du congrès eucharistique de 1987, après les applaudissements dont bénéficiaient les prêtres, religieux, évêques étrangers puis la mère Térésa de Calcutta, la tension atteint au paroxysme, à en faire monter les larmes aux yeux, lorsque vint le tour de Mgr. Obando dont la foule scandait le nom. Comme en Pologne encore, l'Eglise devient face à l'Etat le principal pôle de la vie politique, son animateur et coordinateur, dans la mesure où par sa tradition, sa structure, elle résiste mieux que les autres espaces. Elle ne prétend pas réduire les autres lieux de résistance de la société mais en assume au contraire la protection. C'est à ce titre que l'Eglise catholique a dénoncé successivement l'affaire des Indiens miskitos, mis le doigt sur le problème de l'enseignement, critiqué à propos du service militaire l'identité entre le parti et l'Etat. Le rôle de l'Eglise est peut-être plus sensible encore au Nicaragua qu'en Pologne dans la mesure où, en Pologne, la société a été enrichie par une longue histoire de résistance -ce qui explique qu'un mouvement social tel que Solidarnosc ait pu s'y développer -, et dispose d'une culture qui en accédant à la modernité s'est affranchie de la tradition religieuse. Au Nicaragua, plus rurale et moins laïcisée, la société est plus directement identifiée à la religiosité.

Si les rapports avec l'Etat sont identiques dans les deux cas, il existe pourtant des différences dans les rapports avec la nation. L'Eglise a toujours incarné l'identité d'une Pologne catholique face à ses deux voisins, la Prusse luthérienne et la Russie orthodoxe. Par contre l'Etat n'a pas de légitimité à incarner la nation polonaise dans la mesure où il semble être l'instrument docile de la puissance voisine historiquement rivale, la Russie. Au Nicaragua, au contraire, l'Etat sandiniste revendique avec force la légitimité patriotique et c'est à ce titre qu'il condamne une Eglise catholique qui n'a jamais explicitement dénoncé la menace d'intervention nord-américaine et la violence dont la contre-révolution est l'origine. Elle est de ce fait accusée d'être en connivence avec la puissance impérialiste qui au long de l'histoire fut l'obstacle essentiel à l'émergence de l'Etat-nation. Pourtant, l'Eglise catholique nie à son tour la prétention de l'Etat à s'identifier à la nation dont elle-même revendique l'héritage. C'est là un

paradoxe nouveau non résolu par la théologie de la libération. L'Eglise hiérarchique est soupçonnée de persévérer dans la tentation de "chrétienté" c'est-à-dire d'alliance avec la puissance étatique alors même que l'Eglise libératrice s'est substituée à elle dans ce rôle. C'est au contraire l'Eglise hiérarchique, en revendiquant sa convergence avec la société et la nation qui se situe dans une position de confrontation avec l'Etat qu'elle accuse de nier les valeurs d'une nation qui ne peut s'épanouir hors de sa propre culture. D'une certaine façon, l'Eglise se refuse encore, huit ans après l'insurrection, à reconnaître la légitimité du pouvoir, ce qui explique le climat de tension qui accompagne les relations entre elle et l'Etat. Le langage codé, jamais explicitement politique de l'Eglise catholique permet d'éviter une rupture définitive, toujours possible mais jamais consommée, sauf lorsque la passion individuelle, comme dans le cas de Mgr. Vega, conduit le gouvernement à décider l'expulsion. Mais cette autonomie de l'Eglise est en même temps le signe de sa force et prouve qu'elle est, dans le pays, l'unique adversaire que les sandinistes redoutent réellement.

Le paroxysme de la tension fut atteint au cours du voyage de Jean-Paul II en mars 1983. Malgré les tentatives d'arbitrage du nonce apostolique, le fiasco fut à la mesure d'une situation totalement polarisée. Alors que de son côté le gouvernement voulait utiliser ce voyage pour conforter sa légitimité - d'où la demande insistante de bénédiction des martyrs - Jean-Paul II quant à lui, venait délibérément consolider l'autorité d'une Eglise catholique qui, selon un analyse très "polonaise", apparaissait comme le seul rempart face au régime. Trop impatients pour supporter ce qu'ils ont jugé être une provocation du Vatican, les sandinistes, peut-être dépassés par leur propre base, n'ont pu éviter que les slogans, peu à peu, ne couvrent la voix du pape, qui, aussitôt achevée la cérémonie, n'eut plus qu'à quitter le pays sans même saluer les autorités. Quoi qu'en dise le discours officiel, il est clair que si l'assistance fut attristée, ce fut de l'insulte faite au pape. L'autorité morale de l'Eglise en fut donc renforcée tandis que l'image du gouvernement a commencé de se dégrader.

Les relations entre l'Eglise et l'Etat se maintiennent donc en équilibre instable sur une ligne de crête. Les tentatives de dialogue, toujours amorcées, n'ont jamais abouti. Par le contrôle des médias et de l'éducation, l'Etat adopte une stratégie de long terme qui permettra de transformer lentement la société à partir des générations les plus jeunes. Et pourtant, les églises, le jeudi soir, pour la *Sangre de Cristo*, continuent de se remplir.

## CUBA : POPULATION ET DEVELOPPEMENT. ESSAI SUR LA FECONDITE\*

Maryse Roux\*\*

Entre les années cinquante et les années quatre-vingt, la population cubaine n'est pas loin de doubler : de 5,8 millions d'habitants en 1953, elle franchit le seuil des 10 millions en 1984. Soyons plus précis, l'apport entre les recensements de 1953 et de 1981 est de 3,9 millions d'individus (plus de 2/3), soit un volume équivalent à la population de 1931.

Pourtant, depuis la fin des années soixante-dix, chaque génération annuelle de nouveaux-nés est insuffisante à assurer le renouvellement des générations actuelles: depuis 1978, le taux brut de remplacement est inférieur à l'unité (il oscille entre 0,65 à 0,85 de 1978 à 1985).

Deuxième paradoxe, non sans lien avec le premier : au cours de ces dernières années Cuba présente le plus faible taux de natalité de l'Amérique latine. Pourtant cela n'est pas si surprenant, car au début des années cinquante, il venait juste derrière l'Argentine et l'Uruguay. Quand à la mortalité, son évolution s'inscrit dans le courant latino-américain de baisse, en accord avec certains pays des Caraïbes et de leur pourtour.

Troisième fait jouant à contrecourant de la croissance démographique : l'émigration caractérise la période post-révolutionnaire, alors que l'immigration (essentiellement de main-d'œuvre) avait caractérisé les temps de la colonie et de la néo-colonie.

La singularité de l'évolution de la natalité cubaine à l'échelle mondiale des pays en voie de développement n'est pas moindre. Selon une étude portant sur 94 pays, excluant l'Argentine et l'Uruguay, Cuba détient au début des années cinquante le record de la plus basse natalité : un peu moins de 30 pour mille<sup>1</sup> ; elle est rejointe en 1975 par Singapour et Taiwan qui présentaient peu avant des taux encore élevés, mais se trouve dépassé par Hong Kong et la Barbade. La remarque a été faite que la baisse de la natalité dans les Etats de petite taille (en superficie et en population) est à mettre en rapport avec de fortes campagnes de limitation des naissances. Or, ce n'est pas, que l'on sache, le cas de Cuba. Par contre, au sein des PVD, les pays du peloton ont un fort niveau relatif de développement (tabl. 1).

Ces premières données renvoient à deux questions au moins. La première est liée à la faiblesse relative de la natalité cubaine, et conduit à se demander à quelle étape de la transition démographique se trouvait Cuba à

\* Article résumé par Hélène Rivière d'Arc

\*\* *Géographe. Université de Paris VIII et La Havane*

TABLEAU 1  
La baisse de la natalité dans des pays comparables\* à Cuba

Sélection des 94 pays en développement	TBN				Chute du TBN en %		Niveau de développement et de contrôle de natalité <sup>3</sup>
	1950-55	1960	1965	1975	1950-65	1965/75	
CUBA	28	30	34	21	-21	40	D1-CM
BARBADE <sup>2</sup>	33	31	27	19	17	31	D1-CF
CHILI <sup>1,2</sup>	35	37	33	23	7	29	D1-CM
COSTA RICA <sup>1,2</sup>	48	47	41	29	14	29	D1-CF
REP.DOMINICAINE	50	49	47	38	6	21	D2-CM
JAMAÏQUE <sup>1,2</sup>	35	39	38	30	-11	21	D1-CF
PANAMA <sup>2</sup>	41	41	40	31	2	22	D1-CM
TRINIDAD-TOBAGO <sup>2</sup>	38	38	33	23	14	29	D1-CM
HONG KONG <sup>2</sup>	33	35	28	18	15	36	D1-CF
SINGAPOUR <sup>2</sup>	44	38	29	18	34	40	D1-CF
TAIWAN <sup>2</sup>	46	39	32	23	28	30	D1-CF

<sup>1-2</sup> Soit en raison de leurs coordonnées géographiques (superficie en population)<sup>1</sup>, soit en raison de l'évolution de la natalité 65-75<sup>2</sup>

<sup>3</sup> D'après Mauldin Classification d'après les facteurs "développement" et "politique démographique" dans 94 pays

D1 maximum de développement mesuré par les 7 indices considérés comme les plus adéquats, d'instruction des adultes, de scolarisation I et II, espérance de vie, taux mortalité infantile, pop.active non agricole, PNB /tête, population villes plus de 100 000 habitants

Natalité : CF = Fort contrôle ; CM = contrôle modéré

contrôle : l'information et sa diffusion et mise à disposition moyens de réalisation

Sources : Mauldin (W Parker) *Stud in family planning*, 1978, 8 (4) tabl

Mauldin Berelson (b) *Sud in family planning*, 1978, 9 (5) tabl. 7 et 8

la veille de la révolution, afin d'en mieux mesurer l'impact réel. La seconde touche à la définition et au rôle des politiques de population et de développement, explicitement formulées au strict plan démographique, ou implicitement contenues dans des programmes plus vastes de santé, d'éducation, d'emploi féminin, d'aménagement du territoire, et ce pour un niveau de vie donné.

Maulding et Berelson parlent d'un processus globalisant de transformation sociale "dans lequel le changement de la fécondité va de pair avec tous les autres (facteurs) de façon mutuelle et interdépendante" et "fait partie d'un mouvement historique dans lequel chaque chose franchit la digue en même temps..."<sup>2</sup>

On peut alors considérer que la baisse de la fécondité cubaine s'insère à la fois dans le temps long et dans le temps court de l'époque révolutionnaire. Mais en réalité la natalité de la période révolutionnaire est discontinuée.

## LES MOUVEMENTS DEMOGRAPHIQUES RECENTS

L'irrégularité de la courbe de l'accroissement global est frappante, et il apparaît d'emblée qu'elle est le résultat presque exclusif de celles de la natalité et du mouvement migratoire ; la courbe monotone et de bas niveau de la mortalité jouant ici le rôle d'une constante. Mais la pente générale indique une forte diminution du taux d'accroissement (de moitié environ), qui est en gros le relief de la courbe de la natalité, abstraction faite des chutes marquées des années 1960 et 1966, et brutalement négative de 1980. Les deux premières (1960 et 1966) trouvent leur explication dans les fortes vagues d'émigration, plus durable pour la seconde, et le déficit du croît en 1980 cumule l'hémorragie du solde externe négatif et les plus faibles taux de natalité de 1980-1981. A l'inverse, la forte croissance entre 1963 et 1965 traduit le sommet du "boom nataliste" et un relatif reflux de l'émigration. Arrêtons-nous un instant sur cette émigration avant de passer à l'examen du solde naturel.<sup>3</sup>

### Emigration

On assiste au renversement de la tendance multiséculaire migratoire. Le flot de l'immigration s'était certes pratiquement tari après la crise des années trente. Celle-ci avait même provoqué un moment un mouvement de reflux, suivi d'une sorte de stabilisation relative autour du point d'équilibre dans les années quarante - cinquante.

L'émigration correspondant à l'époque révolutionnaire connaît trois temps forts.<sup>4</sup> Les deux premières vagues d'exil sont celles des "classes dorées". La première (1960-1962 : 65 000 personnes par an en moyenne) touche surtout, après les cadres des appareils politiques et militaires batistiens et mafiosi, la haute et moyenne bourgeoisie, sous l'effet de choc des nationalisations des entreprises étrangères, des réformes agraire et urbaine et de la radicalisation progressive du nouveau pouvoir jusqu'à l'épisode de la Baie des Cochons et la proclamation de la révolution

socialiste. Cette vague d'émigration est composée de familles, tout comme la seconde (50 000 personnes par an en moyenne entre 1966 et 1971), qui fut organisée de manière officielle après l'ouverture du port de Camarioca en 1965, et la mise en place d'un pont aérien, conséquence du mémorandum signé par Cuba et l'administration Johnson. La deuxième vague fait suite à la seconde réforme agraire, au "nettoyage" progressif des foyers contre-révolutionnaires, mais peut aussi être liée aux effets du blocus (particulièrement en ville).

Pour résumer, on peut dire que l'émigration entre 1959 et 1979 atteindrait 630 000 personnes, ce qui, rapporté à la population de 1980, représente un taux de 6,4%<sup>5</sup> ; si l'on ajoute le flot brutal de 1980, on frôle les 770 000 et les 7,8%. Comparée à celle des autres Antilles, la proportion est relativement modeste.

Le flot de 1980 (140 000 émigrés), qui s'est écoulé à partir du port de Mariel, est majoritairement masculin, jeune et aux deux tiers havanais (ville et province). Nul doute que l'héritage de la capitale, naguère extravertie et pénétrée par "l'américain way of life", a laissé des traces profondes ; que l'élévation générale du niveau socio-culturel y génère une demande individuelle plus sophistiquée, peu compatible avec les priorités assignées au développement. Signalons enfin l'impact sur une partie de la population, notamment les jeunes, des visites, autorisées massivement en 1979, des Cubains émigrés aux Etats-Unis, et de leur "effet poudre aux yeux" ; voire un phénomène d'appel par les familles ou les membres des familles installés aux Etats-Unis.

Dans les années quatre-vingt dix, la nouvelle situation d'isolement économique qui oblige à une austérité renforcée, est susceptible d'alimenter un courant migratoire vers les Etats-Unis que les autorités avaient prévu de régulariser autour de 20 000 par an (pour le moment, l'application des accords, un temps et partiellement suspendue avec la "guerre des ondes", n'est que parcimonieusement réalisée, si l'on en croit le volume de visas définitifs délivrés).

## Mortalité

Le bas niveau de mortalité dès le début des années cinquante montre que la première phase de la transition démographique avait déjà eu lieu. Toutefois, les chiffres bruts calculés d'après les registres des décès sont sous-estimés,<sup>6</sup> et un réajustement à l'aide de la reconstruction des tables de mortalité, laisserait apparaître des taux de mortalité de 10,8 pour mille et de mortalité infantile de 78,8 pour mille. La stabilisation du TBM autour de 6 pour mille pour la période révolutionnaire de transition, confirme l'achèvement de cette phase, tandis que la marge de sous-estimation s'est amenuisée avec l'amélioration de la tenue des registres d'état civil et de l'encadrement hospitalier.

Une évaluation plus fine est fournie par l'allongement de l'espérance de vie. De 32,2 ans en 1900, celle-ci est passée à 61,8 ans en moyenne à la veille de la révolution ; elle continue à grimper par la suite, dépasse les 70 ans en 1970-1975 et atteint 74,3 ans en 1983-1984.<sup>7</sup> S. Diaz-Briquets dans *The health revolution in Cuba* observe que les réformes accomplies

pendant la période révolutionnaire ont fait gagner plusieurs années aux Cubains par rapport à d'autres pays. C'est, dit-il, la réduction des inégalités sociales et régionales, et particulièrement l'accès aux soins gratuits du service public, qui semblent en être les causes principales. A. Gordon, dans le compte-rendu de son ouvrage,<sup>8</sup> lui oppose les effets de l'urbanisation, suffisants à son avis, et constate l'existence dans les années quatre-vingt de taux tout aussi performants dans d'autres pays d'Amérique latine. Notons toutefois que les plus forts taux de croissance urbaine à Cuba ont eu lieu entre 1943 et 1953 (4,1% annuels) pour baisser jusqu'à 2,3% entre 1970 et 1981. Il est clair, d'autre part, que l'urbanisation récente doit être appréciée qualitativement par le biais du développement des services sociaux gratuits sur tout le territoire et dans le contexte de "l'urbanisation des campagnes".<sup>9</sup> Au début des années soixante-dix, le nombre des hôpitaux urbains a été plus que multiplié par deux, ils sont 225 ; une centaine de polycliniques fonctionnent dans les petites villes (quatre fois plus que dans les années cinquante), enfin 47 hôpitaux ruraux ont été créés dans les "poblados" (villages de moins de 2 000 habitants) et 88 postes médicaux ruraux. Cette dotation de services permet donc à Cuba de prendre la tête de l'Amérique latine en termes d'espérance de vie dès 1975, devant le Chili, le Costa Rica et l'Argentine, qui ne franchissent le cap des 70 ans qu'après 1980.

La différence est plus nette encore en ce qui concerne la mortalité infantile, et seul le Costa-Rica s'est rapproché récemment des taux cubains sans avoir à connaître les mêmes difficultés économiques.<sup>10</sup> Les faibles différences dans les indices provinciaux de TMI (cf. tableau 2) confirme les effets d'une élévation globale du niveau sanitaire des populations, ceux d'une diffusion massive des soins hospitaliers, ainsi que ceux des fortes campagnes d'éducation et d'hygiène développées par la Fédération des femmes cubaines et par les Comités de défense de la révolution. Les différences régionales sont plus sensibles pour la mortalité entre d'une part les provinces orientales (plus celle de Pinar del Rio) et d'autre part les provinces occidentales et centrales qui cumulent un vieillissement relatif de leur population et un réseau urbain plus ancien (taux d'urbanisation de plus de 50% en 1953) ; les premières ont une structure de population plus jeune et une urbanisation plus tardive (population urbaine majoritaire à partir de 1981).<sup>11</sup>

Durant la dernière décennie, la mortalité infantile a continué à baisser, pour tomber à 8,3 pour mille en 1990, d'après les données préliminaires du ministère de la Santé. La diminution est générale dans tout le pays, mais plus marquée dans les zones les plus rurales et montagneuses (comme l'Escambray). On observe donc un effacement des différences régionales, du clivage est/ouest. Sont responsables de cette évolution : l'extension à tout le pays d'un réseau d'installations pédiatriques et l'implantation, en premier lieu dans les zones mentionnées, de "médecins de famille" ayant un rôle de prévention et de dépistage.

TABLEAU 2  
L'accroissement récent de la population cubaine selon les provinces

PROVINCES	Acc.moy par an ‰	Evol. en ‰de l'acc	Taux de mortalité ‰			Taux de mortalité infantile ‰				Taux de natalité ‰			Taux de fécondité (TFG) ‰	
	1970/81 <sup>1</sup>	70-81/ 53-70 <sup>1</sup>	1970 <sup>2</sup>	1980 <sup>3</sup>	1985 <sup>4</sup>	1970 <sup>2</sup>	80 <sup>3</sup>	85 <sup>4</sup>	90 <sup>5</sup>	1970 <sup>2</sup>	1980 <sup>3</sup>	1985 <sup>4</sup>	1970 <sup>2</sup>	80 <sup>3</sup>
CUBA	11	-50	6,3	5,7	6,4	38,7	19,6	16,5	10,7	27,7	14,0	18,0	135,6	55,5
Pinar del Rio	14	-36	5,1	4,8	5,3	35,5	20,5	14,9	8,9	29,7	15,5	17,4	133,1	59,6
La Habana	10	-50	6,0	6,3	6,8	36,9	15,6	15,2	9,8	18,8	12,9	16,6	82,8	51,9
Ciudad Habana	7	-66	7,9	7,5	8,4	39,5	17,4	14,0	10,0	18,4	14,9	15	58,4	40,6
Matanzas	11	-15	6,7	6,2	7,2	38,7	14,0	14,5	12,1	23,9	12,1	16,2	103,8	48,4
Villa Clara	8	-42	6,3	5,8	6,7	34,9	18,2	15,3	7,6	28,4	12,4	15,3	123,7	49,0
Cienfuegos	9	-35	7,2	6,0	6,5	38,1	18,1	17,0	9,9	22,4	13,4	17,9	101,7	54,6
Sancti Spiritus	8	-53	5,5	5,8	6,6	35,8	18,8	18,6	7,7	27,3	12,8	15,5	140,1	52,5
Ciego de Avila	15	-12	6,9	6,1	6,6	40,9	21,8	15,4	11,5	25,6	14,1	18,0	112,5	58,0
Camaguey	19	-24	7,0	6,1	6,4	43,1	22,3	15,7	11,4	21,8	14,5	18,2	128,5	57,9
Las Tunas	12	-50	5,0	4,6	5,5	36,5	21,5	21,9	12,9	29,8	16,0	20,8	136,3	55,4
Holguin	15	-42	5,2	4,5	5,1	38,5	19,7	16,9	12,0	37,6	14,0	20,1	169,1	56,7
Granma	13	-61	5,1	4,4	4,8	45,7	22,4	19,0	13,5	35,9	18,1	21,2	166,4	73,7
Santiago de Cuba	13	-50	5,7	4,8	5,3	36,3	20,3	16,4	11,4	37,5	16,2	21,3	168,9	73,6
Guantanamo	10	-70	5,6	4,5	5,1	41,8	24,1	18,9	10,9	32,5	18,9	23,7	152,5	77,3
Isla de la Juv.	58	+4	5,2	3,7	4,4	51,1	16,2	13,7	10,4	24,1	20,9	20,3	117,5	76,6

<sup>1</sup> D'après Censo de Poblacion y Viviendas de Cuba, 1981

<sup>2</sup> D'après Anuario Demografico de Cuba, 1979

<sup>3</sup> D'après Anuario Estadístico de Cuba, 1980

<sup>4</sup> D'après Anuario Estadístico de Cuba, 1985

## Natalité et fécondité

Le début des années soixante connaît une poussée démographique de 250 000 naissances par an et un taux maximum de natalité de 35 pour mille en 1963-1964. Le TBN retrouve son niveau modéré pré-révolutionnaire (27 pour mille en 1959) en 1970, puis on assiste à une diminution forte et régulière jusqu'au seuil minimal de 14 pour mille en 1980. En chiffres absolus, le volume des naissances est descendu au-dessous de 180 000 par an à partir de 1973 avec un minimum au-dessous de 150 000 entre 1978 et 1981, suivi d'une remontée en 1981, correspondant à l'arrivée à l'âge de procréation de la génération du "boom". En effet, l'ampleur et la rapidité de la baisse de la fécondité (taux de fécondité également divisé par deux entre 1970 et 1980) et le maintien au-dessous du seuil de remplacement des générations du taux brut de reproduction (oscillant entre 0,65 et 0,77 dans les années 1978-1984) montrent que la natalité récente trouve son explication dans le rajeunissement récent de la population. Mais on peut craindre que cette remontée ne soit que momentanée.<sup>12</sup> D'autant que six naissances sur dix sont actuellement le fait de jeunes femmes de moins de 25 ans, et trois sur dix le fait de femmes de moins de 20 ans. On note cependant, ces dernières années, une légère reprise des naissances chez les femmes de 20 à 40 ans.

La structure, par âge, de la fécondité suit ainsi le rajeunissement de la population et traduit un double mouvement : d'une part la participation devenue déterminante des jeunes femmes de moins de 25 ans (36 % en 1953 ; 61 % en 1981, dont 1,3% pour les 12-14 ans) et, d'autre part, une diminution marquée du rôle des femmes de plus de 30 ans (de 35,5% à 17%). En fait le taux de fécondité des 15-19 ans fait un bond de plus de 138% (cf. tableau 4).

Ces maternités précoces sont un sujet de préoccupation pour les instances dirigeantes. Elles ont figuré parmi les questions sensibles du congrès de la jeunesse communiste d'avril 1987, elles ont été débattues au sein de la Fédération des femmes cubaines en 1990 et ont donné lieu à divers articles dans la presse. La commission de prévention sociale se trouve face à des cas de très jeunes filles dont les liens sociaux sont rompus par une maternité précoce (arrêt de la scolarité, incompréhension de la famille, dépression psychologique). L'enseignement dispensé dans le pays inclut peu ou rien sur la procréation. Certes, depuis 1977 fonctionne un groupe national de travail sur l'éducation sexuelle, qui a mis sur pied des programmes scolaires. Il est sans doute encore trop tôt pour juger de leur efficacité. Nombreux sont ceux qui continuent à penser que l'information sexuelle ressort avant tout du domaine parental, et beaucoup de tabous persistent dans les anciennes générations. Dans les jeunes générations, qui ont des relations intimes plus tôt que leurs parents (même chez si ces derniers les maternités précoces ne relevaient pas de l'exception),<sup>13</sup> les blocages socio-culturels se sont apparemment estompés avec la révolution.

Cependant le risque est grand que, à plus ou moins long terme, le volume actuel des naissances ne masque la diminution réelle de la

**TABLEAU 3**  
**Evolution de la natalité, fécondité, mortalité (estimées aux recensements de 1899 à 1953, réelles aux dates récentes)**

Recensements	TBN (0/00)	TFG (00/0)	TGF (15,49)	TBR (15-49)	TBM) (0/00)	TMI (0/00)
1899	32,8	129,8	4,01	1,94	26,3	224,7
1907	47,6	191,6	5,82	2,81	29,7	213,0
1919	39,6	183,9	5,78	2,81	24,6	192,4
1931	34,8	146,5	4,50	2,18	21,0	167,9
1943	33,3	136,1	4,00	1,92	15,8	131,0
1953	28,2	112,7	3,60	1,76	6,3* (10,8)	35,7* (78,8)
1970	27,7	135,6	3,71	1,80	8,3	38,7
1980	14,0	55,5	1,60	0,78	5,7	19,6
1985	14,0	-	1,80	0,88	5,9	18,5

Sources *Catasus Sonia et al. 1975, cedem, Ser.1, n°5 (natalité)*

*CEDEM, 1986, la Población de Cuba, d'après Toirac L. Velazquez E. Tables de mortalidad*

*Anuarios estadísticos de Cuba*

\* voir discussion

TBN : taux brut de natalité. TBM : taux brut de mortalité TMI : taux de mortalité infantile

TFG : taux de fécondité général, nombre de naissances rapporté au nombre de femmes pour mille pour une période T

ICF ou somme des taux spécifiques de fécondité calculés par classe d'âge des femmes durant leur période de fertilité, en général 15-49 ans, qui donne le nombre d'enfant moyen par femme

TBR : Taux brut de reproduction : nombre de naissances féminines rapporté au nombre de femmes; on peut la calculer à partir de l'ICF et obtenir ainsi le nombre moyen de fille par femme à la fin de sa période fertile

fécondité, avec pour conséquence un vieillissement accéléré de la population, en même temps qu'un fort ralentissement de sa croissance. Aussi différentes hypothèses, officielles ou non, ont-elles été envisagées pour l'avenir. C'est l'objet d'une partie de la thèse d'Alfonso Farnos (1985) dont les projections s'appuient sur des modèles de population stable. Quatre modèles y sont étudiés, qui se résument à deux scénarios: maintien de la tendance actuelle qui se traduirait par un début de diminution de la population en valeur absolue à l'horizon 2030 ou 2050. Ou définition d'une politique de natalité qui parviendrait à provoquer un renversement de tendance pour retrouver le niveau de remplacement des générations, qui freine le vieillissement et garde un volume suffisant d'actifs. Or, jusqu'à présent il n'y a jamais eu de "volonté étatique de contrôle de la natalité".<sup>14</sup> Absence qui n'est pas pour étonner, car d'une part elle correspond à l'orthodoxie marxiste-léniniste, et d'autre part elle s'inscrit dans une tradition socio-politique et culturelle latino-américaine longtemps respectée.

Certes, le gouvernement n'en est plus à défendre des positions anti-malthusiennes, et dans la pratique il a fait preuve de pragmatisme, sans pourtant favoriser les naissances. Il est possible que l'on songe à des mesures indirectes. Les incitations matérielles directes individualisées, type prime à la naissance, ayant peu de chance d'être retenues pour des raisons idéologiques, il s'agirait plutôt d'incitations collectives, telle qu'une nouvelle politique de construction de logements collectifs, de crèches et de jardins d'enfants, peut-être aussi la diffusion de l'image de la famille de deux enfants.

L'homogénéisation géographique du rythme de diminution de la natalité et de la fécondité est également frappante, surtout depuis 1970, date à laquelle s'est produit un tassement des taux provinciaux autour de l'indice national (cf. tableau 2) ; même si l'écart est encore grand entre la capitale et les provinces orientales. L'interprétation des comportements plus ou moins natalistes des provinces demanderait une analyse plus détaillée que celle que permet cet article.

Notons seulement que le différentiel provincial est faible. Seules les deux provinces situées aux extrémités de la Sierra Maestra ont des taux de reproduction supérieurs à la moyenne. L'écart correspondant au clivage urbain/rural est, lui, significatif : fécondité moyenne urbaine de 1,67 et moyenne rurale de 2,23. A l'échelle des municipales, les plus fortes fécondités coïncident avec les densités rurales les plus soutenues et les taux d'urbanisation les plus bas (ainsi sont-elles plus faibles dans la province de Guantanamo moins peuplée que celle de Granma). A l'inverse, les plus faibles fécondités coïncident avec les plus forts taux d'urbanisation (notamment les villes de plus de 20 000 habitants).<sup>15</sup> Enfin, en 1981, on observe peu de différences dans la fécondité des divers groupes raciaux, ce qui est une expression supplémentaire de la tendance à l'homogénéisation sociale.

L'effacement des différences sociales et géographiques est d'autant plus visible qu'à la veille de la révolution, la capitale avait déjà parcouru l'essentiel de la deuxième phase de sa transition démographique. La natalité de l'ancienne province de La Havane était celle d'un pays

**TABLEAU 4**  
**Evolution de la fécondité et de l'activité féminine par classes d'âges**

Fécondité - taux par âge, TGF(0/00)								Taux d'activité par âge et général %						
Classes d'âges	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980
15-19	67,5	75,0	87,1	137,6	128,5	128,0	81,0	14,98	17,15	16,93	16,65	16,41	16,99	15,17
20-24	209,6	208,5	211,3	251,8	229,0	179,5	117,2	18,72	22,62	23,50	21,38	25,26	37,22	45,00
25-29	205,6	203,5	205,1	209,8	164,6	118,3	71,0	18,83	22,36	22,97	23,53	24,17	39,31	51,15
30-34	143,1	113,7	117,6	156,3	114,2	68,0	37,5	18,16	21,17	21,99	22,51	23,03	38,51	51,59
35-39	81,3	72,2	71,7	100,5	74,0	38,9	16,2	19,58	21,26	21,57	21,87	22,18	37,68	50,91
40-44	30,8	30,0	30,5	32,1	26,4	13,4	4,6	18,17	20,92	20,98	21,03	21,09	31,67	47,0
45-49	1,8	5,2	5,9	7,2	4,0	2,2	0,8	17,61	19,50	19,30	19,11	18,91	22,28	38,21
TGF 15-49	3,71	3,54	3,64	4,30	3,71	2,73	1,68							
TA 15-49								18,0	17,48	21,03	20,86	21,53	31,95	42,72

Sources : D'après Gonzalez F, 1986, thèse, élaboré à partir des tabl. II7 et IIS, TGF et TGA selon nos calculs

développé, inférieur à 20 pour mille, alors que l'ex-province d'Oriente, légèrement plus peuplée que la première, avait un taux de près de 40 pour mille, soit du niveau d'un pays en voie de développement. Le tiers de la population restante connaissait une situation intermédiaire : à l'ouest, la province de Pinar del Rio, montagnaise et rurale, se rapprochait ainsi du cas oriental avec un taux de 33 pour mille, alors que les provinces centrales, aux densités rurales plus faibles mais jouissant d'un réseau urbain structuré, se rapprochaient du premier cas de figure.

## ELEMENTS D'INTERPRETATION

### Néo-colonie et transition démographique

Si, jusqu'à la fin du XIXe siècle, l'immigration était presque seule responsable de l'accroissement démographique, un autre mouvement se dessine dans le premier tiers du XXe siècle. Entre 1907 et 1931, la population passe de 2 à 4 millions, et plus de la moitié de ce croît correspond à l'immigration. Celle-ci engendre un fort déséquilibre des sexes car il s'agit à 80 % d'entrées masculines (l'indice de masculinité monte à 113 % en 1931, sans toutefois atteindre les niveaux d'avant les guerres d'indépendance) et ce déséquilibre se répercute en partie sur le taux de natalité.

Les démographes cubains ont reconstitué l'évolution de la natalité et de la mortalité aux différentes dates de recensements (cf. tableau 3). Partant du postulat que les taux de 1907 sont la conséquence de la guerre de 1895-1898 (natalité différée, vieillissement conjoncturel de la population), ils ont observé que la mortalité diminuait régulièrement d'un tiers jusqu'en 1931. Si l'on ne tient pas compte du déséquilibre par sexe et si l'on ne retient que les indices de fécondité et le taux brut de reproduction, il apparaît que la baisse de la natalité s'amorce à cette même date. Dans quelle période historique se situe ce début de la transition démographique cubaine ? On peut légitimement penser que l'exploitation de la néo-colonie<sup>16</sup> exigeait une amélioration des conditions sanitaires, en grande partie pour le bien des ressortissants américains, civils et (initialement) militaires, mais aussi pour le confort des touristes pendant la période de la prohibition. Elle impliquait également une élévation du faible niveau scolaire afin d'obtenir une main-d'oeuvre qualifiée et assurer l'élargissement du marché des consommateurs. La mise en place du "modèle néo-colonial" correspond aux années de l'occupation américaine, au tout début du siècle. On organisa des campagnes sanitaires contre le tétanos, le paludisme et la fièvre jaune (dont l'éradication put d'ailleurs s'effectuer grâce à la découverte du cubain Finlay). Les conditions d'hygiène furent progressivement améliorées dans la capitale et les quelques grosses agglomérations (Santiago, 60000 habitants ; Camaguey et Matanzas, 40 000 en 1919), grâce à l'approvisionnement en eau potable et à une amorce de systèmes d'égouts. A côté de quelques écoles religieuses réservées à une élite, on développa dans les villes un réseau d'écoles publiques. L'analphabétisme recula de moitié entre 1899 et 1931

(de 56,8 % à 28,2 %) ; en 1920 le taux de scolarisation (1 138 pour 10000 habitants) était le plus important en Amérique latine après celui de l'Argentine. Il est possible que l'immigration espagnole explique en partie ces bons indices, mais cela reste à démontrer.<sup>17</sup>

La forte croissance de l'urbanisation, plus rapide que celle de la population globale, est également comparable à celle du Cône sud. Elle est le vecteur spatial induisant le développement des indices précédemment évoqués, et le poids de la capitale est énorme. Entre les recensements de 1907, 1919 et 1931, les taux de croissance de la population vivant dans les agglomérations de plus de 20 000 habitants sont successivement de 3,2% et 4%, et ceux de la population globale de 2,9% et de 2,7%. Le million de citoyens représente ainsi plus du quart de la population en 1931 et la capitale en concentre 700 000. Son accroissement, particulièrement fort au moment des "happies twenties" (5,7% annuels), est à mettre en relation, tout comme l'émergence du réseau urbain, avec l'afflux d'Espagnols, qui se fixent majoritairement dans les centres urbains. Ils travaillent dans le commerce, l'artisanat, les services, les transports, les communications et les banques.

L'extension du latifundium qui finit par contrôler 40% du sol national, par l'endettement et l'expulsion des petits paysans et l'achat de terres, en même temps que le chômage partiel des ouvriers agricoles, provoquent alors les débuts d'un exode rural. Il sera bien plus massif à partir de la grande crise des années trente, qui touche de plein fouet l'économie et la société cubaines. Avec le désinvestissement et la stagnation de la production sucrière (menaçant depuis 1925), elle ouvre la crise du modèle néo-colonial, qui se traduit, au cours des trente années suivantes, par des profits irréguliers bien que toujours substantiels, par l'installation d'un chômage chronique, par la paupérisation et un regain d'analphabétisme parmi les couches populaires, ainsi que par un coup d'arrêt à l'expansion de l'infrastructure publique.

Le taux d'analphabétisme était encore de 23,6% en 1953, et c'est le milieu rural qui en pâtissait le plus (lors de la campagne d'alphabétisation de 1961, 460 000 des 707 000 alphabétisés étaient des ruraux, dont la moitié vivaient dans l'Orient). Certaines statistiques permettent également de constater un ralentissement de la baisse de la mortalité conjointement à la détérioration de l'alimentation, à l'apparition d'épidémies et à la réduction draconienne des services médicaux.<sup>18</sup> Toutefois l'introduction avant guerre des sulphamides et après guerre des antibiotiques joua un rôle d'accélérateur de la baisse. L'analphabétisme et la paupérisation, non seulement dans les campagnes mais aussi dans certains quartiers urbains, oeuvraient dans le sens du maintien d'une forte natalité ; en même temps, l'urbanisation et l'accroissement du chômage étaient des composantes d'une modernisation propice à un changement dans les modèles de fécondité.<sup>19</sup> L'interaction différenciée de ces facteurs socio-économiques et culturels, renforçant la ségrégation sociale et géographique, aboutit au tableau fortement contrasté de la natalité, et de la démographie en général, à la veille de la révolution.

## Les raisons de la diminution de la fécondité

Certains facteurs de la baisse de la fécondité ont déjà été évoqués. Nous irons du particulier au général ou, plus exactement, des facteurs plus intrinsèquement démographiques aux plus extrinsèques.

La baisse de "productivité" des couples nous intéresse plus que la diminution du célibat (et ses effets contraires) qui se manifeste surtout en ville depuis 1953 - alors qu'à la campagne la nuptialité et les unions consensuelles courantes sont restées pratiquement stables. Le concubinage a été combattu par les encouragements officiels au mariage, en même temps que sa diminution traduit une amélioration de la reconnaissance du statut de la femme qui se trouve défendue par le nouveau code de la famille. La diminution de la progéniture familiale est évidemment plus forte en milieu rural, mais cela souligne sa participation au mouvement d'ensemble notable dans la chute de la fécondité des unions consensuelles, traditionnellement plus prolifiques. Les divorces, dont la courbe est parallèle à celle des mariages, ou encore les séparations, semblent n'être que des freins relatifs à la procréation. Car le fait de contracter une nouvelle union, cas fréquent, est souvent suivi d'une nouvelle grossesse.

La diminution de la mortalité infantile, très visible après qu'aient été mis en place des programmes de santé, incite les familles à réduire leur progéniture. Certes, depuis les débuts de la révolution et progressivement, un travail précoce d'éducation sanitaire s'était étendu au domaine psychosocial, touchant à la représentation de l'enfant. D'une évaluation économique comme force de travail d'appoint ou source de revenus principale, on est passé à sa valorisation psychologique ; mais comme le laisse entendre Luisa Alvarez, c'est aussi par ce biais que petit à petit les femmes ont pris connaissance de méthodes efficaces de contraception.

Les causes de mortalité maternelle étaient mal appréhendées avant 1959, et plus encore en cas d'avortement, interdit sauf exception par la loi de 1931. Elles furent vite dépistées par le système de contrôle sanitaire et l'on fit le constat que les mortalités liées à l'avortement avaient triplé entre 1960 et 1965. Face à cette situation, la loi de 1965 élargit les possibilités d'intervention, et crée les conditions de son application : les IVG sont autorisées en centre hospitalier et gratuites, comme tous les soins médicaux. Certes, les moyens sont encore limités et les bons résultats concernant la diminution de la mortalité maternelle n'apparaîtront que progressivement. Ainsi les premières mesures facilitant la limitation des naissances se trouvent être, en grande partie, les résultantes d'une politique de santé et de comportements pragmatiques, dans un contexte déficitaire en main-d'oeuvre. L'augmentation du nombre des avortements et le maintien jusqu'à aujourd'hui d'un fort taux légal d'avortement semblent indiquer que, malgré la diffusion, difficile à chiffrer, de méthodes contraceptives (les premières remontent à 1965), l'avortement est considéré par la population comme le principal moyen de limitation des naissances. Cela traduit l'absence de blocages socio-culturels ou religieux à son égard mais aussi le fait que cette pratique est considérée comme un acquis social.

TABLEAU 5  
Villes, activité féminine et fécondité, 1981

Femmes + 15 ans	Total urbain	Total villes +20 000	Villes + 500 000 cap	Villes 100 000 499 999	Villes 50 000 99999	Villes 20 000 59 999	Reste urbain	rural
Pop. act. fem.	927166	717550	345622	201816	72160	97652	209916	179157
Tx.act.fem 0/00	37,51	40,13	44,50	38,33	37,35	35,16	30,08	19,95
%rapPAF nat	83,81	64,81	31,23	18,24	6,55	8,82	18,97	16,19
% rap pop act totale (H+F)	35,68	37,44	40,38	36,17	35,09	32,97	30,78	19,04
TGF 20-49 tot	x	2,02	1,85	2,12	2,13	2,19	x	x
TGF 20-49 F act	2,01	1,80	1,75	1,83	1,82	1,93	x	2,85
TGF 20-49 F non act	x	2,35	2,08	2,19	2,50	2,18	x	x

Sources : Gonzalez F, 1986, thèse, cuadro 20 et 21  
2,85 et 2,01 : censo de pobl. y vic. 1981, concernant les fécondités des femmes de plus de 15 ans ayant  
un emploi clairement défini x : donnée non fournie

L'éducation a bien sûr un rôle de première importance. La campagne d'alphabétisation de 1961, les cours du soir et les programmes spéciaux d'éducation conçus par la Fédération des femmes cubaines ont permis l'émancipation des femmes adultes et l'élévation progressive de leur niveau scolaire, jusqu'aux universités ouvrières et paysannes. Tandis que la scolarisation des classes d'âge juvéniles a été réalisée assez rapidement.

Le comportement nataliste par niveau d'études est géographiquement uniforme en 1981 pour les femmes qui ont dépassé le cycle primaire : autour d'une moyenne de 2,29 enfants pour celles ayant atteint la fin du primaire, et de 0,95 enfant pour celles ayant acquis un niveau secondaire ou universitaire. Cependant, les provinces orientales et celle de Pinar del Rio cumulent, pour les niveaux scolaires inférieurs, les plus fortes fécondités rurales traditionnelles avec leur forte participation aux naissances précoces. Dans l'ex-province d'Oriente, dès l'achèvement des trois premières années du primaire les différences selon le milieu géographique s'estompent, tandis que pour les niveaux scolaires inférieurs, l'appartenance au milieu urbain exerce une influence déterminante.<sup>20</sup>

La diminution accélérée de la fécondité cubaine après 1970, particulièrement chez les femmes de plus de 25 ans, est fonction inverse de l'accroissement de l'emploi féminin (cf. tableau 4), comme le met fortement en évidence la thèse de Fernando Gonzalez.<sup>21</sup> Le taux d'activité des femmes en âge de procréer passe de 21,3% en 1970 à 42,7% en 1981 et la proportion de femmes dans la population active est passée de 18,5% à 32,8%. Sur cent nouveaux actifs entre 1953 et 1970, 66 étaient des hommes, tandis qu'entre 1970 et 1981, 69 étaient des femmes. Les premières années de la révolution furent employées à résoudre le problème du chômage masculin, mais les besoins croissants en main-d'oeuvre se sont adressés ensuite à la réserve féminine, orientée vers les services qui se multipliaient.

L'irruption massive dans la vie considérée comme "active" s'effectue parallèlement à l'élévation du niveau de qualification : la proportion des femmes occupées dans les emplois techniques, administratifs et de cadres professionnels est multipliée par deux entre 1953 et 1981. On peut établir une nette corrélation entre taux de fécondité et secteurs d'activité féminine, permettant de constituer une typologie des catégories sociales. Ce sont bien sûr les femmes du secteur agricole et de la construction qui ont en moyenne le plus grand nombre d'enfants (4,09 nés vivants), suivies par celles des services et du commerce (2,97), de l'industrie (2,49), des transports et des communications (2,23), tandis que le taux le plus bas (1,29) est lié aux professions plus intellectuelles (cadres politiques, administratifs, enseignantes, cadres des professions scientifiques, médicales, juridiques et culturelles). Ces données du recensement de 1981 portent sur l'ensemble des femmes de plus de 15 ans, et cumulent donc les modèles plus anciens de fécondité avec les plus récents.

Plus des deux tiers de la population est aujourd'hui urbanisée et la proportion de femmes actives en milieu urbain est de 37,5%, contre moins de 20% en milieu rural (cf. tableau 5). Les femmes du secteur rural se

distinguent de celles du secteur urbain par un comportement plus traditionnel en matière de natalité.

Cependant, la différence de fécondité des femmes actives de 20 à 49 ans (ce qui élimine en bonne partie le poids du modèle ancien) n'est pas si grande entre milieu urbain et rural ; elle est respectivement de 2,01 et 2,85 enfants en moyenne ; et c'est, en définitive, le fait d'être actif ou non qui est décisif.

Education, emploi et urbanisation se conjuguent pour rendre compte de la baisse du taux de fécondité. Cependant l'examen des différences provinciales d'activité féminine, mesurées en années brutes de vie active, résultant de la somme des années d'activité accumulées pour chaque classe d'âge, apporte des nuances. Les écarts ne s'expliquent pas seulement par les différences d'urbanisation, mais comme le remarque F. Gonzalez, il faut y voir la persistance d'inégalités économiques, sociales et culturelles notamment dans les provinces de l'Orient. Cela n'empêche pas de considérer que la baisse de fécondité est liée à une amélioration générale de la vie et du niveau de vie due à la transformation radicale de la société et notamment aux politiques de santé et d'éducation.

De façon non contradictoire, l'amélioration des revenus directs et de la protection sociale gratuite s'est d'abord traduite par une augmentation des naissances. Le changement radical dans la redistribution du revenu national en témoigne. Si l'on représente la société sous forme d'une pyramide, les 60 % correspondant à la base ont vu leurs revenus par tête se multiplier par deux entre 1953 où ils ne recevaient que 17 % du revenu national et 1973 où ils en recevaient 39,5%. Au sommet de la pyramide, les 20 % de privilégiés se partageaient 60 % du revenu national avant la révolution et 35 % en 1973.<sup>22</sup>

La question du logement joue également un rôle complexe. L'amélioration des conditions d'habitat est notable surtout en province. Néanmoins le volume de logements construits est loin d'être suffisant : à d'énormes besoins au départ se sont ajoutés ceux provoqués par la croissance démographique urbaine. Le déficit est particulièrement aigu dans la capitale en raison du vieillissement du patrimoine immobilier, du fait de l'arrivée de migrants de l'intérieur - en partie jugulée mais non stoppée -, et malgré la construction des nouveaux quartiers de La Habana del Este. L'objectif d'un développement plus équilibré du pays et la volonté d'éviter l'engorgement de la capitale ont fait porter les efforts de construction vers les provinces, en premier lieu orientales. Il est toutefois difficile d'affirmer que le manque de logements, surtout dans les grandes villes ait été un facteur décourageant la natalité. Par contre on peut penser que la récente réforme de l'accès au logement, les efforts en cours sur le logement collectif des "micro-brigades", sur les crèches et les jardins d'enfants vont inciter les 46 % de femmes de plus de quinze ans qui ont zéro ou un enfant, à en avoir un ou à en avoir un second.

\*\*\*

Pendant la première période de la révolution se produit un mouvement de hausse de la natalité, suivi par une forte baisse de 1965 à 1980. Certains

auteurs expliquent le boom des premières années comme un phénomène de natalité différée, d'après guerre civile.<sup>23</sup> Plus pertinente semble l'interprétation en termes de brusque rupture sociale, d'amélioration rapide des conditions de vie de la masse paysanne, du prolétariat et du sous-prolétariat urbains, dans un contexte caractérisé par le maintien d'un modèle culturel de reproduction élevée (les moyens de limitation des naissances, voire de contraception, étaient surtout répandus au sein de catégories sociales dont une bonne partie quittait le pays). On ne saurait sous-estimer les effets de l'enthousiasme suscité par la transformation radicale d'une société antérieurement perçue comme inégalitaire et corrompue et des espoirs soulevés par les nouvelles politiques d'éducation et de santé.

Pendant les années soixante sont des années d'une terrible tension : les priorités données à la défense nationale et aux grands choix économiques mobilisent les populations sur toute l'étendue de l'île et multiplient les séparations des couples. Autant de facteurs limitatifs pour la procréation qui expliquent la baisse de la fécondité à partir du milieu de la décennie.

La natalité retrouve son niveau d'avant la révolution au début des années soixante-dix, et, durant les deux décennies suivantes, des facteurs structurels limitatifs ou dissuasifs vont prévaloir sur l'ancien modèle socio-culturel et sur les nouveaux facteurs incitatifs. La tendance est à une homogénéisation sociale et géographique et à l'extension du modèle culturel de la famille réduite, relativement décalé (en avance ?) par rapport aux résultats économiques évalués selon le critère de la productivité.

Nous ne partageons donc pas l'avis de certains auteurs qui, comme S. Diaz-Briquets et L. Perez,<sup>24</sup> invoquent le passage de l'optimisme au pessimisme en fonction de mauvaises performances économiques pour expliquer le mouvement de la "fécondité de la révolution". Pour nous, le nouveau modèle culturel est fonction des changements intervenus dans le mode de vie, de l'élévation du niveau de scolarisation et du rapide développement de l'emploi féminin ; il est fondé sur des aspirations justifiées à une amélioration du niveau de vie en même temps que sur les valeurs humanistes prônées par le Che Guevara. Mais partir "à l'assaut du ciel" a souvent conduit à délaissier la base matérielle dont les déficiences se retournent aujourd'hui contre ces aspirations.

## NOTES

(1) Mauldin W., "Patterns of fertility decline in developing countries 1950-1975" in *Studies in Family Planning*, 1978, 8 (4) et Mauldin et Berelson "Conditions of fertility decline in developing countries 1965-1975" in *Studies in Family Planning*, 1978, 9 (5).

(2) Mauldin et Berelson, *op. cit.*

(3) Non sans avoir noté que, entre 1970 et 1981, la capitale a connu un rythme annuel de croissance de 0,7%, trois fois moindre que pour la période intercensale 1953-1970 et inférieur au rythme national de 1,1%, ce qui représente un renversement de tendance

remarquable pour un PVD. S'y conjuguent une faible natalité, déjà ancienne, les effets de l'émigration externe et les apports, contenus, de l'immigration interne.

(4) L'analyse qui suit se fonde sur les statistiques fournies par le ministère de l'Intérieur.

(5) J.P. Guenguant, "Les migrations caribéennes depuis 1950 : des évolutions inattendues" in *Revue du CERC*, n°1, Université de Pointe-à-Pitre.

(6) Avant 1959, les décès enregistrés par l'état civil correspondaient à ceux pour lesquels il avait été établi un certificat médical ; le risque de sous-estimation est donc grand, particulièrement dans les milieux pauvres et ruraux. De plus il n'inclut pas la mortalité périnatale de 0 h à 24 h. Un calcul sur la classe d'âge des moins de cinq ans sur le recensement de 1953, montre une sous-estimation de près de 7% pour les hommes et 8,5% pour les femmes. Cf F. Gonzalez et J. Debasa, "Cuba, evolución y ajuste del censo de 1953, y las estadísticas de nacimiento y defunciones entre 1943 y 1953 ; tablas de mortalidad por sexo 1952-54", CELADE, 1970, Santiago de Chile.

(7) E. Velazquez et L. Toriac, "Cuba, tablas de mortalidad estimadas por los años calendarios terminados entre 0 y 5 entre 1900 y 1950", CEDEM, 1975, serie 1 (3), La Habana ; A. Farnos, "Cuba, tablas de mortalidad estimadas por sexo entre 1955 y 1970", CEDEM, 1976, serie 1 (8), La Habana ; *Anuario estadístico de la CEPAL*, 1983.

(8) S. Díaz-Briquets, *The health revolution in Cuba*, Austin, University Press of Texas, 1983. Compte-rendu in *Cuban Studies*, 1985, vol.1.

(9) Le poids de La Havane a légèrement diminué de 21 % en 1953 à 19,8 % en 1981 ; plus du tiers de la population cubaine vit dans des villes de plus de 100 000 hab. (contre le quart en 1953), et plus de la moitié dans des villes de plus de 20 000 hab. (contre deux cinquièmes).

(10) H. Behm Rosas et O. Pinos Ramos, *Cuba, la mortalidad infantil segun variables economicas y geograficas*, San José de Costa Rica, CELADE, 1974.

(11) On retrouve là comme en écho, et bien que fonction des conditions de l'évolution de la néo-colonie, les deux zones de développement distinct déjà existantes au temps de l'apogée de la colonie, cf. Perez de la Riva, "Una isla con dos historias" in *Cuba internacional*, 1968, n°78.

(12) Alfonso Farnos Morejón, *La declinación de la fecundidad en Cuba y sus perspectivas en el contexto de los procesos demográficos*, 1985, thèse d'Etat, Université de La Havane, CEDEM.

(13) Cf. les enquêtes géo-démographiques effectuées par Perez de la Riva fin soixante début soixante-dix : *El barracón y otros ensayos*, La Habana, 1975, ed. Ciencias sociales.

(14) Vilma Espin, membre du bureau politique du PCC et présidente de la Fédération des femmes cubaines.

(15) Des enquêtes réalisées en 1971 et 1982 dans deux municipes situés aux deux extrémités de l'échelle ville-campagne, celui de Plaza de la Revolución en plein coeur de la capitale, et celui de Yateras, contrée reculée de la province de Guantanamo, fournissent une "fourchette" maximale des valeurs. Entre ces deux dates, la fécondité (évaluée en TGFO) a diminué de moitié dans les deux cas : de 2,6 à 1,2 pour Plaza, et de 7,2 à 3,5 à Yateras.

(16) A la veille de la première guerre mondiale, Cuba reçoit le quart des capitaux américains vers l'Amérique latine, et devient la deuxième zone d'investissement du sous-continent. La crise mondiale de surproduction de 1920-1921, liée à la chute brutale de la demande européenne, provoque la faillite des banques cubaines et espagnoles qui passent sous le contrôle américain et, en 1928, les compagnies américaines ou mixtes contrôlent les trois-quarts de la production sucrière. Les faibles salaires n'incitent guère la population insulaire à émigrer dans la plaine centrale où les latifundia sucriers emploient des immigrants antillais.

- (17) Raul Hernández Castellón, *El proceso de la revolución demográfica en Cuba*, La Habana, CEDEM, n° spécial, 1985.
- (18) S. Díaz-Briquets, "Determinants of mortality transition in developing countries before and after the second war : some evidence from Cuba", in *Population Studies*, 1981 (35).
- (19) Luisa Alvarez, *La fecundidad en Cuba*, La Habana, editorial de Ciencias sociales, 1985.
- (20) CELADE-CEE Cuba, *El descenso de la fecundidad en 1964-1978*, San José de Costa Rica, 1981.
- (21) Fernando Gonzalez Quiñones, *La participación de la mujer en la fuerza de trabajo y la fecundidad en Cuba. Un estudio sobre población y desarrollo*, 1968, thèse d'Etat, Université de La Havane, CEDEM.
- (22) Claes Brundenius, "Measuring income distribution in pre and post-revolution Cuba", in *Cuban studies*, 1979, n°2.
- (23) J. Marieu, "Quelques données récentes sur la population cubaine", in *Cahiers d'Outre-Mer*, 1974, 27, n°6, Bordeaux.
- (24) S. Díaz-Briquets et L. Perez, "Fertility decline in Cuba, a socio-economic interpretation", in *Population and Development Review*, 1982, n°3.

## AUTOUR DE LA MEDITERRANEE AMERICAINE DES ECONOMIES ET DES SOCIETES NATIONALES POUR QUOI FAIRE?

*Claude Bataillon \*\**

Les économies et les sociétés nationales sont les modèles qui viennent à l'esprit de tout chercheur, comme cadre explicite ou implicite, pour la plupart des études socio-économiques. Ce modèle est aussi prégnant pour le monde latino-américain que pour le monde européen, d'autant que dans l'un et l'autre cas il a pris corps dès le XVIII<sup>e</sup> siècle au moins pour les élites. Dans l'Amérique latine continentale, il s'est donc imposé depuis plus de cent cinquante ans. En revanche, dans les Antilles, les États indépendants naissent échelonnés entre le début du XIX<sup>e</sup> siècle (cas exceptionnel de Haïti), et la fin de celui-ci (autres grandes Antilles) et bien après la Seconde guerre mondiale pour la plupart des petites Antilles.

Aussi bien, chaque fois que ce modèle national s'applique mal, soit au fonctionnement d'une économie, soit à l'organisation d'un corps social, la première réaction du chercheur est de détecter quel champ de force étranger empêche ce fonctionnement : on ne le trouve que trop facilement dans l'"arrière-cour" des Etats Unis où la présence impériale de ceux-ci s'impose d'elle-même. Mais le chercheur agacé de ne pouvoir utiliser l'outillage qui lui est familier n'en revient pas moins à ses habitudes, difficiles à abandonner : comment penser autrement qu'en termes d'économie (ou de société) nationale tronquée, inachevée, incomplète.

Comment remettre en cause par exemple l'habituelle vision en termes de marché intérieur, pour lequel les experts de la CEPAL, puis bien d'autres spécialistes, ont mis au point la théorie de l'industrialisation par substitution d'importations dans un espace temporairement protégé ? Si ce marché intérieur est, on le sait en Europe, de moins en moins crédible à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, même pour "cinquante millions de consommateurs", comment lui accorder une certaine confiance pour les quelques millions d'habitants des Etats d'Amérique centrale ou des Grandes Antilles, et moins encore pour les Etats, formellement souverains, qui dans les Petites Antilles ne "pèsent" que quelques centaines ou dizaines de milliers d'habitants, quand bien même on se ménage l'espoir qu'ils atteignent un niveau de consommation minimale ?

Un marché intérieur est une notion qui suppose qu'un Etat en assure le contrôle, ou du moins la régulation. Or les administrations publiques sont d'autant moins capables d'assurer cette régulation qu'elles ont peu de prise, fiscale en particulier, sur des activités économiques dont les unes sont exclusivement connectées avec l'extérieur et dont les autres se

*\*\* Géographe, Directeur du Groupe de Recherche sur l'Amérique latine (GRAL - CNRS), Toulouse.*

referent sur des circuits locaux principalement familiaux ou communautaires. Ce que nous percevons ici en termes économiques peut s'énoncer pareillement en termes de groupes sociaux : quels sont ceux qui ont un projet national, qui constituent une société civile dépassant les communautés locales et qui sont capables de dialoguer avec d'autres groupes, de statut national eux-aussi ? Bien sûr certaines élites urbaines qui par leur niveau de vie, leur mode de vie, leur accès à la technique, ne se distinguent *a priori* en rien des classes moyennes appartenant soit aux grandes villes des grands pays latino-américains, soit à celles des Etats-Unis ou de l'Europe occidentale. Mais une différence fondamentale est que ces élites urbaines antillaises ou centre-américaines ne s'appuient pas mutuellement (comme peuvent le faire celles des différentes villes brésiliennes), mais dépendent de relations extérieures souvent lointaines, avec les Etats-Unis ou l'Europe.

Un indice de ce qu'est l'intérieur par rapport à l'extérieur pour les populations d'entités de faible poids nous est donné par les migrations : dans le cas de nombreuses petites Antilles, les migrants qui trouvent à vivre et à s'employer dans les métropoles des Etats-Unis ou d'Europe sont bien plus nombreux que ceux qui sont attirés par les centres d'emploi locaux - le plus souvent une seule ville moyenne et un très petit nombre d'entreprises en dehors de celle-ci. Malgré le coût de la distance, du dépaysement et des démarches, légales ou non, pour entrer dans un pays dont on n'est pas citoyen, le flux de migration est plus élevé vers "l'extérieur" que vers "l'intérieur".

Autre indice de ces relations particulières entre l'intérieur et l'extérieur, les avatars de la fonction étatique de défense dans ces pays. Entre l'Isthme de Panama et le Rfo Grande, ni sur la terre ferme ni dans les îles, aucune armée ne l'exerce vis à vis de l'extérieur. Quand une armée y existe, sa fonction est de police intérieure et son importance signale le degré de coercition exercée sur la population, baromètre des régimes politiques. En général aucun de ces pays n'exerce de contrôle sur ses frontières, de telle sorte qu'il n'empêche ni les migrations extérieures (dont la fuite devant le service militaire peut être un élément notable), ni les trafics illicites de produits quelconques. Les frontières maritimes sont particulièrement ouvertes, alors même que chaque pays a étendu en mer sa zone d'exclusivité économique, si bien que la Méditerranée américaine ne comporte pratiquement pas d'espaces de statut international. A titre d'exception, les frontières cubaines sont extrêmement peu perméables, mais au prix d'un coût social et politique très élevé. On peut dire que pour ces frontières maritimes fonctionne un seuil brutal : elles sont ou beaucoup plus perméables que des frontières terrestres, ou à peu près fermées.

On en arrive donc à nommer migration internationale, ou trafic international, des mouvements de personnes, de fonds, de marchandises (dont les armes ou la drogue), qui à l'intérieur des Etat-Unis, de la Colombie ou du Mexique, pour prendre de exemples proches, sont interprovinciaux et de ce fait considérés comme "normaux", licites, ou pour le moins incontrôlables, dans la mesure où l'espace "intérieur" n'est habituellement pas soumis à contrôle.

Pour des populations restreintes, occupant de petits espaces, les relations extérieures concentrent leurs effets : le terme d'"avantage comparatif" s'applique particulièrement à une zone franche, à un paradis bancaire, à l'accueil d'un trafic illicite, où en termes comptables (mais souvent aussi dans la vie quotidienne) le "produit intérieur" est particulièrement élevé. A l'inverse une population comparable par sa taille qui ne dispose pas à un moment donné de ce type d'avantage peut se trouver particulièrement démunie, si aucune retombée ne lui provient d'un territoire voisin plus prospère. Et ces contrastes très brutaux dans l'espace s'accompagnent aussi de changements conjoncturels très rapides dans le temps : un paradis bancaire peut s'effondrer en peu de temps face à l'insécurité politique locale ou au boycott ; une aide internationale en capitaux, biens, services, moyens sanitaires et alimentaires, peut améliorer très brusquement la situation d'une île très pauvre.

Un exemple de ce poids relatif des composantes économiques au sein d'une entité très peuplée relativement nous est donné par le Salvador (quatre départements français pour la superficie, mais près de trois millions d'habitants). Dans la seconde moitié de la décennie quatre-vingt, le produit intérieur brut annuel est évalué à 4 milliards de dollars ; le budget de l'Etat monte à 0,6 milliard de dollars et l'aide militaire moyenne à 0,5 (mais ce n'est pas la seule source du budget de l'Etat) ; on connaît fort mal les entrées de devises provenant des envois des émigrés (vivant principalement aux Etats-Unis), mais il n'est pas invraisemblable de les évaluer à 0,5 milliard de dollars (s'il est vrai que ces émigrés dépassent largement le demi million). Pas plus qu'il n'est invraisemblable d'évaluer aussi les entrées de devises issues du transit de la drogue (bien plus que de sa production agricole ou de sa transformation industrielle) à 0,5 milliard de dollars. Ceci revient à dire que les activités énumérées ci-dessus représentent le même poids que toutes les autres, destinées à la consommation intérieure ou à l'exportation. Certes ce cas est, avec ceux du Panama et du Belize, à l'extrême de la situation centre-américaine, mais il se situe dans la moyenne des Grandes Antilles, alors que de nombreuses Petites Antilles voient la quasi-totalité de leur "produit intérieur" dépendre d'une seule ressource externe : tourisme, zone franche ou paradis fiscal.

Ce que nous venons de décrire pour de petits pays peut s'appliquer avec des nuances à des portions de populations mexicaines, dans l'ouest et surtout dans le nord de ce pays, mais, avec un marchandage beaucoup plus complexe de la part d'un pays qui dispose d'une position stratégique "globale", d'une certaine autonomie monétaire et d'institutions lourdes.

Ces considérations conduisent à souhaiter que l'étude du monde méso-américain et caraïbe envisage les petites unités comme des villes ou comme des unités régionales (au sens de la géographie française du milieu du XXe siècle), dont on voudrait mesurer les degrés d'autonomie par rapport à des champs plus vastes. On y examinerait les pratiques politiques et administratives non comme des situations étatiques pures, mais comme des nuances locales ou régionales. On y verrait la vie quotidienne des relations internes au pays comme celle qui se noue au sein d'une ville moyenne et de ses élites, qui ne manquent pas d'assurer leur poids grâce à des alliances (matrimoniales, d'affaires...) dans d'autres villes moyennes

ou dans une grande métropole. On peut capter ce rapport interne/ externe aussi à propos de la presse lue, des télévisions regardées, des livres scolaires utilisés ; plus largement à propos de l'éducation et de la religion pratiquée, ou plus formellement à propos du passeport, des billets de banque.

Comprendre ces réalités peu jacobines, où l'entité étatique ne régit qu'une part de la vie collective assez semblable à celle que contrôle une commune de moyenne ville ou une province dépourvue de grande métropole, voici qui peut enrichir la connaissance de ce monde périphérique aux Etats-Unis.

Février 1991

## NOTES

(1) Ce texte fait suite à une note dans *L'Espace géographique* (n° 4 de 1986, p. 256, *Une géographie modélisée pour le Tiers Monde ?*), mais surtout aux réflexions nées du travail d'édition du volume *Amérique Latine* de la *Géographie universelle Hachette / Reclus*, tome 3 à paraître en 1991, énoncées en résumé sous le titre "Nouvelle donne dans l'arrière-cour" dans *L'Ordinaire Mexique- Amérique centrale*, n° 126, mars-avril 1990, p. 1-2. Voir les textes de Michel Beau, mais aussi récemment M. Claude Smouts, "L'opinion française et le Tiers Monde", *Esprit*, décembre 1990, pp. 106-112, ainsi que *Fondation de France*, magazine trimestriel, novembre 1990, "Les mendiants et les boy scouts", pp.11-17.

# *Information scientifique et coopération*

## LES INSTITUTIONS ET L'AMERIQUE LATINE

Le chercheur et son objet : implications, pratiques, rôle et représentations du chercheur latino-américaniste en sciences sociales  
*VALERIE DE CAMPOS MELLO, VALERIE PHILIPPE, ERIC CALCAGNO, PABLO MARTIN*

## MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

Innovations technologiques et mutations industrielles en Amérique latine (Argentine, Brésil, Mexique, Venezuela)  
*JEAN REVEL-MOUROZ*

L'information scientifique sur l'Amérique latine en sciences humaines et sociales en 1991  
*MONA HUERTA*

## DIALOGUES

Images réciproques du Brésil et de la France  
*STEPHANE MONCLAIRE*

## LECTURES

Notes brèves sur...

... le monde  
... les Amériques  
... l'Argentine  
... le Brésil  
... le Mexique  
... le Venezuela

*JEAN REVEL-MOUROZ*  
*PIERRE RAGON*  
*MARIE FRANCE PREVOT-SCHAPIRA*  
*BERNARD BRET*  
*MARIE-JOSE VABRE*  
*FREDERIQUE LANGUE*

# LES INSTITUTIONS ET L'AMERIQUE LATINE

## *LE CHERCHEUR ET SON OBJET : IMPLICATIONS, PRATIQUES, ROLE ET REPRESENTATIONS DU CHERCHEUR LATINO-AMERICANISTE EN SCIENCES SOCIALES*

<<Notre savoir ordinaire ne se représente que l'objet qu'il connaît, mais il ne se représente pas en même temps lui-même ; cependant, le tout qui est présent dans le savoir, ce n'est pas seulement l'objet mais aussi le moi qui connaît, ainsi que le rapport du moi et de l'objet l'un avec l'autre, la conscience>>

Hegel, *La Logique*

Cette formule de Hegel illustre fort à propos la problématique à l'oeuvre dans l'enquête réalisée par quatre étudiants du magistère en sciences sociales de l'Université de Paris V-Sorbonne, Valérie de Campos Mello, Valérie Philippe, Eric Calcagno et Pablo Martin, dont nous livrons ici les principales conclusions. Cette enquête, intitulée *Le chercheur et son objet : implications, pratiques, rôle et représentations du chercheur latino-américaniste en sciences sociales*, visait à explorer la relation du chercheur avec son objet d'étude, à savoir l'Amérique latine, en analysant les conditions de la production de la théorie et de la pratique sociale.

Nous nous proposons, à l'aide des diverses techniques d'enquête classiques en sociologie (entretien, analyse de discours, analyse factorielle) d'esquisser le profil du chercheur. Nous avons ainsi réalisé une quinzaine d'entretiens en tête à tête, dont la durée moyenne fut d'une heure et quart. Le choix des personnes interrogées s'est fait avec le souci d'avoir la plus grande diversité possible de points de vue, aussi avons nous sélectionné des chercheurs de diverses disciplines (sociologues, ethnologues, géographes, historiens...) spécialisés dans des domaines différents rattachés à des centres différents (IHEAL, CREDAL, EHESS, IRESCO, IEDES, ORSTOM). Une analyse de contenu a été ensuite effectuée, sur la base de ces entretiens. Nous avons également élaboré un questionnaire comportant 33 questions (dont deux ouvertes), que nous avons adressé à la totalité de la population étudiée (soit 297 chercheurs). Une cinquantaine de questionnaires nous sont revenus dûment remplis (soit un taux de réponse de 20 % environ). Ce comptage des réponses a

dès lors été fait à l'aide du logiciel mis au point par Thierry Raedersdorff qui autorise des tris à plats, des tris croisés et un filtrage des données. Nous avons utilisé pour nos analyses factorielles le programme mis au point par Philippe Cibois : TRI<sup>2</sup>

Pour être le plus exhaustif possible, notre travail devait interroger des professionnels divers par leur formation, par leur thème, par le rattachement à une institution.

Nous croyons avoir réussi à axer cette diversité sur le fil conducteur de notre recherche, en dégagant de grands axes explicatifs : l'implication intellectuelle, les pratiques personnelles, le rôle et les représentations du chercheur.

Certes, ces catégories s'enchevêtraient souvent, mais dans chaque partie commune, nous visions à prendre la spécificité propre de chaque dimension : ainsi l'affectivité a une nature spécifique, mais garde des points en commun avec le rôle ou la représentation de l'Amérique latine. Nous présentons ici un résumé de notre travail, structuré autour de

- l'idéal-type du chercheur latinoaméricaniste,
- le concept d'implication,
- les résultats de l'enquête.

### **Idéal-type du chercheur latino-américaniste**

Dans un premier temps, nous pouvons décrire les motivations premières des chercheurs comme extrêmement diverses, allant de l'engagement politique à "l'amour" (sic), du maître à penser à la recherche d'un terrain peu exploré et hors du domaine d'études traditionnel.

Mais dans un deuxième temps, et suivant une visée explicative, l'implication intellectuelle nous informe sur le fait que pour un chercheur, l'Amérique latine se circonscrit au pays qu'il étudie, il ne perçoit la réalité du continent dans son ensemble qu'à travers le prisme, déformant ou non, de la réalité du pays où il séjourne.

Ceci est un élément qui nous informe sur les implications intellectuelles : ainsi, le chercheur latino-américaniste a du mal à saisir l'unité du continent. Est-ce un effet des implications intellectuelles trop fortes dans le pays qu'il étudie ? Ou est-ce alors par l'absence réelle de cette unité ?

Nous voyons se former l'opposition diversité / unité, comme donnée majeure qui structure le champ des implications personnelles.

L'étude de l'affectivité nous porte sur l'autre versant de la vie du chercheur, la partie personnelle, hors recherche, lors de ses séjours en Amérique latine.

Dans cette partie, à vocation descriptive également, nous analysons trois domaines (l'affectivité, la vie privée, l'engagement politique) qui sont structurés par des logiques qui privilégient la pratique par rapport aux données intellectuelles. Il n'y a pas, ici, de remplacement de la dimension rationnelle par l'engagement ou l'affectivité, mais une émergence d'éléments qui échappent à cette première rationalité et qui, en quelque sorte, viennent la compléter. Il n'y a pas de phénomène d'"overlapping" déstructurant, mais dessin supplémentaire de la figure du chercheur. C'est le sens de notre typologie en trois volets, des individus non-engagés,

semi-compromis et décidément attachés aux aspects politiques de leur activité : cette "trinité du chercheur" est une constante.

Dans une visée explicative, cette réflexion nous montre l'effet de retour, pour le chercheur, de son environnement latino-américain, une sorte de construction du chercheur par son objet, qui est un des aspects révélateurs de notre travail.

Nous retrouvons les trois dimensions précitées dans l'étude sur le rôle du chercheur. Trois attitudes, qui se définissent dans les limites des besoins de la recherche fondamentale ; la dichotomie entre le désir d'action d'une part, et la nécessité de rester scientifique de l'autre, enfin, le rôle du chercheur conçu comme une forme de militantisme à travers la connaissance.

Toutefois, malgré ces clivages clairs qui appellent ou non (et qui expliquent) l'engagement politique, l'implication dans leur terrain devient caractéristique, marquée par le sentiment d'utilité de leur travail, notamment en ce qui concerne les projets de développement et la formation de spécialistes latino-américains.

Dans la partie consacrée aux représentations de l'Amérique latine, surgit à nouveau le clivage entre unité / diversité, montrant bien la difficulté qu'ont les chercheurs à percevoir le continent de manière globale.

Nous avons pu mettre en évidence l'existence de plusieurs typologies de chercheurs, chacune répondant à une série de stratégies personnelles, autant au niveau de la recherche qu'à ceux de l'affectivité, de la conception des rôles du chercheur et de leur représentation de l'Amérique latine.

### **Le concept de base : l'implication**

La problématique de l'implication apparaît en filigrane tout au long de notre travail. C'est, sans doute, la dimension majeure de notre réflexion, celle qui éclaire le plus les relations entre "le chercheur et son objet"

Nous entendons par implication ce réseau extrêmement complexe qui relie l'imaginaire au réel.

Ainsi, au cours de notre enquête, on a constaté que les chercheurs ne savaient jamais jusqu'où ils étaient impliqués, mais ils savaient jusqu'où ils acceptaient de s'investir. Si l'implication relève de l'irrationnel, comme certains motifs du choix de l'Amérique latine ou la dimension affective, l'investissement est une tentative de rationalisation, de contrôle, aussi bien dans les relations avec les chercheurs que dans les contacts dans le cadre de la recherche.

L'implication nous apparaît comme un concept fondamental en tant qu'il est capacité d'appropriation, de réappropriation, d'assimilation et d'intégration, et montre par là la richesse et la complexité des rapports entre le chercheur et son objet, en ce cas, l'Amérique latine.

La problématique sociologique à l'oeuvre est de comprendre la part de la "liberté" individuelle et celle de la "production" sociale dans la décision de devenir chercheur latino-américaniste. Savoir si les causes de cette implication engendrent des pratiques particulières et en quoi ces dernières témoignent à leur tour d'un certain type d'implication.

On peut ainsi distinguer deux grands types de causes. Celles qui relèvent d'une démarche purement intellectuelle, le chercheur n'a encore qu'une connaissance abstraite de ce qui deviendra son objet de recherche, et celle qui relèvent d'une rencontre empirique, d'une expérience latino-américaine.

L'implication intellectuelle peut également être suscitée, dans un premier cas, par l'intérêt pour un thème de recherche particulier qui n'est pas spécifique à l'Amérique latine, mais néanmoins applicable à celle-ci. Le choix de l'Amérique latine se fait dès lors pour des raisons conjoncturelles, par élimination d'autres terrains, pour des raisons idéologiques ou de sensibilité politique, pour faire oeuvre de pionnier... Ici c'est le choix de la discipline, d'un thème de recherche qui préside au choix du terrain. Il n'y a pas encore l'expérience vécue de l'Amérique latine.

Dans un deuxième cas, c'est un séjour effectué en Amérique latine qui semble tenir lieu de déclencheur. Il peut s'agir d'un séjour en touriste, motivé par l'attrait de l'Amérique latine pour le chercheur en tant qu'individu, ce voyage éveille en lui l'envie de faire de la recherche sur ce terrain, et il est ici la cause première de l'implication intellectuelle. Ou bien ce séjour relève d'une réponse à une demande institutionnelle (bourse d'études, coopération) ; la démarche du chercheur est ici moins personnelle, mais implicative, néanmoins ce séjour révèle au chercheur une adéquation entre ses préoccupations intellectuelles, préexistantes au séjour, et son expérience vécue sur le terrain.

Si l'on voit au travers de ces diverses causes avancées par les chercheurs des différences certaines dans la nature et l'intensité de la liaison à l'objet "Amérique latine", il est à noter que dans la plupart des cas l'implication intellectuelle est plus centrée sur une discipline particulière des sciences sociales que sur l'Amérique latine, à l'origine la rencontre avec l'objet est souvent fortuite.

En revanche, cette diversité dans la raison du choix de l'Amérique latine comme objet de recherche ne semble pas engendrer une diversité de pratiques. En effet, qu'il s'agisse des lectures, des liens institutionnels (essentiellement avec des universités), personnels, ou des séjours du chercheur en Amérique latine, les manifestations de l'implication de celui-ci restent circonscrites au(x) pays dans le(s)quel(s) se situe le terrain de recherche. En outre, lorsque les chercheurs ont des contacts extérieurs au milieu de la recherche, comme c'est souvent le cas, avec des partis politiques, des mouvements sociaux ou religieux, il s'agit non pas de contact avec les instances hiérarchiques supérieures de ces organisations, mais plutôt avec des acteurs qui opèrent sur le terrain. Ce sont des acteurs plus, à proprement parler, sociaux que politiques; le contact avec les partis politiques semblant être corrélé avec une implication plus personnelle que strictement professionnelle.

Enfin, en ce qui concerne les publications des chercheurs, on constate que très peu publient "grand public", mais essentiellement dans des revues scientifiques destinées à un public spécialiste en sciences sociales, et surtout latino-américaniste.

Il n'y a donc pas de lien direct de cause à effet entre les raisons du choix de l'Amérique latine et les manifestations de l'implication intellectuelle, au travers des pratiques susmentionnées. Celle-ci, quoique très intense, reste limitée au pays sur lequel le chercheur travaille. Ainsi l'implication intellectuelle semble connoter un engagement dans la complexité.

Le chercheur est avant tout un spécialiste, un expert dans un domaine particulier, sur un terrain spécifique. Rares sont les généralistes de l'Amérique latine.

## Les résultats

Les résultats concrets de notre enquête, les plus opératoires, sont ceux qui font référence à la composition et la structuration de la population étudiée, à cette image "idéal-typique" du chercheur, qui nous a servi de fil directeur.

Ainsi, parmi les chercheurs, nous remarquons la permanence de certaines caractéristiques propres à ce milieu, comme par exemple le nombre élevé de géographes. Ce sont eux, qui, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, ont le plus développé les études sur l'Amérique latine, qui se sont ensuite diversifiées à d'autres disciplines des sciences humaines. D'autre part l'entourage professionnel alimente et stimule leur intérêt pour l'Amérique latine, ce qui contribue à créer un "effet réseau" dans le milieu de la recherche.

Une autre permanence est la coloration politique de la recherche et des chercheurs : l'investigation latinoaméricaniste est à gauche, modérément mais de manière stable, avec une forte intensité dans les années soixante-dix. Si l'"air du temps" a changé depuis, la tendance politique précitée reste plus discrète, mais ferme. Fait paradoxal, qui illustre notre propos, la perception politique de la recherche est plus à gauche que l'ensemble des chercheurs.

Sur le plan des causes, on ne peut que constater la diversité de motifs qui sont à la base du choix de l'Amérique latine comme terrain d'études, et qui interviennent le plus souvent des cas au début de leur carrière; il y a un effet d'homogénéité certain (celui qui commence à travailler sur l'Amérique latine reste dans cette aire d'études), peu nombreux, sinon inexistant, sont les cas de chercheurs pratiquant la transversalité (autour d'un thème, étudier des cas appartenant à diverses aires de civilisation).

En ce qui concerne leurs pratiques sur le terrain, l'analyse factorielle des correspondances a montré une forte corrélation entre contacts personnels et professionnels, ceux-ci étant plus ou moins intenses selon que l'engagement politique est plus ou moins marqué. Il y aurait donc une sorte de symbiose entre vie publique et vie privée chez les chercheurs latino-américanistes.

Peut-être faudrait-il voir là une des caractéristiques de la recherche latino-américaniste, qui est d'être fortement tournée vers les aspects opératoires : rôle de production et de transmission de connaissances vers la société d'accueil.

Si le facteur politique contribue fortement à éclater la population, et à la différencier selon les pratiques (à travers l'analyse des phrases types tirées

des entretiens non-directifs et soumises au questionnaire), l'autre variable qui structure la population étudiée est la perception de l'Amérique latine en tant qu'unité ou diversité.

C'est ici que nous pouvons constater comment la pratique du chercheur tend à modifier l'objet d'étude. Le reste du continent est analysé à travers la vision construite sur le pays d'accueil, donnant une vision éclatée de l'Amérique latine. Paradoxalement, même face à une perception diverse du continent, le chercheur accepte l'appellation de "latino-américaniste", que l'on pourrait qualifier de "holistique".

Le clivage "unité / diversité" conduit à percevoir, lors des questions ouvertes, un grand nombre de problèmes et d'atouts propres du continent.

Ainsi le problème des élites politiques, de la fragilité de la démocratie, les problèmes et inégalités économiques les plus criantes. Il serait intéressant de se demander dans quelle mesure la perception des problèmes correspond à une analyse à partir des problèmes de l'autre, ou si cette vision est la résultante de la réintroduction de catégories propres à la France (ou au monde développé).

Du côté des atouts, ce sont la jeunesse, le dynamisme, les qualités morales, et même le potentiel naturel (opinion courante parmi les géographes) qui reviennent le plus souvent, marquant par là que l'opinion des chercheurs situe les problèmes au niveau des structures sociales et non des données de départ. Cette dichotomie n'est pas sans rappeler le débat des lumières autour de "nature et culture"

Bien qu'ayant à gérer des contraintes de temps, d'espace, et de moyens, nous croyons avoir réussi à montrer (et à l'exposer brièvement dans cet article) que le rapport entre le chercheur et son objet s'alimente d'un effet de "feed-back" continu. D'un côté le chercheur pense influencer d'une manière plus ou moins active sur le pays ou les sociétés qu'il étudie, que ce soit par la formation ou par l'intervention directe dans les problèmes latino-américains ; de l'autre, l'Amérique latine influe sur son implication intellectuelle, sur son engagement politique et sur sa conception de son rôle de chercheur.

A travers notre typologie des trois grands groupes de chercheurs, il apparaît que, autant sur le plan des opinions que sur celui des pratiques, le chercheur et son objet se construisent mutuellement, montrant que parler de l'Autre, c'est aussi se définir soi-même.

Enfin, sans prétendre à l'exhaustivité sur ce vaste sujet, nous espérons que ce travail contribuera à poser quelques jalons, quelques lignes d'étude, sur les rapports riches et complexes entre l'Amérique latine et les chercheurs spécialisés.

# MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

## *INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES ET MUTATIONS INDUSTRIELLES EN AMERIQUE LATINE : ARGENTINE, BRESIL, MEXIQUE, VENEZUELA*

Ce colloque du Réseau Amérique latine était co-organisé par le CREDAL (Paris), le GERDIC (Rennes) et le GRESAL (Grenoble) dans les locaux de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine. à Paris

Ce colloque a rassemblé pendant quatre jours (12-15 décembre 1990) plus de 150 participants, dont cinquante communicants (un tiers de communicants d'équipes françaises, deux tiers d'invités latinoaméricains) dont les communications étaient distribuées pour discussion.

Il a été jugé comme un évènement de premier plan pour le maintien de l'Amérique latine dans l'horizon scientifique et de coopération à un moment où l'Europe se polarise vers d'autres régions. Il a rendu plus visible les liens de la communauté scientifique franco-latinoaméricaine.

La participation latinoaméricaine a compté sur des personnalités de tout premier plan: Victor L. Urquidi (Mexique), membre du Club de Rome, Jacques Marcovitch (Brésil) responsable du centre d'Etudes avancées de l'Université de São Paulo et président de l'Association latinoaméricaine de gestion technologique, Mario Albornoz, secrétaire de science et technologie et responsable du centre d'études avancées de l'université de Buenos Aires, Leonardo Vivas (Ministère vénézuélien du Développement)..Ceci a favorisé une répercussion immédiate des discussions scientifiques du colloque dans des centres d'excellence.

Une bonne part des communicants avaient non seulement une expérience de chercheurs mais également des responsabilités dans la définition et gestion de politiques de sciences et technologie, au niveau de très grandes universités (USP, UBA..), d'états fédérés (Rio Grande do Sul), ou d'organismes nationaux (CNPQ brésilien, CONACYT mexicain, CONICYT vénézuélien, SECYT argentin). Les organisateurs du colloque ont facilité les contacts de ces responsables (notamment les vénézuéliens et les brésiliens) avec diverses institutions et ministères français, ouvrant de nouveaux canaux potentiels de coopération.

Le colloque a été ouvert à des chercheurs français appartenant à d'autres institutions que celles du Réseau Amérique latine (CREDAL, GERDIC/CERETIM GRESAL) : on peut mentionner ainsi la participation - comme communicants ou membres de tables de discussion - d'économistes : Alain d'Iribarne (PIRTTEM), Paule Ameller

(CNRS/FNSP), Jacques Freyssinet (IRES), Costas Vergopoulos (Paris VIII), Ignacy Sachs (EHESS),... ainsi que de sociologues: Jean Ruffier (CNRS/GLYSI), Rigas Arvanitis (ORSTOM), Robert Cabanes (ORSTOM), Jean Bunel (CNRS/GLYSI). D'autres invités (Helena Hirata, Cecilia Cassasus) étaient alors en mission. La coïncidence avec le colloque MRT de prospective de la Géographie nous a privé de la participation de certains spécialistes français des technopoles. Le Délégué à l'Aménagement du Territoire était représenté par Mme Lecoq chargée de mission spécialiste de cette question pour la France, et un chercheur du CEPREMAP (Danièle Leborgne) a replacé la question territoriale des technologies nouvelles sur le plan européen.

Cette ouverture a permis d'enrichir les échanges avec nos partenaires latinoaméricains à partir d'un éventail plus complet de la recherche française sur les thèmes retenus. De nouveaux liens ont également pu s'établir entre équipes françaises, notamment avec le GLYSI et l'ORSTOM.

Parmi les conclusions opérationnelles du colloque on relève :

- le maintien du réseau informel thématique global réuni à l'occasion du colloque, la mise en place par le CREDAL d'une feuille d'information et d'une base de données sur le réseau, et la participation au IVème séminaire de l'ALTEC (Association latinoaméricaine de gestion technologique) sur le thème de "Compétitivité, reconversion industrielle et technologique" en septembre 1991 au Venezuela. A l'invitation du président de l'ALTEC, M. Jacques Marcovitch, les équipes françaises devraient y présenter des travaux permettant des comparaisons avec la France et plus généralement l'Europe.

- le déploiement de ce réseau avec une géométrie variable, avec la création d'un groupe thématique sur travail et technologie et d'un groupe de travail sur les territoires des nouvelles technologies (ces deux groupes devraient se réunir en marge du colloque de l'ALTEC)

- le lancement d'un axe de réflexion sur les politiques et dispositifs de science et technologie et la coopération Europe-Amérique latine. Le Réseau Amérique latine a retenu ce projet dans son assemblée générale du 10 janvier, son versant "documentaire" devant se déployer en coopération avec nos collègues européens du réseau REDIAL, et son versant "recherche" devant s'inscrire dans notre coopération avec le CEISAL-Conseil européen des sciences sociales sur l'Amérique latine. Du côté latinoaméricain l'Université de Buenos Aires, le Centre d'études avancées de São Paulo, et le CENDES vénézuélien sont particulièrement concernés par ce projet.

- la décision de publier sous une forme remaniée et concentrée l'essentiel des communications au colloque, dans la collection des Travaux et Mémoires de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine. Cette publication est prévue dans le courant 1991.

- Le renforcement de projets bilatéraux de recherche existant déjà, en les réinsérant dans un cadre comparatif élargi à plusieurs pays.

Jean Revel-Mouroz

*L'INFORMATION SCIENTIFIQUE  
SUR L'AMERIQUE LATINE  
EN SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES EN 1991*

Dans le cadre du 47<sup>ième</sup> congrès des Américanistes (La Nouvelle Orléans, 7 - 11 juillet 1991) a eu lieu le symposium organisé par le Réseau européen d'information et de documentation sur l'Amérique latine (REDIAL) intitulé *L'information scientifique sur l'Amérique latine en sciences humaines et sociales en 1991*.

Neuf pays d'Europe et d'Amérique étaient représentés (Belgique, Espagne, France, Italie, Suède / Etats-Unis, Mexique, Pérou, Venezuela) ; vingt et une communications traitant de divers aspects de la réalité latino-américaine et européenne en matière d'information scientifique furent présentées.

En ce qui concerne l'Europe les communications les plus significatives ont été celles présentant des bilans de dix ans de production scientifique européenne sur l'Amérique latine (thèses, monographies, bases de données, congrès, archives etc.) Sept communications latino-américaines ont été présentées. Quinze étaient prévues mais la totalité des intervenants n'a pas pu assister à cette manifestation par manque de financement.

La délégation d'Amérique latine était composée de membres d'organismes aussi divers que bibliothèques nationales et universitaires, centres de recherches ou organisations non gouvernementales. Les contributions latino-américaines mirent en évidence l'évolution des activités d'information dans leur environnement socio-économique à travers le temps ainsi que perspectives d'avenir et travaux en cours de réalisation.

Tout au long de cette manifestation la préoccupation de sauvegarder les archives des mouvements sociaux a été particulièrement soulignée. Cela s'est non seulement traduit par plusieurs communications mais par des débats animés donnant lieu à la rédaction d'une motion adressée à la réunion plénière du congrès.

Les participants à ce symposium ont reçu, pendant leurs travaux, les encouragements de CLACSO à poursuivre la collaboration Europe / Amérique latine, initiée pendant ces journées.

La dernière session de ce symposium a été consacrée à discuter plusieurs propositions des intervenants. En conclusion il a été convenu d'organiser en 1992 (quatrième trimestre) une réunion en Amérique latine pour poursuivre la collaboration mise en place et tenir en parallèle un séminaire-atelier de formation ayant trait aux techniques de communication et réaliser

dans le cadre de la Fédération internationale de documentation (Madrid, octobre 1992) une journée d'étude qui permettra de présenter les travaux européens qui n'ont pu être achevés pour le 47<sup>ième</sup> congrès des Américanistes.

Les actes de ce symposium donneront lieu à différentes publications dont il sera fait mention ultérieurement dans *Cahiers des Amériques Latines*.

Mona Huerta

# DIALOGUES

## LES IMAGES RECIPROQUES DU BRÉSIL ET DE LA FRANCE

Ce volumineux ouvrage collectif en deux tomes (mais chacune des contributions est publiée en français puis en portugais) réunit les actes d'une table ronde organisée dans le cadre du projet France-Brésil, fin 1987 à Paris. Très vite, le titre semble maladroit. D'une part, la *réciprocité* n'est guère mise en pratique (les articles sur les modes dont et par lesquels le Brésil est perçu en France étant cinq fois plus nombreux que ceux consacrés à la façon dont la France est donnée à voir au Brésil). D'autre part, et surtout, il s'agit moins d'*images* que de *représentations*, au sens durkheimien du terme. Mais c'est là, évidemment, tout l'intérêt de l'ouvrage.

De fait, ce livre visite tour à tour les "lieux" délivrant un ensemble de représentations du Brésil ou de la France qui tendent à construire l'idée que l'étranger se fait de ce pays. Sont ainsi auscultés la presse, les méthodes de langue, les manuels scolaires, les bandes dessinées, les tableaux, les disques, les romans traduits, etc. Et comme souvent dans ce genre d'ouvrage, les chapitres s'enrichissent mutuellement. Ainsi, les résultats d'une enquête réalisée auprès de lycéens et de collégiens français recourent-ils les conclusions tirées de l'étude des coupures de presse ou des séquences des journaux télévisés traitant du Brésil. De fait ces adolescents, mis en situation de parler du Brésil, ne sont pas diserts; leur vocabulaire est étendu. Les thèmes qui reviennent le plus fréquemment dans les tests d'évocation sont liés au ludisme, à la fête et à l'art ("carnaval" et "football" étant les thèmes les plus spontanément abordés). Suivent les thèmes rattachés à la géographie, à l'économie, au social; les thèmes qualifiés de "politiques" étant quasiment absents. Or, ces adolescents ont beau préciser qu'ils ne sont pas dupes des images que leurs offre du Brésil la télévision, force est de remarquer que la récurrence des thèmes qu'ils évoquent est semblable à celle des sujets abordés dans les journaux télévisés. Sur les chaînes françaises, l'événement prime toujours sur les questions de fonds. Les journalistes privilégient le sensationnel et ce n'est qu'à travers des faits comme la visite d'une personnalité étrangère ou de réunions internationales que sont parfois abordées les inégalités sociales ou les problèmes agraires. D'une façon générale, les chaînes françaises font l'économie de l'étude des formes par lesquelles se concrétisent les clivages et les injustices sociales que, par ailleurs, on ne méconnaît pas en France. Il est vrai, toutefois, que les journalistes de l'audio-visuel ou de la presse écrite sont contraints par des

logiques éditoriales imposées par la combinaison du jeu de la concurrence et des attentes entretenues des lectorats.

Les autres "lieux" sont également peu fidèles au Brésil. Par exemple, si les bandes dessinées francophones perçoivent bien le continent sud-américain dans son unité, moins clairement dans ses différences, elles ne parviennent pas à intégrer le Brésil dans cet ensemble. Elles l'excluent ou l'assimilent au monde hispanique (en témoignent les décors inadéquats des lieux d'intrigue ou l'usage maladroit d'expressions vernaculaires). Le Brésil de la bande dessinée appartient sans conteste au groupe des pays du tiers-monde minés par la violence, la corruption, l'illégalité. Dans les bandes dessinées, *le Brésil est surtout peuplé*, effet d'un ethnocentrisme puissant, *des phantasmes de la France des droits de l'homme, républicaine et légaliste* (t. 1 p. 270). D'une façon générale, nos représentations du Brésil (celles qui sont devenues nôtres au fil de nos lectures) sont empreintes d'idéologie. De 1880 à nos jours, la présence du Brésil en France pourrait se périodiser en deux moments. D'abord, un *axe idéologique, jusqu'en 1920, qui réduit le Brésil au Même; le Brésil étant une image lointaine mais identique de la France* (t. 1, p. 119). Cette idéologie travaille le thème de la latinité où la France apparaît comme la sœur aînée des Républiques latino-américaines. Ce moment correspond à une stratégie française dans un moment d'isolement diplomatique, de rivalités coloniales et de recherche d'une nouvelle forme d'hégémonie culturelle. Puis le Brésil, à partir des années trente, va devenir la contre-figure de la France: le tiers-monde, opposé du premier-monde.

Ce thème du tiers-mondisme revient d'ailleurs fréquemment dans les manuels de littérature. Certes il semble se réduire durant les années quatre-vingt, mais rien ne vient à le remplacer. Est-ce à dire que le Brésil et plus particulièrement ses romans n'intéressent les auteurs de manuels que dans la mesure où ils disent l'exotisme, l'originalité d'une civilisation ou le sous-développement ? En outre, cette propension à ériger le "discours savant" en pathologie sitôt qu'il traite du Brésil, se redouble d'une attirance aveuglante vers l'Amazonie, à laquelle l'espace et l'histoire brésiliens semblent souvent se réduire. Les seuls habitants du Brésil dont parlent les manuels de français à destination des lycées ne sont-ils pas, de Montaigne à Lévi-Strauss, les Indiens ? Les histoires publiées dans les livres pour enfant ne se déroulent-elles pas le plus souvent en Amazonie ? L'Amazonie, *poumon de la planète*, n'est-elle pas en train de remplacer, mode écologique aidant, cette autre représentation collective qu'était le Brésil de Pelé ? Ne nous masque-t-elle pas d'autres Brésils ? Aurait-on oublié l'avertissement de Lucien Febvre: *il y a tant de Brésils dans ce Brésil ?*

Bref, ces représentations restrictives, éloignées du réel qu'elles sont sensées décrire, façonnent notre regard. Certes, ces représentations ne sont pas figées. Certes, on traduit en France de plus en plus d'ouvrages brésiliens. Certes, les rayons des bibliothèques municipales s'étoffent et se diversifient. Certes, la télévision diffuse maintenant des "novelas". Mais, en fait, l'image du Brésil s'est plus diversifiée qu'elle n'a gagné en netteté et en fidélité. Le Brésil nous reste étranger, en ce sens que *le réel*

*n'est jamais ce que l'on croit, mais toujours ce que l'on aurait dû penser* (G. Bachelard). Le grand mérite de ce livre est de nous aider à prendre conscience de nos représentations, à en repérer l'origine et les raisons, et donc de nous en dégager. C'est pourquoi sa lecture devrait préliminer à toute recherche sur le Brésil entamée par les Français.

On peut regretter toutefois que certains des "lieux" producteurs de ces représentations n'aient point été décrits. Il aurait sans doute été instructif d'analyser le contenu des guides touristiques sur le Brésil ou des spots publicitaires et des films français dans lesquels ce pays apparaît. De même, quelques unes des contributions de cet ouvrage auraient méritées d'être plus étayées (mais c'est là poser le problème de la nécessité de publier telle quelle la totalité des actes d'un colloque). En outre, on peut regretter que la relation existant entre les représentations diffusées et ceux qui les constituent n'ait point été davantage étudiée. Car cette démarche plus sociologique que descriptive aurait sans doute permis de vérifier si il y avait ou non une spécificité de ces représentations par rapport à celles produites ailleurs. De fait, les images que nous avons du Brésil, bien qu'elles soient souvent différenciées de celles que nous nous faisons du Cambodge ou du Texas (après tout, Rio et son carnaval ne se tiennent pas à Phnom Penh ou à Austin), ne sont-elles pas aussi éloignées et identiquement structurées que celles que se font du Brésil les Allemands ou les Japonais? Rechercher systématiquement le lien entre ces représentations et leurs producteurs, dans une perspective parfois comparatiste, aurait permis de mieux comprendre la nature de ces représentations, d'en préciser l'originalité éventuelle, de mesurer leur inégal succès de diffusion, et aurait donc permis de mieux s'en prémunir.

Au milieu du second tome, ce livre semble viser toutefois un nouvel objectif. Satisfaisant aux directives du projet France-Brésil, il met l'accent sur la coopération actuelle entre les deux pays. Transfert de connaissance, échange d'informations et aides multiples sont alors analysés avec le double souci de dresser le bilan des progrès effectués dans les relations France-Brésil, et de définir les axes de coopération qu'il convient de renforcer. Apparemment plus anodines, ces contributions sont pourtant très révélatrices des pratiques par lesquelles se mettent en place ou/et se gèrent certaines représentations. Nécessairement plus soumises aux règles de discussions prévalant dans les relations bilatérales, plus proches du discours institutionnel que de la conférence savante, ces contributions, parce qu'elles laissent entrevoir les intérêts de leurs locuteurs et clament le savoir-faire des deux pays, fournissent un bon exemple des effets contraignants des représentations encore récemment dominantes et des tentatives d'en proposer de nouvelles, plus aptes à servir les intérêts d'aujourd'hui. L'image du Brésil présentée par les responsables français n'est plus celle que le premier volume nous avait dévoilée : le Brésil n'est plus synonyme d'exotisme ou d'un tiers-monde lointain, trouble et morcelé; le Brésil est devenu, marché oblige, un partenaire. À cet égard le dernier rapport de synthèse est très révélateur: *désormais nous ne pouvons plus travailler «sur» le Brésil, mais «avec» les Brésiliens* (t.2, p 985). Bref, bien que les organisateurs de cette table ronde n'en aient pas eu

nécessairement l'intention, cette seconde partie invalide le reproche énoncé plus haut quant à l'étude des relations entre la force d'une représentation et les conditions de sa production. De fait, ces textes fournissent de parfaits exemples de cette relation et en montrent l'importance. Raison de plus pour lire cet important ouvrage.

*Stéphane Monclaire\**

*\* Université de Paris I, Département de Science Politique*

*Images réciproques du Brésil et de la France*, sous la coordination de Solange Parvaux et Jean Revel-Mouroz (Paris, IHEAL, 1991).

# LECTURES

## NOTES BREVES SUR LE MONDE...

*LES MILIEUX NATURELS DU GLOBE*, Jean Demangeot, Ed. Masson, coll. Géographie, Paris, 1990, 277 p.

Voici une troisième édition, mais refondue de l'ouvrage de référence de Jean Demangeot. Le thème central de l'ouvrage, qui s'adresse aux géographes, aux étudiants, et plus largement à un public éclairé est que "de nombreux milieux géographiques que l'on croit naturels ont été en fait remaniés plus ou moins par les sociétés humaines depuis le néolithique."

Dans les trois parties de l'ouvrage (éléments constitutifs des milieux "naturels", milieux "naturels" difficiles, milieux "naturels" maniables) l'auteur fait une large place aux milieux naturels d'Amérique latine, tant au niveau des exemples et milieux particuliers que des schémas et des photographies.

On peut citer ainsi la carte des milieux naturels théoriques de l'Amérique du Nord et centrale, la présentation des reliefs dérivés en structure tabulaire (cf. le *Roraima* dans la Guyane vénézuélienne), des développements sur le désert chilo-péruvien et le "semi-désert subéquatorial" du Sertão nordestino dont les origines complexes sont analysées.

Le chapitre "Risques naturels et pollutions" insiste sur l'action de l'homme sur la morphogénèse (cf. impact urbain à Rio, pompage des nappes à Mexico..) et la pollution marine (cf. pétrole dans le Golfe du Mexique).

Le chapitre sur "les montagnes intertropicales", reprenant la nomenclature classique des "tierras calientes", "tierras templadas", "tierras frias" et "tierras heladas" relève la différence fondamentale de l'anthropisation différentielle de ces milieux d'un continent à l'autre : "à la montagne ravagée et en général déserte de l'Extrême-Orient s'oppose l'acclimatation des populations tropicales dans la Cordillère des Andes"

Des "énigmes" viennent relancer l'intérêt du scientifique, tel le problème de la nature réelle d'une "prairie australe" comme la Pampa argentine, "résultant probablement du brûlis de la forêt subtropicale sclérophile par les Indiens" ; une réponse pourrait être donnée par l'analyse pollinique. On retrouve enfin dans la conclusion l'esprit des comparaisons chères à Pierre Gourou, et Jean Demangeot de comparer les deltas du Mékong et de l'Orénoque, où la différence d'aménagement tiendrait non pas de la nature mais du défi de la pression démographique dans le premier cas. Autre notation pertinente, les citadins sont eux-aussi soumis aux caprices naturels, le tremblement de terre de Mexico en est la preuve.

Au total cet ouvrage donne envie d'aller plus loin et démontre que "géographie physique" et "géographie humaine" peuvent être intégrées dans une approche globale, notamment avec les thèmes de l'environnement, des risques naturels, des pollutions.

Jean Revel-Mouroz

### ...LES AMERIQUES

*RESISTANCES INDIENNES EN AMERIQUES*, Lecaillon, Jean François, Paris, Ed. L'Harmattan, coll. Horizons Amériques latines, 1989.

Avec cet ouvrage Jean François Lecaillon s'est lancé dans une vaste entreprise dont il n'essaye pas au demeurant, de dissimuler les difficultés. Le sujet est ambitieux et son traitement l'est plus encore. Le titre du livre campe bien le cadre de l'étude ; Résistances, non pas Résistance ; Amériques plutôt qu'Amérique. Les pluriels sont en effet de rigueur. Comme le rappelle judicieusement l'auteur, les mouvements de résistance indigènes, en Amérique, présentent des aspects variés, (d'aucuns diraient irréductibles) en fonction des Etats, des ethnies et des époques considérées. En outre la situation en Amérique anglo-saxonne, où les Indiens furent repoussés par les colonisateurs, et en Amérique latine, où le métissage joua un rôle essentiel dans la formation sociale, sont radicalement différentes. Le terme d'Indien ne soulève quant à lui pas moins de problèmes : reprenant le mot d'Henri Favre, Jean François Lecaillon nous rappelle que l'Indien n'est guère, en définitive, qu'une invention des colonisateurs. Les populations amérindiennes sont, ethniquement des plus variées. Leur principal point commun réside dans leur rapport aux immigrants européens. Cet éclatement du sujet explique pourquoi l'auteur se trouve parfois contraint d'effectuer une modélisation un peu abstraite, dépouillée de ces faits concrets qui font si souvent la saveur des livres d'histoire.

Le cadre étant ainsi tracé, Jean-François Lecaillon s'attaque à l'analyse proprement dite. En historien, mais plus volontiers encore en sociologue, il structure fortement sa démarche autour d'une idée-force : le réveil indien, qui inspira tant de gros titres à la presse ces dernières années, n'en est pas véritablement un. En fait il s'attache à démontrer comment, à travers l'Amérique tout entière, des Indigènes sous une forme ou sous une autre n'ont jamais renoncé à défendre leur identité depuis l'arrivée des Blancs sur leur sol. La démarche est louable : elle permet de mettre en perspective les événements actuels et de saisir leur véritable portée. Au terme d'une investigation rigoureusement menée, l'auteur parvient à une double conclusion. D'une part plutôt que le réveil indien, il propose de parler d'éveil indien, considérant que les formes actuelles des luttes indiennes ne se distinguent des précédentes que par l'assurance des promoteurs et leur capacité à maîtriser les armes de leurs anciens vainqueurs. Allant au bout

de sa démarche, il finit par renverser la perspective : "en fait de réveil, s'il en est un, ce ne serait jamais que celui des Blancs, enfin ouverts à la relativité de leurs propres valeurs (p. 195).

L'ouvrage commence par une remarquable revue de presse qui ravive le souvenir des luttes indiennes récentes et des conflits actuels. Le lecteur l'appréciera, tout comme il goûtera la série d'annexes qui offre un riche inventaire de faits précis concernant l'histoire récente des Amérindiens. Sans doute les pages où l'auteur décrit comment les Indigènes se sont toujours appropriés certains éléments culturels européens afin de se défendre, (voire en ont exproprié leurs maîtres), sont-elles parmi les meilleures. On regrettera cependant que J.F. Lecaillon, sur ces questions, ne cite que les conférences de M. Gruzinski et laisse de côté sa *Colonisation de l'imaginaire* (Paris, Gallimard, 1988). De même, le passage consacré au messianisme, thème pourtant cher à l'auteur, n'est sans doute pas des plus convaincants. Les exemples choisis ne sont pas toujours incontestables alors qu'il y aurait eu de la matière à puiser, par exemple, dans les nombreuses études consacrées aux hommes-dieux du Mexique (là encore citons M. Gruzinski, *les Hommes-dieux du Mexique*, Paris, Editions des archives contemporaines, 1985). archives contemporaines, 1985).

Au total cependant, il s'agit bien là d'une mise au point synthétique et facilement utilisable : stimulante aussi. Beaucoup y trouveront de quoi alimenter leur réflexion, qu'ils soient amateurs de sciences politiques, ou passionnés d'histoire contemporaine ou moderne.

Pierre Ragon.

\*\*\*

*TRANSPORT ET COMMERCE EN AMERIQUE LATINE (1800-1970)*, F. Mauro, dir., avec la collab. de S. Alemany, Paris, L'Harmattan, 1990, 277 p.

Cet ouvrage rassemble une série d'études menées en commun par un groupe de chercheurs appartenant à l'ERHILA (équipe du CREDAL - CNRS). Il se présente comme une somme de dix contributions réunies autour de trois thèmes : les moyens de transport, les échanges commerciaux et le rôle des facteurs politiques dans leurs développements respectifs.

Tout au long des XIXe et XXe siècles, les conditions du transport pesèrent de façon souvent déterminante sur l'évolution économique des pays d'Amérique latine. M. F. Chevalier avait déjà attiré l'attention du public sur ce point (Chevalier, F., *L'Amérique latine de l'Indépendance à nos jours*, Paris, PUF, 1977, pp. 212-215). Six auteurs s'inscrivent dans la démarche qu'il avait alors tracée à partir de l'étude de deux ports (Bahia au Brésil et Rosario en Argentine), et de l'examen du cas des chemins de fer brésilien et argentin. Ils éclairent, sans concession et manichéisme, le rôle des investissements étrangers alors même que les capitaux nationaux furent souvent défailants. Ainsi M.N. Sarget et J. Durac, dans une étude convaincante, mettent-ils clairement en évidence le lien entre la dépendance

accrue de l'Argentine vis à vis des importations étrangères (notamment anglaises) et le développement des *ferrocariles argentinos*, financés par ces mêmes Britanniques. Une tarification différentielle pénalisa les productions élaborées des provinces intérieures de l'Argentine tout en favorisant le transport des pondéreux, c'est-à-dire des matières premières, notamment agricoles, que la Grande Bretagne entendait importer. Inversement la taxation ne permit pas aux producteurs argentins d'accéder au marché international lorsque ceux-ci menaçaient de concurrencer ses propres entrepreneurs. Mais le mérite de ce recueil est de montrer que la réalité ne fut pas univoque : A. M. Regalsky décrit comment le chemin de fer de Santa Fe fut indiscutablement l'instrument de la mise en valeur du Chaco argentin, même si l'entreprise eut indéniablement une dimension spéculative, dans la mesure où des sociétés liées à celle de la compagnie ferroviaire profitèrent des circonstances pour se constituer de vastes domaines dans la région. Pour sa part, le port de Rosario, construit par les Français au débouché naturel de la riche pampa, fut avant tout un port d'exportation et donc un pourvoyeur de devises pour l'Argentine (S. Alemany). L'exemple des investissements français dans les chemins de fer brésiliens (F. de Saes) ou argentins (A. M. Regalsky), et le cas de l'entreprise Bouilloux-Laffont, (une des marques les plus puissantes de la présence française au Brésil), qu'étudie F. Somogyi, montrent que les investisseurs étrangers étaient loin de sortir toujours indemnes de telles aventures.

Les trois études consacrées aux relations commerciales s'attaquent à une question plus vaste encore. Pourtant, l'ambition des auteurs, est nécessairement plus limitée. M. E. de Barros Ribeiro nous offre une intéressante synthèse sur les tentatives commerciales françaises dans le cône sud durant la première moitié du XIXe siècle. Le blocus de Buenos Aires par notre marine nationale en 1838-1840 était traditionnellement considéré comme le point de départ des entreprises françaises dans cette région du monde. Si cette vision demeure largement valable, la mise au point de M. E. de Barros Ribeiro précise que les commerçants français s'intéressent aux pays de La Plata et du Brésil dès leur indépendance, même si l'ampleur des menées britanniques les confina aux seconds rôles.

Avec Jean Heffer et C. A. Campos, le lecteur découvrira toute la rigueur et toute la subtilité des débats méthodologiques qui traversent l'histoire économique. M. Heffer s'attache, au terme d'une critique serrée, à expliquer la surévaluation des importations américaines en provenance du Brésil durant les années 1890-1892. Il propose finalement de corriger les statistiques et calcule à cet effet l'indice nécessaire. C. A. Campos, s'empare du modèle de l'économiste suédois Ohlin afin de rendre compte du déclin des exportations des céréales d'Argentine (1960-1972), au profit des céréales venant des Etats-Unis. Les Argentins produisent en effet à moindre coût que les Américains et le mérite de cette étude est de démontrer que les subventions du gouvernement fédéral n'expliquent pas l'échec commercial des céréales argentines : la responsabilité est à rechercher du côté des mécanismes monétaires et financiers.

Il appartient enfin à M. D. Rolland de clore cet ouvrage de manière originale en démontrant que l'histoire économique peut servir l'histoire

politique d'une façon inattendue. A travers l'étude de la nationalisation des chemins de fer mexicains, il éclaire sous un angle particulier la nature du pouvoir de Cardenas : dans cette affaire, par son réalisme et son pragmatisme, Cardenas apparaît bel et bien comme l'agent du renforcement du pouvoir d'Etat. C'est somme toute, un personnage bien différent de son portrait officiel, qui se dessine là.

Que retenir de ces riches contributions ? Tout au long de ces (presque) deux siècles d'histoire, les économies latino-américaines apparaissent affectées de lourds handicaps, que les différents auteurs pointent tour à tour du doigt. En matière économique, ces pays ont rarement été à même de prendre l'initiative. Confrontés à des politiques commerciales cohérentes de la part des grands pays industrialisés, les nations latino-américaines souffrent de la faiblesse de leurs élites économiques et politiques, d'un manque d'infrastructures, de la rareté des capitaux et, tout simplement de l'absence de projets nationaux. Toutes choses qui apparaissent, encore aujourd'hui, comme autant de barrières difficilement franchissables. Si en l'état actuel de nos connaissances, aucune synthèse n'est envisageable en la matière (M. Mauro nous en avertit dès l'introduction), ce recueil a du moins le mérite de permettre aux chercheurs de se retrouver autour d'idées fortes et d'orienter le lecteur vers quelques certitudes.

Pierre Ragon

### ... L'ARGENTINE

*ESTADO DEMOCRATICO Y POLITICA SOCIAL*,  
E.Isuani, E.Tenti, S.Lumi, L.Golbert, R.Lo Vuolo, C.Pérez, EUDEBA,  
Buenos Aires, 1989, 261p.

*MUCHO, POQUITO O NADA. CRISIS Y ALTERNATIVAS DE POLITICA SOCIAL EN LOS NOVENTA*,  
E.S Bustelo, E.A Isuani, Editores, CIEPP/ UNICEF / Siglo XXI, 1990,  
273p.

Ces deux ouvrages publiés à un an de distance posent une même interrogation: comment repenser les politiques sociales mises en place par l'Etat argentin dans des périodes de prospérité, et mises à mal par la crise.

Si cette réflexion n'est pas propre à l'Argentine — de nombreux pays y sont aujourd'hui confrontés —, elle constitue ici un défi majeur en raison de la crise fiscale et de gouvernabilité que traverse le pays.

Le premier ouvrage — réalisé dans le cadre d'un programme du ministère de la Santé et d'Action sociale et du PNUD — est le fruit de la réflexion menée durant la période radicale pour redonner plus d'efficacité et de cohérence à la protection sociale. Le second élargit la problématique à la mise en place de politiques alternatives concernant les secteurs «démunis» (*carenciados*).

La profondeur historique donnée aux études sectorielles dans le premier ouvrage permet de voir comment a été pensée la protection sociale et les héritages qui pèsent sur le fonctionnement actuel. Ces analyses montrent la tension permanente entre la logique «universaliste», celle de l'établissement de droits sociaux pour tous, qui permet d'asseoir véritablement la citoyenneté et la logique «corporatiste», celle des métiers organisés, des groupes ethniques et confessionnels.

En Argentine, la logique universaliste ne s'est implantée qu'à demi et a donné lieu à des systèmes hybrides et fragmentés qui expriment des intérêts sectoriels ou territoriaux.

C'est certainement l'étude du secteur de la santé (C. Pérez Irigoyen) qui constitue le cas le plus exemplaire de la logique à l'oeuvre. A un système de prévoyance assuré par les sociétés de bienfaisance pendant la colonie et les sociétés de secours mutuel au XIX<sup>ème</sup> siècle, se superpose à partir de 1880 l'intervention de l'Etat hygiéniste dont l'action se concentre fortement dans la ville de Buenos Aires, pour contrôler les grandes épidémies. La mise en place d'un système de protection sociale à prétention universaliste sous le premier gouvernement péroniste se heurte à la tradition mutualiste et à la force acquise alors par les syndicats. Le résultat, c'est que se met en place un système à trois vitesses : l'hôpital public pour les plus pauvres, administré par les provinces et les municipes, les œuvres sociales des syndicats qui tiennent lieu de sécurité sociale en Argentine et le secteur privé, le plus performant. Il en est de même en ce qui concerne le système des retraites, «système hybride entre la répartition et la capitalisation» fait de régimes spéciaux et de privilèges (L. Golbert) et qui en dépit des apports de l'Etat n'arrive plus à faire face à ses obligations. L'extrême faiblesse des pensions-vieillesse a fortement contribué à la paupérisation de la société argentine.

A travers l'analyse des secteurs — santé, retraite, logement, éducation — tous les auteurs mettent l'accent sur l'irrationalité du système, sa faible efficacité, la lourdeur bureaucratique, l'atomisation institutionnelle et l'exclusion croissante.

Plus d'un tiers *grosso modo* de la population est exclue de la protection sociale (retraite, sécurité sociale). Il en est de même pour la politique de logement social analysée par S. Lumi. Les fonds publics canalisés à travers les organismes de l'Etat (BHN, FONAVI) ont bénéficié en priorité aux classes moyennes. Un tiers de la population scolaire ne termine pas le cycle primaire (E. Tenti). Cette exclusion, concerne essentiellement ceux qui se trouvent en dehors du marché du travail formel, dans la mesure où le système de prévoyance sociale est fondé sur le salariat. Or l'étude sur l'emploi (R. Cortes) montre la profonde transformation du marché du travail au cours des quinze dernières années et la croissance du *cuentalpropismo* qui n'est pas liée à la «modernité» de l'Argentine comme d'aucuns l'avaient pensé dans les années soixante-dix, mais à l'effondrement de pans entiers de l'industrie. Cette évolution pose aujourd'hui avec acuité la question du financement des politiques sociales et de leurs destinataires. Comment réformer le système des retraites dans un pays touché par la baisse du taux d'activité et vieillissant ? Comment établir un système de santé qui n'exclut pas les plus pauvres ? Comment

penser le problème de la pauvreté croissante sans revenir aux politiques du passé dominées par la peur sociale ?

Cette exclusion se double de disparités très fortes, à tous les niveaux, entre les différentes œuvres sociales éparpillées en plus de 300 caisses, entre les régimes de retraite, entre le public et le privé (école, santé), enfin entre les régions. La question d'une redistribution équitable sur l'ensemble du territoire est sous-jacente à de nombreuses études et elle induit celle sur la centralisation / décentralisation. Car si pour la politique du logement, la centralisation excessive est dénoncée, la décentralisation «mal comprise» de certaines politiques publiques (santé, éducation) telle qu'elle a été conçue pendant la dernière période militaire, l'est également. Si tous les auteurs prônent une plus grande responsabilisation des échelons locaux, provinces et municipales, ils insistent également pour que l'Etat renforce son intervention, car aujourd'hui «l'Etat est faible politiquement et techniquement et n'a pas suffisamment d'autonomie pour imposer sa vision de l'intérêt général» (E. Isuani, E. Tenti).

L'idée que l'Etat doit garantir la sécurité des biens et des personnes et que le plein exercice de la citoyenneté suppose l'accès de tous à certains services est-elle partagée par par tous, et notamment par l'actuelle équipe au pouvoir ? Dans le prologue, les auteurs se demandent si à l'heure où triomphe le discours libéral qui semble écarter toute idée de justice sociale et d'équité, l'Argentine n'est pas en train de revenir à une étape prékeynesienne, celle d'avant les années trente. L'aspect regressif des politiques sociales se traduit par une détérioration des prestations sociales, des services de santé et de l'éducation. L'étude de H. Mercer met l'accent sur la forte mortalité infantile dans les provinces les plus pauvres mais aussi dans la périphérie de l'agglomération de Buenos Aires et la progression de la dénutrition et de certaines maladies parmi les moins de quatorze ans. Parallèlement, on observe pour ceux qui le peuvent, le recours dans ces dernières années aux assurances privées (12% de la population dans le GBA). Les occupations collectives de terre (*asentamientos*) dans la dernière décennie ont mis en évidence la situation critique et paradoxale de l'habitat. Le déficit est estimé à plus de 2,5 millions logements, alors que plus de 700 000 sont inoccupés, notamment dans la capitale (S. Lumi).

L'absence de politiques concernant les secteurs les plus «démunis» — si l'on excepte le programme d'aide alimentaire (PAN) mis en place par les radicaux et qui est ici à peine évoqué — a vu se multiplier des formes alternatives (programme d'autoconstruction et d'entraide, entreprises communautaires), peu développées jusqu'alors en Argentine, à la différence d'autres pays d'Amérique Latine. La forte présence des ONG amène A.Thompson à poser la question du rôle du secteur volontaire «du troisième secteur», entre le secteur étatique et le secteur privé, fondé sur la solidarité et la participation de la population. Pour l'auteur, le développement de ce troisième secteur qui s'appuie sur la forte tradition associative de l'Argentine est un facteur de consolidation de la démocratie et son action peut et doit inspirer de nouvelles politiques sociales. Cette dynamique est présentée comme une alternative au développement de politiques d'assistance aux plus pauvres afin de lutter contre l'exclusion et

la fragmentation qui menacent la société argentine. De fait, l'action de certaines ONG liées à l'Eglise dans le domaine de la terre et de l'habitat, a inspiré certains programmes gouvernementaux (*PRO-TIERRA, PRO-CASA, Plan Techo*).

Le thème du troisième secteur aurait pu constituer l'occasion d'approfondir l'analyse des rapports entre consolidation démocratique et formes de protection sociale. La question de la citoyenneté, au demeurant n'est envisagée d'une part que par rapport à la question de l'intérêt général, d'autre part en terme de développement des mécanismes de participation, sans que ces deux dimensions soient mises en perspective, ce qui semble bien nécessaire pour renouveler les termes du débat normatif sur la protection sociale.

En conclusion, E. S. Bustelo rappelle les trois modèles de politique sociale — modèle assistencialiste, modèle «éconocratique», modèle solidariste — et insiste sur la nécessité de faire preuve d'un certain pragmatisme dans l'élaboration de politiques alternatives qui prendraient des éléments de chacun des modèles. D'aucuns ne verront pas dans ce pragmatisme une solution pour sortir de l'impasse.

L'analyse très fouillée — de nombreux tableaux et annexes accompagnent les textes — montre que les vices de forme du système de protection sociale au sens large renvoie à l'organisation de la société argentine et à la crise de l'Etat. Et on se rend compte à quel point son avenir se trouve compromis dans la mesure où la contrainte économique actuelle ne fait que renforcer les mécanismes d'exclusion inscrit dans ce système dès le départ.

Marie-France Prévôt Schapira

### ... LE BRESIL

*SÃO PAULO. POLITIQUES PUBLIQUES ET HABITAT POPULAIRE*, Céline Sachs, Paris, Ed. de la Maison des Sciences de l'Homme, coll. Brasilia, 267 p.

Dans son livre *São Paulo. Politiques publiques et habitat populaire*, Céline Sachs donne une analyse remarquable des problèmes du logement des classes pauvres dans la grande métropole brésilienne. Mais en situant la question dans son cadre législatif national, ses conditions économiques et son environnement social, elle apporte de précieux éléments de compréhension du Brésil dans son entier, et même du problème tel qu'il se présente dans maintes villes du Tiers Monde.

São Paulo il est vrai, offre le cas d'un intérêt exceptionnel. longtemps distinguée de Rio de Janeiro parce qu'elle avait peu de bidonvilles, l'agglomération compte aujourd'hui environ trois millions d'habitants dans les taudis centraux (les *cortiços* mot à mot les ruches), deux millions dans des lotissements précaires et un million et demi dans des *favelas*. On mesure à ces chiffres l'ampleur de la "dette sociale" accumulée pendant la

croissance sauvage qui a transformé le Brésil au cours du régime autoritaire, et même depuis les années cinquante. Cette "modernisation conservatrice" était génératrice d'inégalités, et, comme l'écrit fort bien C. Sachs "les politiques sectorielles d'habitat conçues comme des mécanismes de compensation sociale se sont avérées plus faibles que les mécanismes d'exclusion sociale et de ségrégation spatiale inscrits dans le modèle économique".

Pourtant, si l'habitat aisé a été le premier servi, le régime autoritaire a affiché le souci de faire accéder les milieux populaires à la propriété du logement individuel pour désamorcer les risques de contestation de l'ordre établi. Au demeurant, l'urbanisation galopante impliquait la définition d'une politique en la matière : la mise en place du système fédéral de l'habitat et de la Banque nationale de l'habitat (BNH) quelques mois seulement après le coup d'Etat militaire de 1964 montre bien qu'il y avait urgence. Mais le dispositif n'a pas résisté à la crise économique de la décennie 1980. Dès avant cette date, d'ailleurs, des programmes avaient dû être mis en place pour tenter d'atteindre les plus défavorisés : trames asainies, amélioration des bidonvilles dont l'éradication était tôt apparue impossible, autoconstruction assistée.

Ce changement de politique, outre qu'il sanctionnait l'échec d'une action qui, dans les faits, s'était détournée des plus pauvres et s'était appliquée aux segments de marché davantage solvables, traduit une nouvelle attitude à l'égard de l'habitat spontané, conforme aux recommandations actuelles de la Banque mondiale. C'est aussi, est-on tenté de dire, se conformer au principe de réalité : plus de 50 % des logements édifiés dans le Grand São Paulo le sont en autoconstruction (et 80 % dans le municipe d'Itapevi).

Il n'est pas possible de mentionner en quelques lignes toutes les analyses, souvent passionnantes, de cet ouvrage. Parmi beaucoup d'autres qui mériteraient d'être citées, on retiendra la description de la population *favelada* qui toute ne vient pas de la campagne : le processus de "filtrage descendant" exclut des autres formes de logement les citoyens victimes de la prolétarianisation interne. Mais on retiendra aussi la précieuse critique des politiques menées par le régime autoritaire et, dans la troisième partie, l'étude des opérations d'entraide (*mutirao*), notamment à Osasco, ainsi que celle des relations entre les municipes, les Etats fédérés et l'Etat fédéral sur cette question explosive du droit à l'habitat.

Finalement, le problème du logement social se pose à la Nouvelle République. Céline Sachs montre que la solution passe par un effort financier plus modeste qu'on ne le croirait. Mais le dossier n'est pas seulement financier. Il suppose, pour aboutir, la solution de la question foncière et un changement du modèle de croissance.

Un beau travail, fortement pensé et bien écrit, voilà l'impression que laisse ce livre appelé certainement à devenir un ouvrage de référence sur le sujet.

Bernard Bret

## LE MEXIQUE

*LAS MUJERES EN LA NUEVA ESPAÑA. EDUCACION Y DESTINO.*  
Pilar Gonzalbo Aizpuru, México, El Colegio de México, Centro de Estudios históricos, 1987, 323 p.

Pilar Gonzalbo Aizpuru a dégagé dans cet ouvrage captivant les traits essentiels de la vie des femmes pendant les trois siècles de la domination espagnole.

Une brève introduction est suivie d'une première partie qui pose en une cinquantaine de pages, le décor où vont ensuite évoluer les actrices diverses de l'époque coloniale. Ces trois premiers chapitres plantent les jalons nécessaires à la compréhension et à l'analyse des thèmes abordés par la suite. La seconde partie, divisée à son tour en huit chapitres, développée plus amplement, et au titre suggestif de *Educación y destino* est consacrée à l'étude successive des différents aspects de l'éducation des femmes durant ces trois siècles.

Les premières lignes de cet ouvrage, très denses mais fondamentales, précisent le sens attribué au mot *Education*. Malgré les carences et l'inanité partielle de l'instruction dispensée dans les collèges à un nombre réduit de jeunes, une éducation soignée, base de la société du Nouveau Monde, était souvent procurée. En accord avec le *Seminario de historia de la Educación en México*, dont P. Gonzalbo est membre, cette dernière propose une histoire de l'éducation vue sous un autre angle que celui du seul développement des idées pédagogiques et des systèmes scolaires. Pour ce groupe de recherches, l'expression des idées et des croyances d'une société, comme les moyens mis en place pour transmettre la culture et préserver le projet social conçu pour le futur composent l'éducation.

Dans la première partie intitulée *El mundo colonial, la educación y el ámbito femenino*, l'auteur décrit à grands traits l'évolution politique, économique, sociale, démographique et culturelle de la période coloniale. Elle trace ensuite sa chronologie et examine le contenu des *reales cédulas* et de la législation concernant les décisions éducatives. Elle mentionne également l'importante polémique concernant l'apprentissage du castillan et de la doctrine chrétienne.

Le second chapitre résume les pensées européennes, espagnoles et mexicaines relatives à l'éducation des femmes, dont elle dira *coincidián el ideal español y el de los pueblos prehispanicos de Mesoamérica para los cuales las mujeres tenían que ser trabajadoras, sumisas, honestas y hogareñas* (p. 28). Cette partie comprend l'analyse d'ouvrages depuis le moyen-âge en passant par la Renaissance des Humanistes, par les écrivains espagnols du Siècle d'Or et des Lumières jusqu'au début du XIXe siècle où s'expriment des concepts plus novateurs, qui ont pour support la presse.

Le dernier chapitre de cette première partie brosse un tableau des différents groupes représentatifs des femmes depuis la Conquête jusqu'à la stratification de cette société. Les Indigènes, qui malgré la diminution de leur nombre, restèrent longtemps le groupe majoritaire constituèrent dans

un premier temps des cadeaux offerts aux Conquistadors, puis une partie de leur butin de guerre ; plus tard, leurs concubines illégitimes, parfois leurs épouses. Les premiers temps de confusion révolus, seules les femmes nobles s'intégrèrent à la société espagnole. En ce qui concerne les Espagnoles, succédant aux premières et rares femmes qui accompagnèrent les soldats, épouses filles ou compagnes des Conquistadors ne tardèrent à arriver. Elles eurent la possibilité, de par leur nombre réduit et leur forte ambition, de s'élever à de confortables situations. Pour équilibrer cette nouvelle société, la Couronne promulga par la suite plusieurs lois favorisant le départ de familles et de femmes en Amérique. Malgré les avantages indéniables de cette appartenance au groupe dominant, cette situation requérait de ces Espagnoles et Créoles l'observation de normes très sévères. Les femmes noires quant à elles, s'assimilèrent rapidement au monde espagnol. Leurs charmes ou leur travail les aidèrent souvent à obtenir leur liberté.

Ayant dressé la toile de fond de cette période et donné un aperçu global du monde féminin, P. Gonzalbo analyse ensuite divers thèmes liés à la condition et à la vie de ces femmes espagnoles, créoles, indiennes, métisses ou noires.

Les deux premiers chapitres de la seconde partie : *El camino de la salvación* et *La formación en medio rural*, traitent en particulier des femmes indigènes.

Dans un premier temps, l'auteur aborde le thème de l'évangélisation des autochtones, que la Couronne confia aux trois ordres mendiants, et retrace les vaines tentatives des missionnaires pour créer des internats et des couvents d'Indiennes. Dès le départ une double différenciation s'établit : entre les nobles et ceux qui jadis leur furent soumis et entre les garçons et les filles. Mis à part les catéchèses collectives et la création d'institutions comme *El Colegio de Tlatelolco*, réservé à l'élite masculine aztèque, et qui ne durèrent que quelques décennies (1536-1576), aucun centre éducatif ne fut proposé à cette population. La conclusion est claire : *se aceptó el criterio de que, una vez que los representantes de la primera generación fueran cristianizados, ya que no era necesario preocuparse por la educación de la niñas, puesto que podían aprender el catecismo en los colegios o de boca de sus madres, y en cuanto al entrenamiento en las labores domésticas, éste lo recibían en sus hogares.* (p. 87)

Dans un deuxième temps, P. Gonzalbo se consacre à l'étude de la formation en milieu rural, à prédominance amérindienne. Les femmes indigènes furent maintenues, en effet, dans des communautés rurales, dont l'une des formes fut *el hospital pueblo*. L'auteur insiste sur la rareté des écoles et montre le rôle déterminant que jouèrent les femmes indiennes, à la fois comme force de travail et comme assise d'une sorte de perpétuation culturelle. Elles furent en effet, les agents les plus actifs du métissage culturel.

Le travail n'était cependant pas réservé aux Indiennes et au milieu rural. Dans les centres urbains, même si les emplois les plus pénibles se répartissaient entre les Mûlatresses, les Métisses, les Indiennes et les Noires, malgré l'abolition de l'esclavage indien au XVII<sup>e</sup> siècle, de nombreuses Créoles travaillaient comme l'explique P. Gonzalbo dans le

troisième chapitre : *El entrenamiento para el trabajo*. La réalité ne permettait pas de réaliser cet idéal de *recato y encierro*, que l'auteur développe dans les deux chapitres suivants : *Los rudimentos de la instrucción* et *La educación para el matrimonio*. Les centres éducatifs proposés étaient des petites écoles de filles ou des écoles de *amigas*, dans lesquelles elles restaient jusqu'à l'âge de dix ans. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, des écoles publiques et gratuites ouvrirent leurs portes à celles qui jusqu'alors n'avaient pas eu accès à une scolarité. Seules les familles riches pouvaient payer des professeurs à qui elles confiaient l'éducation de leurs filles. La doctrine chrétienne, les travaux manuels féminins : couture, tissage et broderie, lecture et rarement écriture, constituaient les rudiments de l'instruction que donnaient les enseignantes séculaires, bien souvent incompétentes. Le système éducatif visait au maintien des traditions et des vertus telles l'obéissance et le *recato* et *las condicionaba para desempeñar el papel que la sociedad les había asignado*. (p. 128).

Le mariage représentait le destin idéal mais certains obstacles pouvaient le retarder ou l'empêcher. Après l'âge de dix ans et jusqu'à leur nubilité (20, 25 ans), les jeunes filles apprenaient à devenir de bonnes épouses. Pour les préparer, et dans le souci de purifier la société, de préserver les valeurs du foyer et de consolider le prestige du groupe espagnol, des *colegios* et *recogimientos* furent créés. P. Gonzalbo fait le tour de différentes villes : Mexico, Puebla, Queretaro, Valladolid, etc. et retrace l'histoire des fondations et des règlements internes à chaque établissement. Après cet historique de la préparation au mariage, l'auteur s'intéresse tout naturellement à la vie matrimoniale. Pour les plus modestes, la vie domestique restait l'essentiel de leur activité ; les plus aisées avaient du temps à consacrer aux messes, aux *tertulias* et à la lecture.

Les seules bénéficiaires d'un niveau supérieur d'instruction furent les religieuses. Tout au long du chapitre *La vida de perfección*, l'auteur s'attache à tracer l'évolution des fondations et des lois régissant les couvents de différents ordres. Elle dépeint la vie conventuelle en précisant l'emploi du temps et les règlements scandant la vie des religieuses et de leurs élèves.

L'avant-dernier chapitre *Beneficiencia y profilaxis social*, décrit le sort des personnes marginales et présente les *recogimientos*, établissements de réclusion fondés pour des femmes pécheresses. Il s'agissait particulièrement de citadines créoles et métisses. En effet la population indigène à la conduite licencieuse ne représentait pas réellement un danger social. Des oeuvres pieuses se chargèrent de l'éducation des orphelins, des nouveaux-nés abandonnés et des indigents.

Parallèlement à cette couche sociale défavorisée, la vie mondaine décrite dans *la vida en la corte* ne manque pas de richesse, ni d'irrespect face à la vie de décence et de réserve préconisée. Le tableau coloré de la capitale ou d'autres cités calquées sur Mexico met en exergue le luxe, la mode, les bijoux, les fêtes, les intrigues, le prestige social qui en étaient la trame. Les Espagnoles concentrées dans les villes se délectaient de sermons, de *tertulias*, de théâtre et de bals. Les religieuses comme l'exceptionnelle Sor Juana Ines de la Cruz, étaient assidues aux séances littéraires et musicales auxquelles s'adonnait également cette société.

Tout au long de ce livre, P. Gonzalbo envisage donc les différents secteurs et couches sociales concernant les femmes de la Nouvelle Espagne. Leur éducation se caractérisa ainsi par la vie domestique, la doctrine chrétienne, son assimilation aux traditions et aux mentalités de leurs aïeux. Une autre exigence se détache : *la realidad social impuso un tipo de educación para cada grupo de mujeres, de acuerdo con su pertenencia a los distintos grupos raciales y sociales.* (p. 9)

L'auteur a consulté de nombreuses archives mexicaines et espagnoles, de nombreux ouvrages et documents dont elle établit la liste dans la bibliographie finale, qui atteint quatorze pages. En outre, abondent des notes explicatives en bas de page qui rendront également service au lecteur.

Ce livre qui prouve amplement les qualités de recherche et d'écriture de Pilar Gonzalbo Aizpuru doit enfin s'avérer utile pour tous ceux qui s'intéressent à l'éducation et à la vie des femmes, comme à la société du Mexique colonial.

Marie José Vabre

### ... LE VENEZUELA

*CONTRIBUCION A LA BIBLIO-HEMEROGRAFIA DE ARTURO USLAR PIETRI*, Caracas, Fundación Polar, 1989, 479 p.

Par son ampleur et le nombre des documents recensés, ce travail réalisé sous la direction de l'historien Manuel Perez Vila et coordonné pour ce qui est des index par Astrid Avendaño Vera, mérite d'être signalé à l'attention des spécialistes aussi bien de littérature latino-américaine que de l'histoire des idées. La vie de cet écrivain prolifique, volontiers porte-parole de l'ensemble du continent latino-américain se caractérise en effet par une intense activité publique.

L'évolution de la pensée, des prises de position constantes de cet intellectuel engagé autant dans les controverses de son pays et du continent que dans les débats qui animent les sociétés occidentales, se trouve reflétée avec exactitude dans cet ouvrage organisé autour de plusieurs rubriques : une chronologie de la vie et de l'oeuvre d'Arturo Uslar Pietri se voit complétée par une liste de publications périodiques dans lesquelles il est intervenu jusqu'à présent ainsi que par une liste des pseudonymes utilisés à l'occasion par l'écrivain ; suit une bibliographie de son oeuvre, des prologues et présentations d'ouvrages, ainsi qu'une sélection de titres publiés sur l'auteur et son oeuvre : la rubrique hémérogaphique comprend un recensement des articles publiés depuis 1920, et se termine par celui publié en date du 17 juin 1986 dans le quotidien vénézuélien *El Nacional* ; sont ensuite pris en compte les programmes de télévision auxquels a participé A. Uslar Pietri (de 1953 à mai 1986, le dernier enregistrement étant consacré au thème fort débattu de la corruption) ; les sources consultées enfin, sont une contribution à la bibliographie d'ensemble qui

lui a été consacrée en même temps qu'une synthèse incluant la liste des revues et périodiques vénézuéliens qui lui ont consacré des numéros spéciaux ; les remarquables index bibliographiques et hémérographiques figurant à la fin du volume sont organisés par thèmes et par titres, bénéficiant dans le cas des articles de presse recensés d'un classement numérique qui en facilite la localisation. A cet égard, la structure et le caractère exhaustif de cet ouvrage - jusqu'en 1986, le travail de dépouillement de l'information prit fin le 16 mai de cette même année - en font un instrument de recherche indispensable pour qui s'intéresse à l'oeuvre et à la pensée du personnage et d'une manière plus générale à l'histoire des idées en Amérique latine.

Frédérique Langue

\*\*\*

*EL OCASO DE UNA ESTIRPE*, Inés Quintero, Caracas, Alfadil / Fondo Editorial Acta científica venezolana, 1989, 184 p.

Au nombre des travaux consacrés au phénomène politique et social qu'est le caudillisme, il faut désormais compter cet ouvrage qui se réfère non plus à l'aspect théorique du problème - jusqu'à présent privilégié par les historiens vénézuéliens - mais à ses dernières manifestations explicites. A cet égard, l'auteur insiste sur l'évolution et, plus important encore, sur le déclin d'un type particulier de caudillisme, en un moment-clé d'une histoire nationale rythmée par la Guerre fédérale (1859-1863), le triomphe de la Révolution *azul* (1868) conduite par son caudillo José Tadeo Monagas, l'affirmation d'une certaine forme de libéralisme et par voie de conséquence du parti adverse (Parti nationaliste), la lutte des factions qui résulte de la situation, et enfin le gouvernement de l'"illustre Américain", Guzmán Blanco et de ses héritiers politiques.

Jusqu'à l'arrivée de Cipriano Castro et des "Andins" au pouvoir (à partir de 1892), la vie politique du Venezuela se caractérise en effet par l'absence d'un centre régulateur du pouvoir politique et militaire, et la division de celui-ci entre les nombreux caudillos régionaux alliés au gré des circonstances. La "révolution légaliste" mise en oeuvre par Cipriano Castro et ultérieurement par Juan Vicente Gómez met un terme à cette parcellisation du pouvoir, en entraînant la disparition à moyen terme des caudillos de la scène politique. De cette centralisation du pouvoir, particulièrement marquée dans les années 1901-1902, il faut retenir essentiellement la réforme de l'administration de l'Etat, surtout du point de vue fiscal, la création d'une armée nationale moderne, l'installation d'un réseau de communications à l'échelle du territoire, et le "noyautage" du pouvoir régional par la mise en place d'hommes de confiance aux postes-clés de l'administration locale.

Analysant en détail les modalités de ces réformes, l'auteur montre comment elles aboutissent à la formation d'un nouveau système politique fondé sur des bases nouvelles, un système consacré d'ailleurs par l'élaboration d'une seconde constitution. Les caudillos, vaincus disparaissent politiquement ou physiquement (Monagas, Paredes,

Montilla, Morales, Chalbaud Cardona etc.) : dans le meilleur des cas, ils ne sont plus que des spectateurs d'une nouvelle étape de l'histoire nationale comme le laissait à entendre le sous-titre de l'ouvrage : *La centralización restaurada y el fin de los caudillos históricos*. Un livre à consulter, pour son appréhension inattendue d'un phénomène que l'on tend à considérer comme une constante de la vie politique latino-américaine et qui permet par conséquent de relativiser cette interprétation en ce qui concerne le Venezuela.

Frédérique Langue

\*\*\*

*EL CULTO A BOLIVAR. ESBOZO PARA UN ESTUDIO DE LA HISTORIA DE LAS IDEAS EN VENEZUELA*, German Carrera Damas, Caracas, Grijalbo, 1989, 303 p.

Il est impossible de s'intéresser au Venezuela, que ce soit dans la réalité ou d'une manière simplement livresque, de se livrer à une observation directe ou indirecte de l'histoire de ce pays, sans percevoir l'omniprésence de Bolivar. De cette constatation est née cette étude critique, centrée précisément sur le "culte" rendu à la figure du *Libertador*, un culte qui a permis de "projeter les valeurs dérivées de la figure du héros sur tous les aspects de la vie d'un peuple" ; qui est devenu en d'autres termes un "substrat idéologique" de la société vénézuélienne et le "produit culturel" le plus significatif de celle-ci. D'où les orientations de cet ouvrage publié pour la première fois en 1972 mais à l'actualité non démentie si l'on considère la nature du phénomène étudié.

Dans un premier temps, s'appuyant sur des "témoignages typiques", l'auteur s'attache à considérer la signification attribuée - et réelle - de la figure historique de Bolivar, une signification non dépourvue de finalités : le culte bolivarien est dès ses origines facteur d'unité nationale. Vient ensuite l'analyse des conditions idéologiques, du contexte historique qui présidèrent à la formation de ce culte rendu au "Père de la Patrie" et de la double fonction qu'il est constamment appelé à remplir : la figure de Bolivar est celle du juge, du censeur, à la fois consolation et refuge devant les problèmes auxquels se trouve confrontée la société vénézuélienne ; mais c'est tout aussi bien le symbole de la perfection (du "héros") à atteindre. Bolivar personnifie la liberté, mais aussi l'égalité et les Lumières. Les caractéristiques actuelles du culte de Bolivar comme résultat d'un processus historique font l'objet d'une interprétation tout aussi rigoureuse : deux questions essentielles sont en effet posées, celle de la transformation d'un culte issu du peuple en un culte pour, à l'usage du peuple, appuyé sur une véritable "liturgie". Et celle de sa nécessité à la fois historique, idéologique et politique comme le montrent les conditions de son développement et l'utilisation qui en est faite aujourd'hui. Notamment du point de vue de l'Etat, le culte à Bolivar remplit des fonctions bien déterminées au point de revêtir de nos jours l'aspect d'un "culte organisé de grande projection dans la conscience nationale".

Frédérique Langue



## RESUMES RESUMENES

HELENE RIVIERE D'ARC, *DU NATIONAL AU PARTICULIER : LE DEBAT SUR LA DECENTRALISATION DANS TROIS PAYS D'AMERIQUE LATINE (BRESIL, MEXIQUE, CUBA)*

Décentraliser les pouvoirs de l'Etat est en Amérique latine un outil indispensable de sortie de crise. La décentralisation politique et administrative, différente de la décentralisation industrielle ou du rééquilibrage économique régional tentés jusqu'aux années quatre-vingt, est un processus lent. Les formes de décentralisation administrative proposées dans les discours gouvernementaux ne correspondent pas aux revendications régionalistes, locales ou ethniques qui ne se reconnaissent pas dans ce terme, la décentralisation n'étant qu'un énoncé de normes administratives. Réflexion sur le discours décentralisateur et/ou régionalisateur qui a été à l'ordre du jour depuis la fin des années soixante-dix et les années quatre-vingt au Brésil, au Mexique et à Cuba, dans des contextes très différents.

HELENE RIVIERE D'ARC, *DESDE LO NACIONAL HASTA LO PARTICULAR : EL DEBATE SOBRE LA DESCENTRALIZACION EN TRES PAISES DE AMERICA LATINA (BRASIL, MEXICO, CUBA)*

Descentralizar los poderes del Estado es en América latina un indispensable instrumento para salir de la crisis. La descentralización política y administrativa, diferente de la descentralización industrial o del equilibrado económico regional intentados hasta los años ochenta es un lento proceso. Las formas de descentralización administrativa propuestas en los discursos gubernamentales no corresponden a las reivindicaciones regionalistas, locales o étnicas que no se reconocen en este término, la descentralización siendo solo un enunciado de normas administrativas. Reflexión en torno al discurso descentralizador y/o regionalizador del fin de los años setenta y de los años ochenta en Brasil, Mexico y Cuba, en contextos muy diferentes.

\*\*\*

PIERRE VAYSSIERE, *L'AMERIQUE CENTRALE AU XIXE SIECLE : L'UNION IMPOSSIBLE*

Pierre Vayssièrre revient ici sur l'énigme de la balkanisation de l'isthme centre-américain. Il rappelle les multiples projets et tentatives d'union et les échecs tout aussi nombreux, de l'Indépendance à la fin du XIXe siècle. Il y voit une

conduite visant à conjurer la peur de l'isolement face à des menaces extérieures, et ne se donnant pas les moyens de s'inscrire durablement dans la réalité : passé le moment défensif, elle s'avère incapable de surmonter les divers obstacles, géographiques, historiques, sociaux et culturels, et les tendances centrifuges, les divisions, le localisme reprennent le dessus. Dès lors, l'attitude consistant à faire porter la responsabilité de l'émiettement à la puissance dominante apparaît comme un faux-fuyant, sans fondement historique réel.

PIERRE VAYSSIERE, *AMERICA CENTRAL EN EL SIGLO VEINTE : LA UNION IMPOSIBLE*

Pierre Vayssière vuelve otra vez sobre el enigma de la balkanizaci n del istmo centro-americano. Llama la atención sobre los múltiples proyectos y tentativas de unión y sobre los fracasos, no menos numerosos, que han ocurrido desde la Independencia hasta el final del siglo XIX. Ve en esto una actitud que sort  el temor al aislamiento frente a las amenazas exteriores y que no se d  los medios para durablemente marcar la realidad : pasado el momento defensivo, se muestra incapaz sobrepasar los diversos obstáculos, geográficos, históricos, sociales y culturales y las tendencias centrifugas, las divisiones, el localismo vuelven a vencer. Desde entonces, la postura consistiendo a darle la responsabilidad del desmenuzamiento a la potencia dominante aparece como una escapatoria sin fundamento histórico verdadero.

\*\*\*

ROBERTO SANTANA, *EXISTE-T-IL UNE NATION HONDURIENNE ?*

Pour répondre à la question posée dans le titre, il convient de replacer les péripéties des années quatre-vingt (un pays occupé par deux armées étrangères et qui se sent menacé sur ses trois frontières par un "encerclement révolutionnaire") dans la perspective, plus que séculaire, de la fragilité ou de l'impossibilité du projet national. Extraversion extrême de l'économie dans ses différents cycles, absence de classe sociale susceptible de donner naissance à une élite dirigeante et d'orienter un processus politique unitaire : ce legs du passé a à peine été mis en cause par l'amorce de formation d'une élite dans les dernières décennies. Le salut est dans la construction de la nation à partir d'un développement de ses ressources propres, et non dans la recherche d'une intégration centre-américaine qui ne se réalisera qu'à partir de sociétés nationales consolidées.

ROBERTO SANTANA, *  EXISTE UNA NACION HONDURIANA ?*

Para contestar a la pregunta planteada en el título, conviene colocar los eventos de los a os ochenta (un país invadido por dos armadas extranjeras y que se siente amenazado en sus tres fronteras por un "cerco revolucionario") en la perspectiva, más que secular, de la fragilidad o imposibilidad del proyecto nacional. Extraversión extrema de la economía en sus ciclos diferentes, ausencia de clase social susceptible dar origen a una élite dirigente y orientar un proceso político unitario : estas últimas decadas, es apenas si este legado del pasado se ha puesto en duda con el inicio de formación de una élite. La salvación est  en la

construcción de una nación, desarrollando sus medios propios y no en la búsqueda de una integración centro-americana que solo se realizará partiendo de sociedades nacionales consolidadas.

\*\*\*

YVON LE BOT, *GUATEMALA : VIOLENCE, REVOLUTION ET DEMOCRATIE*

L'analyse des convulsions de ces dernières décennies met en évidence un "manque à être" de la nation guatémaltèque que le retour à la démocratie n'a pas comblé. La guerre locale a manifesté et parfois accentué les blocages de la société, l'impossibilité des mouvements sociaux, la force de la discrimination anti-indienne. Les diverses composantes de la guérilla n'ont pas su trouver la formule qui aurait permis d'articuler leur action sur la complexité et les rythmes propres à la société guatémaltèque. L'avenir du pays dépend de l'évolution des tendances actuelles suivantes : déficit persistant d'intégration sociale et d'intégration nationale ; maintien de la monopolisation du pouvoir par une minorité crispée dans des comportements hors de saison ; relance des dynamiques communautaires ; renforcement d'un tropisme du *Norte*.

YVON LE BOT, *GUATEMALA : VIOLENCIA, REVOLUCION Y DEMOCRACIA*

El análisis de las convulsiones de estas últimas décadas pone de manifiesto una "carencia de ser" de la nación guatemalteca que la vuelta a la democracia no ha colmado. La guerra local ha subrayado y a veces aumentado los bloqueos de la sociedad, la imposibilidad de los movimientos sociales, la fuerza de la discriminación anti Indios. Los diversos componentes de la guerrilla no supieron localizar la fórmula que les hubiera permitido articular su acción con la complejidad y los ritmos propios de la sociedad guatemalteca. El porvenir del país depende de la evolución de las siguientes actuales tendencias : déficit persistente de integración social y nacional ; continuación de la monopolización del poder por una minoridad fijada en comportamientos fuera del tiempo ; estimulación de las dñamicas de las comunidades ; resforzamiento de un tropismo del *Norte*.

\*\*\*

PHILIPPE BURIN DES ROZIERES, *FIGURES DE LA THEOLOGIE DE LA LIBERATION*

L'intérêt porté à l'Amérique centrale dans les années quatre-vingt a été souvent le fait de secteurs qui y voyaient se réaliser l'utopie ancienne et toujours renaissante du *royaume de Dieu sur terre*. Au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala, la théologie de la libération s'est présentée comme une théologie de la révolution, comme le dernier avatar d'un marxisme finissant, dont elle reprenait et réaccommodait la dimension prophétique première, rappelant ainsi ce

que cette doctrine doit à la tradition millénariste judéo-chrétienne. Philippe Burin des Rozières souligne avec sa sensibilité personnelle au thème, avec la distance réflexive que demande l'analyse, ainsi qu'avec la connaissance directe des sociétés concernées et le sens de leur complexité les rapports entre christianisme et révolution.

PHILIPPE BURIN DES ROZIERES, *FIGURAS DE LA TEOLOGIA DE LA LIBERACION*

El interés a América central en los años ochenta ha sido a menudo el asunto de sectores que veían allí realizarse la antigua pero siempre renaciente utopía del *reino de Dios en la tierra*. En Nicaragua, en El Salvador y en Guatemala, la teología de la liberación fue presentada como una teología de la revolución, como el último avatar de un marxismo que toca a su fin y del cual dicha doctrina utilizaba y conciliaba la dimensión profética primera recordando de esta manera lo que debe a la tradición milenarista judaico-cristiana. Philippe Burin des Rozières subraya tanto con su sensibilidad personal al tema, como con la distancia reflexiva necesaria al análisis, el conocimiento directo de las sociedades y el sentido de su complejidad, las relaciones entre cristianismo y revolución.

\*\*\*

MARYSE ROUX, CUBA : *POPULATION ET DEVELOPPEMENT (ESSAI SUR LA FECONDITE)*

A Cuba, la démographie est l'une des disciplines qui restent praticables parce que considérées comme simplement "techniques". Maryse Roux observe dans ce pays une forte diminution de la fécondité à partir de 1965, particulièrement chez les femmes de plus de vingt-cinq ans. Une évolution que ne compensent que partiellement le développement de la maternité précoce et la poursuite de la baisse du taux de mortalité infantile. Combinée avec le déficit migratoire, elle a pour conséquence un vieillissement accéléré de la population et la possibilité de sa diminution en valeur absolue dans quelques décennies. Une telle perspective, exceptionnelle dans le tiers-monde, préoccupe les autorités cubaines. L'analyse démographique conduit à se poser la question de l'avenir du pays confronté à la situation internationale.

MARYSE ROUX, CUBA : *POBLACION Y DESARROLLO (ENSAYO SOBRE LA FECUNDIDAD)*

En Cuba, la demografía es una entre las pocas disciplinas que se puede aún practicar porque se la considera como únicamente "técnica". Maryse Roux observa en este país una fuerte disminución a partir de 1965, de la fecundidad y eso particularmente entre las mujeres de más de veinte y cinco años. Sólo compensan parcialmente esta evolución el desarrollo de la maternidad precoz y la baja progresiva de la tasa de mortalidad infantil. Combinada con el déficit migratorio, tiene como consecuencia un envejecimiento acelerado de la población y la posibilidad de su disminución efectiva dentro de unas décadas. Tal perspectiva, excepcional en el tercer mundo, preocupa a las autoridades cubanas.

El análisis demográfico conduce a plantearse el problema del porvenir del país enfrentado con la situación internacional.

\*\*\*

CLAUDE BATAILLON, *AUTOUR DE LA MEDITERRANEE AMERICAINE : DES ECONOMIES ET DES SOCIETES NATIONALES POUR QUOI FAIRE ?*

Pourquoi continuer à se raccrocher à des projets irréalistes, à des scénarios improbables, à des discours de compensation, à des promesses qui, depuis les indépendances, n'ont cessé d'être démentis dans les faits ? Constatant pour sa part, et en dehors de toute intention politique, qu'en Amérique centrale et dans les Antilles, les marchés intérieurs sont inexistantes ou trop limités, que les flux migratoires, économiques et financiers se traduisent par une articulation croissante de ces petits pays aux grandes métropoles du Nord, Claude Bataillon propose que les chercheurs cessent de les traiter - serait-ce en creux - comme des entités à part entière, comme des sociétés et des économies nationales, et substituent au modèle analytique de l'Etat-nation celui, plus approprié, d'unités locales ou régionales inscrites dans un champ ouvert et plus vaste.

CLAUDE BATAILLON, *EN TORNO AL MEDITERRANEO AMERICANO : ECONOMIAS Y SOCIEDADES NACIONALES ¿ PARA QUE ?*

¿ Para qué continuar fijándose en proyectos irrealistas, argumentos improbables, promesas y discursos de compensación que no han dejado desde las independencias de ser desmentidos por los hechos ? Comprobando en cuanto a él, fuera de toda intención política, que en América central y en el Caribe no hay mercados interiores que no sean demasiado limitados, que los flujos migratorios, económicos y financieros corresponden a una creciente articulación de estos pequeños países a las grandes metrópolis del Norte, Claude Bataillon propone que los investigadores dejen de considerarlos - ni siquiera en negativo - como entidades propias, como sociedades o economías nacionales y sustituyen al modelo analítico del Estado-nación, el más apropiado de unidades locales o regionales inscrites en un campo abierto y más amplio.